

Offre en vigueur jusqu'au 18 janvier 2008

Billets de dépôt axés sur le revenu et la croissance, série 1

POINTS SAILLANTS

- **Protection du capital à 100 % à l'échéance**
- **Le rendement est lié à un panier théorique de 14 actions donnant droit à des dividendes ou à des distributions**
- **Deux options d'achat:**
 1. **Remboursement du capital, série 1: remboursements trimestriels du capital avantageux sur le plan fiscal**
 2. **Rendement total, série 1: potentiel de croissance maximal**
- **Entièrement admissibles au REER**
- **« Négociables » sur un marché secondaire quotidien, le cas échéant, assujettis au mécanisme de « rachat » du réseau de FundSERV**
- **Frais du programme concurrentiels (maximum de 1,95 % par année)**
- **Durée à l'échéance de 7,5 ans pour les billets à remboursement du capital**
- **Durée à l'échéance de 6,5 ans pour les billets à rendement total**

Émetteur:	La Banque de Nouvelle-Écosse
Date d'échéance:	Rend. total: 21 mai 2014 Remb. du cap.: 21 mai 2015
Souscription minimale:	5 000 \$
Code FundSERV:	Rendement total: SSP121 Remb. du capital: SSP120

OBTENEZ JUSQU'À 200 % DU REVENU ET DE LA CROISSANCE POTENTIELS D'UN PANIER D' ACTIONS DE 14 SOCIÉTÉS CANADIENNES, EN INVESTISSANT DANS DES BILLETS DE DÉPÔT DIVERSICAPITAL AXÉS SUR LE REVENU ET LA CROISSANCE, SÉRIE 1, DE LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE.

SÉCURITÉ ET POTENTIEL DE CROISSANCE

Ces billets vous offrent le potentiel de croissance à long terme des fonds communs de placement en obligations et en actions, avec la protection du capital d'un CPG.

	Protection du capital à l'échéance	Rendement lié aux actions	Liquidité potentielle	Potentiel de gains en capital
Billets de dépôt axés sur le revenu et la croissance, série 1	●	●	●	●
CPG conventionnels	●			
CPG liés à des actions	●	●		
Obligations	●		●	●
Fonds communs de placement en actions		●	●	●

POTENTIEL DE RENDEMENT DYNAMIQUE

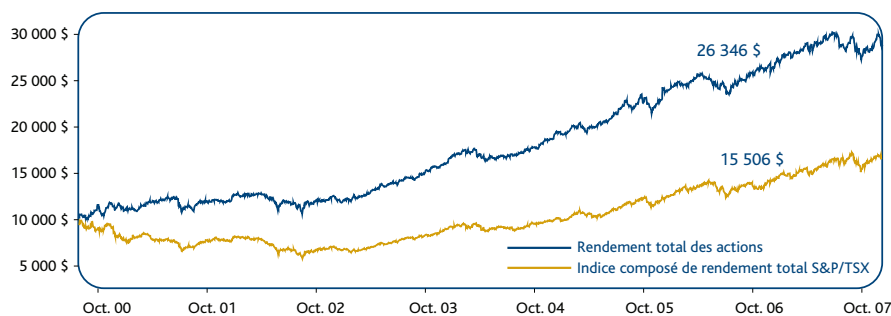
Les portefeuilles théoriques sur lesquels le rendement des billets est basé se composent d'un « compte d'actions » et d'un « compte d'obligations » répartis selon une stratégie dynamique conçue de façon à accroître le rendement lorsque la performance est positive et à réduire le risque de baisse lorsque la performance est négative, tout en protégeant entièrement le capital.

1. Les billets offrent une participation maximale de 200 % au compte d'actions au moyen d'un effet de levier (déduction faite des frais, des dépenses et des versements de distributions, le cas échéant).
2. Si vous investissez dans des billets à remboursement du capital, vous recevrez des remboursements trimestriels du capital d'un montant correspondant à 1,25 % de la valeur du compte d'actions, s'il en est. Jusqu'à l'échéance, vous aurez reçu des paiements totalisant pas moins que le montant de votre placement initial de 100 \$ par billet. Les paiements comprendront au total les remboursements trimestriels du capital, s'il en est, et un paiement final constitué du solde du capital impayé et du rendement variable, s'il en est.
3. Si vous investissez dans des billets à rendement total, toutes les distributions sur les actions théoriques seront théoriquement réinvesties dans le compte d'actions et vous recevrez un seul paiement à l'échéance composé du capital et du rendement variable, s'il en est.

Pour en savoir plus sur le calcul de la valeur à l'échéance, veuillez vous adresser à votre conseiller ou lire le document d'information.

POTENTIEL DE RENDEMENT ET DE REVENU

Les billets fournissent une participation à un panier théorique de 14 actions donnant droit à des dividendes et à des distributions, choisies pour leur rendement en dividende et leur taux de croissance historiques élevé. Le graphique ci-dessous indique dans quelle mesure le rendement total d'un panier investi dans cette combinaison d'actions aurait été supérieur à celui de l'indice composé S&P/TSX au cours des sept dernières années. Le rendement historique des actions n'est pas une indication du rendement futur des actions ou des billets.



LE PORTEFEUILLE SERA INITIALEMENT COMPOSÉ DES ACTIONS DES ÉMETTEURS SUIVANTS :

Banque Canadienne Impériale de Commerce	Fonds de placement immobilier RioCan
Banque de Montréal	Fonds de revenu Pages Jaunes
Banque Royale du Canada	Great-West Lifeco Inc.
CI Financial Income Fund	Inter Pipeline Fund
Enbridge Inc.	Manitoba Telecom Services Inc.
Financière Manuvie	Société de Gestion AGF Limitée
Financière Sun Life inc.	TransCanada Corporation

Le présent document n'est qu'une description sommaire de certaines modalités des billets. Vous devriez lire le document d'information dans son intégralité pour obtenir de plus amples détails sur les billets, notamment les facteurs de risque. Un acquéreur éventuel devrait décider d'investir dans les billets uniquement après avoir examiné attentivement, avec son conseiller, la pertinence d'un investissement dans les billets à la lumière des renseignements contenus dans le document d'information. Ni la Banque (en sa qualité d'agent chargé des calculs, ni Scotia Capitaux Inc. (en sa qualité de placeur pour compte) ne formulent aucune recommandation quant à la pertinence d'un investissement dans les billets par quiconque. Les billets comportent certaines caractéristiques d'investissement qui diffèrent des investissements dans des titres à revenu fixe traditionnels du fait qu'ils n'accordent pas un rendement ou une source de revenu avant la date d'échéance, ni un rendement à la date d'échéance qui est calculé en fonction d'un taux fixe ou variable d'intérêt pouvant être établi avant la date d'échéance. Le rendement tiré des billets (s'il en est), contrairement au rendement sur de nombreux passifs-dépôts de banques à charte canadiennes, est incertain, car les billets pourraient ne pas accorder de rendement sur le placement initial du souscripteur. Par conséquent, les billets ne sont pas des placements qui conviennent à l'acquéreur si ce dernier attend ou exige un rendement certain. Les billets sont destinés aux acquéreurs faisant des placements à long terme qui sont prêts à détenir les billets jusqu'à la date d'échéance et sont prêts à assumer les risques relatifs à un rendement lié au rendement du portefeuille. Les acquéreurs doivent tenir compte des facteurs de risque additionnels associés à la présente offre. Voir la rubrique « Facteurs de risque » dans le document d'information.

Si l'acquéreur vend des billets avant la date d'échéance, il se peut qu'il le fasse moyennant une décote par rapport au capital, dans le cas des billets à rendement total, ou par rapport au capital impayé, dans le cas des billets à remboursement du capital, même si le rendement du portefeuille a été positif et l'acquéreur pourrait donc subir des pertes. De plus, l'acquéreur qui vend un billet au cours des trois premières années suivant la date d'émission peut devoir payer des frais de négociation anticipée pouvant aller jusqu'à 5,75 % du capital, dans le cas des billets à rendement total, et jusqu'à 5,75 % du capital initial, dans le cas des billets à remboursement du capital. L'acquéreur ne peut obtenir le rachat des billets. Les billets ne conviennent généralement pas à l'épargnant qui a besoin de liquidités avant la date d'échéance. L'acquéreur devrait consulter son conseiller en placements à savoir s'il serait plus avantageux dans les circonstances de vendre des billets (en présumant qu'un marché secondaire soit disponible) ou de détenir les billets jusqu'à la date d'échéance. L'acquéreur devrait également consulter son conseiller en fiscalité au sujet des incidences fiscales découlant d'une vente faite avant la date d'échéance comparativement à la détention du billet jusqu'à la date d'échéance. Les billets sont émis par La Banque de Nouvelle-Écosse. Les billets ne seront pas assurés en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada ni en vertu de quelque autre régime d'assurance-dépôts. Le prix que chaque acquéreur doit payer à l'émission des billets a été établi par voie de négociations entre la Banque et Scotia Capitaux Inc. (le placeur pour compte). Le placeur pour compte est une filiale de la Banque. Par conséquent, la Banque est un émetteur relié au placeur pour compte en vertu de la législation canadienne applicable en matière de valeurs mobilières.

Les billets n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, dans sa version modifiée (la « Loi de 1933 »), ou de la législation en valeurs mobilières de quelque État et ils ne peuvent être offerts en vente, vendus ou livrés, directement ou indirectement, aux États-Unis, dans leurs territoires ou possessions, ou pour le compte ou au profit de personnes des États-Unis. En outre, les billets ne peuvent être offerts ni vendus à des résidents de tout territoire ou pays d'Europe.

« Banque Scotia », « Scotia Capitaux » et le logo du « S ailé » sont des marques de commerce déposées de La Banque de Nouvelle-Écosse. diversiciCAPITAL est une division de Goodman & Company, Conseil en placements Itée (GCCPL), une société de Patrimoine Dundee inc. GCCPL ne donne aucune garantie ni ne formule aucune déclaration à l'égard de l'exactitude, de la fiabilité ou de l'exhaustivité des renseignements contenus dans les présentes. Personne n'est autorisé à communiquer une information ou à faire une déclaration qui n'est pas contenue dans les documents d'information relatifs aux billets et GCCPL n'accepte aucune responsabilité à l'égard d'une information qui n'est pas contenue dans les documents d'information.

Les billets vous sont offerts par



PASSEZ À L'ACTION

Les billets de dépôt diversiciCAPITAL axés sur le revenu et la croissance, série 1, de La Banque de Nouvelle-Écosse sont offerts jusqu'au 18 janvier 2008 seulement.

Appelez votre conseiller financier dès aujourd'hui ou consultez le site www.diversicapital.ca.

DOCUMENT D'INFORMATION MODIFIÉ ET MIS À JOUR DATÉ DU 7 DÉCEMBRE 2007

Le présent document d'information modifié et mis à jour (le « document d'information ») modifie, met à jour et remplace dans son intégralité le document d'information daté du 1^{er} novembre 2007 à l'égard des billets. Le présent document d'information a été préparé uniquement pour aider les souscripteurs éventuels à prendre une décision de placement à l'égard des billets. Le présent document d'information constitue une offre de ces billets uniquement dans les territoires où ils peuvent être offerts en vente et uniquement par des personnes autorisées à les vendre. Aucune commission de valeurs mobilières ni aucune autre autorité similaire au Canada ne s'est prononcée sur la qualité des billets offerts aux termes des présentes; quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction. Les billets offerts aux termes du présent document d'information n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la loi des États-Unis intitulée Securities Act of 1933, en sa version modifiée (la « Loi de 1933 »), ou de lois sur les valeurs mobilières d'un État et, sous réserve de certaines exceptions, ils ne peuvent être offerts, vendus ni remis, directement ou indirectement, aux États-Unis ou dans leurs territoires ou possessions ou à des personnes des États-Unis, au sens du Regulation S pris en vertu de la Loi de 1933, ni pour leur compte ou profit. En outre, les billets ne peuvent être offerts ni vendus à des résidents de tout territoire ou pays d'Europe.



BILLETS DE DÉPÔT diversiCAPITAL AXÉS SUR LE REVENU ET LA CROISSANCE (RENDEMENT TOTAL), SÉRIE 1 DE LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

MAXIMUM DE 50 000 000 \$

CAPITAL PROTÉGÉ

Les billets de dépôt diversiCAPITAL axés sur le revenu et la croissance (rendement total), série 1 de La Banque de Nouvelle-Écosse (les « billets ») émis par La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque ») viendront à échéance le ou vers le 21 mai 2014 (la « date d'échéance »). Les billets ont été élaborés pour offrir aux porteurs des billets (les « acquéreurs ») qui détiennent les billets jusqu'à la date d'échéance des billets à capital protégé offrant une exposition aux distributions (au sens des présentes) et à la plus-value en capital d'un panier d'actions ordinaires et de parts de fiducies de revenu théoriques (collectivement les « actions ») de 14 émetteurs (les « sociétés »).

Les sociétés sont initialement :

- Banque Canadienne Impériale de Commerce
- Banque de Montréal
- Banque Royale du Canada
- CI Financial Income Fund
- Enbridge Inc.
- Financière Sun Life Inc.
- Fonds de placement immobilier RioCan
- Fonds de revenu Pages Jaunes
- Great-West Lifeco Inc.
- Inter Pipeline Fund
- La société de gestion AGF Limitée
- Manitoba Telecom Services Inc.
- Société Financière Manuvie
- TransCanada Corporation

Le rendement sur les billets est lié à un portefeuille théorique (le « portefeuille ») se composant d'actions théoriques et d'obligations théoriques à coupon de 0,50 % (les « obligations ») de la Banque et d'une facilité de prêt théorique (le « prêt »). Il est prévu que la totalité du portefeuille sera initialement attribuée aux actions théoriques dans les 8 jours ouvrables suivant la clôture du placement. Voir « Description des billets » et « Facteurs de risque ».

Il est précisé, pour plus de sûreté, que le portefeuille n'est que théorique et que toutes les mesures prises à son égard, notamment tous les avoirs, toutes les opérations d'achat et de vente d'actions et/ou d'obligations, les encaissements et réinvestissements de distributions et les prélèvements et remboursements sur tout prêt ne sont que des mesures théoriques. Tous les renvois dans le présent document d'information à ces mesures ou événements doivent être interprétés comme étant des mesures et événements théoriques seulement. Puisque le portefeuille est strictement théorique et que le compte d'actions et le compte d'obligations (chacun au sens défini ci-après) et le prêt ne sont que des inscriptions comptables, le portefeuille ne sera en aucun cas réellement détenteur ou propriétaire des actions ou des obligations et les acquéreurs n'auront pas le droit d'acquérir des actions, des obligations ou des actifs qui composent le portefeuille ni n'auront aucun droit de propriété directe ou indirecte dans ceux-ci. La détention de billets n'accordera pas aux acquéreurs les droits ou les avantages d'un porteur de titres d'une société. Voir « Description des billets » et « Facteurs de risque ».

À la date d'échéance, chaque acquéreur recevra un montant par billet correspondant : i) au montant déposé de 100 \$ (le « capital »), et ii) au rendement variable, s'il en est (le « rendement variable »), calculé de la manière indiquée aux présentes. Le rendement variable, s'il en est, reposera sur le rendement tiré du portefeuille après le paiement de certains frais et dépenses. Voir « Frais et dépenses liés aux billets ».

Toutes les distributions, s'il en est, que les sociétés versent sur les actions théoriquement détenues dans le portefeuille à la date de référence d'une telle distribution seront théoriquement réinvesties dans les actions à la date de versement de cette distribution, au prorata conformément à leur valeur marchande respective dans le compte d'actions à la date de versement, d'après les cours acheteurs et vendeurs du marché et ne seront pas versées aux acquéreurs pendant la durée des billets. Rien ne garantit qu'une société versera des distributions, auquel cas le réinvestissement pourrait être de zéro. Les acquéreurs ne recevront pas le rendement variable, s'il en est, avant l'échéance. Voir « Description des billets – Rendement variable – Réinvestissement » et « Facteurs de risque ».

PRIX : 100 \$ PAR BILLET

Souscription minimale : 5 000 \$ (50 billets)

Code FundSERV : SSP 121

Un acquéreur éventuel devrait décider d'investir dans les billets uniquement après avoir examiné attentivement avec son conseiller si les billets représentent un investissement qui lui convient compte tenu de sa situation particulière et des renseignements présentés dans le présent document d'information. Ni la Banque, ni Scotia Capitaux Inc., ni le sous-placeur pour compte, ni aucun membre de leur groupe respectif ne font de recommandation à savoir si les billets représentent ou non un investissement convenable pour quiconque.

« Banque Scotia », « Scotia Capitaux » et le logo du « S ailé » sont des marques de commerce déposées de La Banque de Nouvelle-Écosse.

TABLE DES MATIÈRES

<p>PERTINENCE DE L'INVESTISSEMENT II</p> <p>ADMISSIBILITÉ À DES FINS DE PLACEMENT ... II</p> <p>MODIFICATION ET MISE À JOUR..... II</p> <p>SOMMAIRE..... 1</p> <p>DESCRIPTION DES BILLETS..... 11</p> <p style="padding-left: 20px;">Taille de l'émission..... 11</p> <p style="padding-left: 20px;">Capital et souscription minimale 11</p> <p style="padding-left: 20px;">Échéance et remboursement du capital..... 11</p> <p style="padding-left: 20px;">Le portefeuille..... 11</p> <p style="padding-left: 20px;">Répartition de l'actif et calcul de répartition de l'actif..... 13</p> <p style="padding-left: 20px;">Rendement variable 17</p> <p style="padding-left: 20px;">Circonstances particulières 18</p> <p style="padding-left: 20px;">Négociation sur le marché secondaire 21</p> <p style="padding-left: 20px;">Frais de négociation anticipée..... 21</p> <p style="padding-left: 20px;">Rang; aucune assurance-dépôts 22</p> <p style="padding-left: 20px;">Notation du crédit..... 22</p> <p style="padding-left: 20px;">Règlement des paiements..... 22</p> <p style="padding-left: 20px;">Paiement différé..... 23</p> <p style="padding-left: 20px;">Forme des billets..... 23</p> <p style="padding-left: 20px;">Opérations sur les actions 25</p> <p style="padding-left: 20px;">Avis..... 25</p> <p style="padding-left: 20px;">Modifications apportées aux billets 25</p> <p style="padding-left: 20px;">Droits de résolution des acquéreurs 25</p> <p>LE PORTEFEUILLE 26</p> <p>LES ACTIONS ET LES SOCIÉTÉS 26</p> <p>INTÉRÊTS SUR LE PRODUIT DES SOUSCRIPTIONS 31</p> <p>FUNDSEV 31</p> <p style="padding-left: 20px;">Généralités 31</p> <p style="padding-left: 20px;">Billets compatibles avec FundSERV détenus par l'intermédiaire de Scotia Capitaux Inc., adhérent de CDS 32</p> <p style="padding-left: 20px;">Achat auprès d'un distributeur faisant partie du réseau de FundSERV 32</p> <p style="padding-left: 20px;">Vente par un distributeur faisant partie du réseau de FundSERV 32</p> <p>FRAIS ET DÉPENSES RELIÉS AUX BILLETS 33</p> <p style="padding-left: 20px;">Frais du programme 33</p> <p style="padding-left: 20px;">Effet de levier 33</p> <p>EMPLOI DU PRODUIT 34</p> <p>CERTAINES INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES 34</p>	<p style="padding-left: 20px;">Rendement variable..... 34</p> <p style="padding-left: 20px;">Disposition des billets 35</p> <p>MODE DE PLACEMENT 35</p> <p>DESCRIPTION DE LA BANQUE 36</p> <p>FACTEURS DE RISQUE 38</p> <p style="padding-left: 20px;">Pertinence d'un investissement dans les billets..... 38</p> <p style="padding-left: 20px;">Comparaison avec d'autres obligations..... 38</p> <p style="padding-left: 20px;">Absence de rendement garanti sur les billets 38</p> <p style="padding-left: 20px;">Mise en gage 38</p> <p style="padding-left: 20px;">Incertitude du rendement jusqu'à la date d'échéance..... 39</p> <p style="padding-left: 20px;">Dépendance envers la direction 39</p> <p style="padding-left: 20px;">Le rendement historique des actions n'est pas une indication du rendement futur..... 39</p> <p style="padding-left: 20px;">Risques reliés aux actions 39</p> <p style="padding-left: 20px;">Risque lié à la liquidité et négociation des billets sur le marché secondaire 39</p> <p style="padding-left: 20px;">Conflits d'intérêts possibles entre l'acquéreur et La Banque de Nouvelle-Écosse..... 40</p> <p style="padding-left: 20px;">Nouvelle répartition du portefeuille 41</p> <p style="padding-left: 20px;">Dépenses et frais d'opération 41</p> <p style="padding-left: 20px;">Effet de levier..... 41</p> <p style="padding-left: 20px;">Changement apporté à la réglementation 41</p> <p style="padding-left: 20px;">Risque de crédit..... 41</p> <p style="padding-left: 20px;">Aucune assurance-dépôts 41</p> <p style="padding-left: 20px;">Cas de protection..... 42</p> <p style="padding-left: 20px;">Cas de perturbation du marché..... 42</p> <p style="padding-left: 20px;">Événement extraordinaire 42</p> <p style="padding-left: 20px;">Rajustements dans le cas de circonstances particulières 42</p> <p style="padding-left: 20px;">Aucun calcul indépendant 43</p> <p style="padding-left: 20px;">Risques reliés aux sociétés 43</p> <p style="padding-left: 20px;">Absence de contrôle sur la direction 43</p> <p style="padding-left: 20px;">Diversification et concentration 43</p> <p style="padding-left: 20px;">Absence de propriété des actions ou des obligations 43</p> <p style="padding-left: 20px;">Cours des actions 43</p> <p style="padding-left: 20px;">Risques liés aux fiducies de revenu 44</p> <p style="padding-left: 20px;">Questions d'ordre économique et réglementaire..... 44</p> <p>DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI..... 44</p> <p>GLOSSAIRE 46</p>
--	---

La Banque a pris toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que les faits énoncés dans le présent document d'information relativement aux billets sont véridiques et exacts à tous égards importants. Toutefois, la Banque et le placeur pour compte ne donnent aucune garantie ni ne formulent aucune déclaration à l'égard de l'exactitude, de la fiabilité ou de l'exhaustivité des renseignements reproduits aux présentes qui proviennent de tiers.

Ni la Banque, ni le placeur pour compte, ni le sous-placeur pour compte, ni aucun membre de leur groupe respectif n'expriment de point de vue quant au rendement futur de l'une ou l'autre des actions ou des obligations. Les acquéreurs devraient fonder toute décision d'investir dans les billets en fonction seulement de leur propre point de vue sur le rendement futur possible du portefeuille sans s'en remettre à la Banque, au placeur pour compte, au sous-placeur pour

compte ou à l'un des membres de leur groupe respectif et en sachant que les points de vue d'autres professionnels du marché peuvent différer des leurs.

Dans le présent document d'information, le symbole « \$ » désigne des dollars canadiens, à moins d'indication contraire expresse.

PERTINENCE DE L'INVESTISSEMENT

Un investissement dans les billets convient uniquement aux acquéreurs prêts à assumer les risques relatifs à un rendement lié à celui des actions. Le rendement tiré des billets, s'il en est, est incertain du fait qu'un acquéreur pourrait ne rien recevoir d'autre que le capital à la date d'échéance. **Le remboursement du capital est garanti uniquement si les billets sont détenus jusqu'à la date d'échéance.** Une personne ne devrait décider d'investir dans les billets qu'après avoir examiné attentivement, avec ses conseillers, la pertinence de cet investissement compte tenu de ses objectifs de placement et des renseignements contenus dans le présent document d'information. Les billets ne sont pas des titres de créance traditionnels du fait qu'ils n'ont pas de rendement fixe ou variable. En outre, il se peut que les actions n'aient pas augmenté de valeur à la date d'échéance et, en conséquence, les billets pourraient ne produire aucun rendement à l'échéance. Par conséquent, les billets ne sont pas des investissements qui conviennent aux acquéreurs exigeant ou attendant un rendement certain. **Voir « Facteurs de risque ».**

ADMISSIBILITÉ À DES FINS DE PLACEMENT

De l'avis de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la Banque, les billets offerts aux présentes constitueraient, s'ils étaient émis à la date du présent document d'information, des placements admissibles en vertu de la LIR pour des fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite, des fonds enregistrés de revenu de retraite, des régimes enregistrés d'épargne-études ou des régimes de participation différée aux bénéfices (sauf une fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfices auquel des cotisations sont versées par la Banque ou par un employeur avec lequel la Banque a des liens de dépendance au sens de la LIR).

MODIFICATION ET MISE À JOUR

LE PRÉSENT DOCUMENT D'INFORMATION MODIFIÉ ET MIS À JOUR MODIFIE, MET À JOUR ET REMPLACE DANS SON INTÉGRALITÉ LE DOCUMENT D'INFORMATION DATÉ DU 1^{ER} NOVEMBRE 2007 (LE « DOCUMENT D'INFORMATION INITIAL ») À L'ÉGARD DES BILLETS. LA SEULE MODIFICATION AU DOCUMENT D'INFORMATION INITIAL EST QUE LA « DATE D'ÉMISSION » EST MAINTENANT LE OU VERS LE 25 JANVIER 2008 AU LIEU DU 21 DÉCEMBRE 2007. À TOUS LES AUTRES ÉGARDS, LE PRÉSENT DOCUMENT D'INFORMATION MODIFIÉ ET MIS À JOUR EST IDENTIQUE AU DOCUMENT D'INFORMATION INITIAL.

SOMMAIRE

Le texte qui suit n'est qu'un sommaire et est donné entièrement sous réserve des renseignements plus détaillés figurant ailleurs dans le présent document d'information et devrait être lu conjointement avec ces renseignements. Certains termes utilisés dans le présent sommaire sans y être définis sont définis ailleurs dans le présent document d'information. Voir le « Glossaire ».

Émission : Billets de dépôt diversiCAPITAL axés sur le revenu et la croissance (rendement total), série 1 de La Banque de Nouvelle-Écosse.

Émetteur : La Banque de Nouvelle-Écosse.

Placeur pour compte : Scotia Capitaux Inc.

Sous-placeur pour compte : diversiCAPITAL.

Capital : Les billets seront vendus en coupures de 100 \$ par billet (le « capital »).

Prix de souscription :	Rémunération du placeur pour compte	Produit revenant à la Banque²⁾
<u>Prix pour un acquéreur¹⁾</u> 100 \$ par billet	<u>pour compte</u> 4,50 \$	<u>à la Banque²⁾</u> 95,50 \$

1) Le prix devant être payé par chaque acquéreur lors de l'émission a été déterminé par voie de négociation entre la Banque et le placeur pour compte.

2) Le produit net (« produit net ») est présenté avant déduction des frais de l'émission, lesquels seront versés par la Banque sur ses fonds généraux.

Souscription minimale : Souscription minimale de 5 000 \$ (50 billets).

Taille de l'émission : Simultanément au présent placement, la Banque offre également des billets de dépôt diversiCAPITAL axés sur le revenu et la croissance (remboursement du capital), série 1 de La Banque de Nouvelle-Écosse (collectivement, avec les billets, les « billets diversiCAPITAL BNÉ »). Des billets diversiCAPITAL BNÉ d'un montant nominal maximum de 50 000 000 \$ seront émis par la Banque. Cette taille maximale peut être changée à tout moment, sans avis, à l'entière discrétion de la Banque.

Intérêts sur le produit des souscriptions : Le produit de souscription remis par les acquéreurs avant la date d'émission sera détenu dans un compte par le placeur pour compte et portera intérêt à un taux annuel égal à 2,00 %. Dans la mesure où les intérêts courus sur le produit de souscription d'un acquéreur à compter de la date du dépôt jusqu'à la date d'émission sont égaux ou supérieurs à 100 \$ ou aux multiples intégraux de cette somme, l'acquéreur recevra des billets d'un montant en capital équivalent, arrondi au multiple intégral de 100 \$ inférieur le plus près. Les acquéreurs n'auront pas droit à des versements en espèces d'intérêt, et n'en recevront en aucun cas, sauf lorsque l'acquéreur annule son achat complètement, ou lorsque son ordre d'achat est complètement rejeté, auquel cas l'acquéreur recevra un montant en espèces correspondant à l'intérêt gagné arrondi au multiple intégral de 100 \$ inférieur le plus près. Aucune fraction de billets ne sera émise.

Date d'émission : Les billets seront émis le ou vers le 25 janvier 2008 (la date réelle d'émission étant la « date d'émission »).

Date d'échéance/durée : Les billets viendront à échéance le 21 mai 2014, ce qui donne une durée à l'échéance d'environ 6,5 ans. Les billets ne sont ni remboursables ni rachetables avant l'échéance, mais ils peuvent être revendus sur tout marché secondaire, s'il en est. Voir « Description des billets – Négociation sur le marché secondaire ».

Placement :

Le présent placement a été élaboré pour offrir aux acquéreurs la possibilité d'acheter des billets à capital protégé offrant jusqu'à 200 % d'exposition aux actions. Le lien entre les billets et les distributions sur les actions des sociétés et leur plus-value en capital reposera sur un investissement initial du produit net du placement (95,50 \$ par billet) plus 4,50 \$ par billet prélevés sur le prêt dans le portefeuille. Périodiquement après la date d'émission, le portefeuille fera l'objet d'une nouvelle répartition entre les actions, les obligations et le prêt, conformément au calcul de répartition de l'actif.

Sociétés et actions :

Le rendement des billets procurera une exposition au rendement des actions des sociétés. Les sociétés qui composeront initialement le compte d'actions et les symboles boursiers actuels des actions à la Bourse de Toronto s'établissent comme suit :

<u>Société</u>	<u>Symbole boursier¹⁾</u>
Banque Canadienne Impériale de Commerce	CM
Banque de Montréal	BMO
Banque Royale du Canada	RY
CI Financial Income Fund	CIX-U
Enbridge Inc.	ENB
Financière Sun Life Inc.	SLF
Fonds de placement immobilier RioCan	REI-U
Fonds de revenu Pages Jaunes	YLO-U
Great-West Lifeco Inc.	GWO
Inter Pipeline Fund	IPL-U
La Société de Gestion AGF Limitée	AGF/B
Manitoba Telecom Services Inc.	MBT
Société Financière Manuvie	MFC
TransCanada Corp.	TRP

1) Toutes les actions au début se négocieront à la TSX.

De brèves descriptions des sociétés et des renseignements concernant les cours historiques des actions figurent sous la rubrique « Les actions et les sociétés » dans le présent document d'information. Les acquéreurs peuvent obtenir des renseignements plus détaillés au sujet de chacune des sociétés au www.sedar.com ou par l'entremise de leur conseiller.

À la survenance de certaines éventualités, les actions d'une société peuvent être remplacées dans le compte d'actions par des actions théoriques ou des parts de fiducies de revenu théoriques différentes. Voir « Description des billets – Circonstances particulières ».

Bien que les actions de chaque société feront, à la date d'émission, l'objet d'une pondération égale en dollars dans le compte d'actions, les changements à la valeur marchande des actions à compter de la date d'émission, conjugués à la formule de négociation des actions, peuvent faire en sorte que les actions d'une ou plusieurs sociétés aient avec le temps une pondération ou concentration supérieure dans le compte d'actions, ce qui réduirait la diversification du compte d'actions.

Portefeuille :

Le portefeuille se composera de deux comptes d'inscription en compte, soit le compte d'actions et le compte d'obligations, et du prêt. Le compte d'actions détiendra des actions des sociétés. Il est prévu que l'agent chargé des calculs attribuera initialement la totalité du produit net de 95,50 \$ par billet plus 4,50 \$ par billet prélevés sur le prêt à l'achat d'actions pour le compte d'actions en présumant qu'une tranche environ égale de cette somme sera attribuée à l'acquisition d'actions de chaque société au prix courant du marché établi par l'agent chargé des calculs dans les huit jours ouvrables suivant la date

d'émission. Par la suite, le portefeuille peut faire l'objet d'une nouvelle répartition et des actions peuvent être vendues ou achetées à la survenance de certaines éventualités conformément au calcul de répartition de l'actif. Après l'achat initial d'actions pour le compte d'actions, toutes les opérations d'achat et de vente d'actions ultérieures à la survenance d'un cas de répartition de l'actif et lors du réinvestissement des distributions, s'il en est, seront effectuées au prorata conformément aux pourcentages respectifs de la valeur marchande courante en dollars canadiens du compte d'actions que représentent les actions de chaque société, en fonction des prix courants du marché qu'établit l'agent chargé des calculs à tout moment au cours du jour pertinent (la « formule de négociation des actions »). **Il est précisé, pour plus de sûreté, que le portefeuille n'est que théorique et que toutes les mesures prises à son égard, notamment tous les avoirs et toutes les opérations d'achat et de vente d'actions et/ou d'obligations, les encaissements et réinvestissements de distributions et les prélèvements et remboursements sur tout prêt ne sont que des mesures théoriques. Tous les renvois dans le présent document d'information à ces mesures ou événements doivent être interprétés comme étant des mesures et événements théoriques seulement. Puisque le portefeuille est strictement théorique et que le compte d'actions, le compte d'obligations et le prêt ne sont que des inscriptions comptables, le portefeuille ne sera en aucun cas réellement détenteur ou propriétaire des actions ou des obligations et les acquéreurs n'auront pas le droit d'acquérir des actions, des obligations ou des actifs qui composent le portefeuille ni n'auront aucun droit de propriété directe ou indirecte dans ceux-ci. La détention de billets n'accordera pas aux acquéreurs les droits ou les avantages d'un porteur de titres d'une société. Voir « Description des billets » et « Facteurs de risque ».**

Le compte d'actions :

Le compte d'actions détiendra théoriquement des actions et peut être assorti d'une marge par l'entremise du prêt. Si la valeur marchande des actions dans le compte d'actions augmente ou si le prix des obligations dans le compte d'obligations tombe en deçà de certains seuils, un cas d'effet de levier (au sens des présentes) se produira et d'autres actions seront achetées conformément à la formule de négociation des actions en se servant du produit tiré de la vente d'obligations et/ou d'un prélèvement sur le prêt (sous réserve d'un maximum de 104,50 \$ par billet). Par contre, si la valeur marchande des actions dans le compte d'actions diminue ou si le prix des obligations dans le compte d'obligations augmente au delà d'un certain seuil, un cas de désendettement (au sens des présentes) se produira et des actions seront vendues conformément à la formule de négociation des actions pour rembourser un prêt impayé et, le cas échéant, acheter des obligations. Des cas d'effet de levier et de désendettement peuvent être retardés par la survenance d'un cas de perturbation du marché.

Toutes les distributions, s'il en est, que verse une société sur des actions théoriquement détenues dans le portefeuille à la date de référence d'une telle distribution seront réinvesties dans le compte d'actions à la date de versement d'une telle distribution conformément à la formule de négociation des actions. D'après les cours de clôture en date du 24 octobre 2007 et les plus récents dividendes et plus récentes distributions, les actions ont actuellement un taux de distribution indicatif moyen de 4,60 %. **On ne devrait pas se fier à ce taux de distribution indicatif comme étant une prévision des distributions, s'il en est, qui peuvent être versées sur les actions dans le futur, et il n'a pas pour objet d'établir une telle prévision.** Rien ne garantit que les sociétés verseront des distributions sur les actions au cours de la durée des billets, auquel cas le réinvestissement dans le compte d'actions pourrait être de zéro. Par ailleurs, rien ne garantit que le taux de distribution indicatif actuel moyen sera maintenu. Voir « Description des billets - Rendement variable - Réinvestissement » et « Facteurs de risque ».

À l'occasion, des espèces d'une valeur nominale pourront être détenues dans le compte d'actions à partir de la date d'émission en raison des distributions en espèces et du produit tiré de la vente d'actions au cours de la durée des billets. Ces montants seront réinvestis périodiquement dans des actions conformément à la formule de négociation des actions. Voir « Description des billets - Le portefeuille ».

Le prêt :

Le compte d'actions sera assorti d'une marge par l'entremise d'un prêt. Le montant du prêt qui peut être en cours de temps à autre dépendra de la valeur des actions, des taux d'intérêt, des intérêts et des autres frais payables et pourra augmenter ou diminuer dès la survenance d'un cas de répartition. Le calcul de répartition de l'actif fixe la limite maximale du prêt en cours à 104,50 \$ par billet. Des intérêts théoriques courront sur le prêt à un taux correspondant au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,25 % (4,94286 % au 31 octobre 2007) l'an accumulés quotidiennement et payés mensuellement au taux alors en vigueur. Des actions pourront être théoriquement vendues à partir du compte d'actions conformément à la formule de négociation des actions pour acquitter les intérêts théoriques sur le prêt.

Le compte d'obligations :

Le compte d'obligations se composera d'obligations à coupon de 0,50 %. Les obligations sont des obligations théoriques de la Banque qui accumulent des intérêts quotidiennement et versent des intérêts mensuellement. Des obligations pourront être achetées ou vendues conformément au calcul de répartition de l'actif. Il est prévu qu'aucune obligation ne sera achetée à la date d'émission. Des obligations seront achetées dès qu'un cas de protection (au sens des présentes) se produit et seront achetées dès qu'un cas de désendettement se produit, uniquement s'il reste un produit après le remboursement théorique du prêt concerné. Dans la mesure où des obligations sont théoriquement détenues dans le portefeuille, une partie, voire la totalité, de ces obligations seront vendues dès qu'un cas d'effet de levier se produit.

Des obligations seront achetées et vendues à des rendements correspondant au taux de swap interbancaire en dollars canadiens courant qu'établit raisonnablement l'agent chargé des calculs en se servant du cours acheteur pour les achats et du cours vendeur pour les ventes, pour une durée équivalente à la durée restante des billets.

Calcul de répartition de l'actif :

Le calcul de répartition de l'actif décidera de la répartition du portefeuille, de temps à autre, entre les actions et les obligations et décidera du montant, s'il en est, du prêt en cours. L'agent chargé des calculs sera responsable d'appliquer le calcul de répartition de l'actif, et notamment de faciliter les opérations théoriques sur les actions ou les obligations ainsi que tout prélèvement théorique du prêt ou remboursement théorique de celui-ci. Le calcul de répartition de l'actif repose sur les concepts suivants :

- « Distance » =
$$\frac{VL - \text{Plancher}}{VCA}$$
- « VL » s'entend i) de la valeur du compte d'actions et de la valeur du compte d'obligations, moins ii) le capital du prêt impayé à ce moment-là, moins iii) les frais du programme et les intérêts sur le prêt accumulés et impayés à ce moment-là, divisé par iv) le nombre de billets en circulation.
- « Plancher » s'entend, à tout moment, du prix d'offre estimatif à ce moment-là pour une obligation à coupon de 0,50 % d'une valeur nominale égale au capital et ayant le 21 mai 2014 comme date d'échéance, établi par l'agent chargé des calculs.
- « Valeur du compte d'actions » ou « VCA » s'entend, à tout moment, du total : i) du montant qui pourrait être réalisé à ce moment-là en vendant théoriquement toutes les actions dans le compte d'actions au prix courant du marché qu'établit l'agent chargé des calculs, déduction faite des frais de vente

ou commissions connexes, et ii) des espèces dans le compte d'actions à ce moment-là, exprimé en tant que montant par billet.

Un cas de répartition (tel que défini) se produira si, à tout moment, un jour ouvrable : i) la distance tombe en deçà de 13 % (un « cas de désendettement »), ii) la distance grimpe au delà de 21 % (un « cas d'effet de levier »), ou iii) la VL décline à 1,50 \$ ou moins au-dessus du plancher par billet (un « cas de protection »).

À la survenance de certains événements qui peuvent être déclenchés par des changements de la distance, eux-mêmes déclenchés par des changements de la VL, du plancher et/ou de la VCA (individuellement, un « cas de répartition »), le portefeuille sera théoriquement rééquilibré en faisant une nouvelle répartition de l'actif du portefeuille entre les actions et les obligations théoriques et en faisant des prélèvements ou remboursements sur le prêt. L'agent chargé des calculs sera tenu de surveiller la distance chaque jour ouvrable. Des cas de répartition qui se seraient par ailleurs produits à une date donnée peuvent être retardés dans les circonstances décrites sous la rubrique « Description des billets – Circonstances particulières – Cas de perturbation du marché ».

Dans les huit jours ouvrables suivant la date d'émission, des actions des sociétés seront théoriquement achetées avec le produit net de 95,50 \$ par billet et 4,50 \$ par billet prélevés sur le prêt. Une tranche environ égale à ce produit net et à ce prélèvement sera affectée à l'achat d'actions de chaque société au prix courant du marché qu'établit l'agent chargé des calculs. Par la suite, et sous réserve de la survenance des événements décrits sous la rubrique « Description des billets – Circonstances particulières », le portefeuille sera rééquilibré en fonction de certains événements comme il est établi par la distance.

À la survenance d'un cas d'effet de levier, les obligations détenues dans le compte d'obligations seront vendues et, par la suite, le montant du prêt fera l'objet d'un prélèvement théorique (jusqu'à concurrence de 104,50 \$ par billet) et le produit en découlant sera affecté à l'achat d'une quantité supplémentaire d'actions théoriques pour le compte d'actions conformément à la formule de négociation des actions.

À la survenance d'un cas de désendettement, des actions dans le compte d'actions seront vendues conformément à la formule de négociation des actions et le produit en découlant sera affecté premièrement, à la réduction de tout prêt en cours et au paiement des intérêts accumulés et impayés et deuxièmement, à l'achat d'obligations pour le compte d'obligations, s'il reste une part du produit.

Dans l'un ou l'autre des cas, les achats et ventes sont effectués pour ramener la distance à environ 17 %, soit le point médian de la fourchette.

À la survenance d'un cas de protection, toutes les actions dans le compte d'actions seront vendues aux prix courants du marché à tout moment au cours du jour pertinent comme l'établit l'agent chargé des calculs et le produit en découlant sera affecté premièrement, au remboursement de tout prêt en cours, au paiement des intérêts accumulés et impayés sur le prêt et des frais du programme accumulés et impayés et deuxièmement, à l'achat d'obligations. Après la survenance d'un cas de protection, il n'y aura pas d'autres achats d'actions pour le compte d'actions (indépendamment de la survenance ultérieure d'un cas d'effet de levier) de sorte que, par la suite jusqu'à la date d'échéance, le portefeuille se composera uniquement d'obligations. Si un cas de protection se produit, la possibilité pour l'acquéreur de recevoir davantage que le capital de 100 \$ par billet à la date d'échéance est considérablement réduite. Dans ce cas, les acquéreurs pourraient uniquement avoir droit au remboursement du capital de leurs

billets à la date d'échéance.

Voir « Description des billets – Répartition de l'actif et calcul de répartition de l'actif ».

Cas de perturbation du marché :

Si un cas de perturbation du marché (au sens des présentes) se produit, l'agent chargé des calculs peut retarder l'application du calcul de répartition de l'actif et, par conséquent, la décision à savoir si un cas d'effet de levier, un cas de désendettement ou un cas de protection s'est produit. Si un cas de perturbation du marché se poursuit durant huit jours ouvrables consécutifs, alors, malgré la continuation du cas de perturbation du marché par la suite, l'agent chargé des calculs peut, à sa discrétion, choisir de décider si un cas d'effet de levier, un cas de désendettement ou un cas de protection s'est produit en s'en remettant à sa discrétion pour ce qui est de la valeur marchande des actions théoriques concernées, et peut, à sa discrétion, prendre toutes les décisions et effectuer tous les rajustements nécessaires à l'égard du portefeuille sans responsabilité quelle qu'elle soit pour l'agent chargé des calculs. Sinon, dans un tel cas, la Banque peut choisir de désigner cet événement comme un événement extraordinaire, avec les conséquences décrites sous la rubrique « Description des billets – Circonstances particulières – Événement extraordinaire ». La survenance d'un cas de perturbation du marché peut retarder la détermination et le paiement du rendement variable, s'il en est. Voir « Description des billets – Circonstances particulières – Cas de perturbation du marché ».

Événement extraordinaire :

Si un événement extraordinaire (au sens des présentes) se produit, l'agent chargé des calculs peut décider que le portefeuille n'inclura pas d'actions et se composera uniquement du compte d'obligations. Dans ce cas, il se pourrait qu'aucun rendement variable ne soit payé, même si les actions qui ont été théoriquement vendues peuvent réaliser un rendement positif après la survenance de l'événement extraordinaire. Si un événement extraordinaire se produit, les acquéreurs recevront le capital par billet au plus tôt à la date d'échéance. Le produit liquidé du compte d'actions moins le paiement du prêt, s'il en est, jusqu'à la survenance de l'événement extraordinaire sera investi dans le compte d'obligations. Si un événement extraordinaire se produit, la possibilité de recevoir davantage que le capital de 100 \$ par billet à la date d'échéance est considérablement réduite. Dans ce cas, les acquéreurs pourraient n'avoir droit qu'au remboursement du capital de leurs billets à la date d'échéance. Voir « Description des billets – Circonstances particulières – Événement extraordinaire ».

Montants payables à la date d'échéance :

Le montant payable à l'acquéreur à l'égard d'un billet à la date d'échéance correspondra à la somme : i) du capital, et ii) du rendement variable, s'il en est. Voir « Description des billets – Échéance et remboursement du capital ».

Calcul du rendement variable :

Le rendement variable, s'il en est, sur un billet est lié au rendement du portefeuille. Le rendement variable, s'il en est, par billet sera payable uniquement à la date d'échéance, sous réserve de report dans les circonstances décrites aux présentes. Le rendement variable sera le montant, s'il en est, de l'excédent de la VL_{FINALE} (au sens des présentes) sur le capital. Le rendement variable s'établit comme suit :

Rendement variable = capital x rendement du portefeuille

Où :

$$\text{Rendement du portefeuille} = \frac{VL_{FINALE} - 100}{100}$$

- « VL_{FINALE} » s'entend, à tout moment, (exprimée au prorata par billet) du produit théorique de la liquidation du compte d'actions, majoré de la valeur à l'échéance du compte d'obligations comme elle est calculée par l'agent chargé des calculs, moins le remboursement du prêt et des intérêts sur le prêt et des frais du programme accumulés et impayés.

Le rendement du portefeuille sera exprimé en tant que pourcentage arrondi à deux décimales près. Aucun rendement variable ne sera payé tant que la VL_{FINALE} ne dépasse pas 100 \$. **Pour qu'un rendement variable soit payé aux acquéreurs, le rendement du portefeuille doit dépasser tous les frais et dépenses. Voir « Facteurs de risque ».**

Marché secondaire :

Il n'existe actuellement aucun marché par l'intermédiaire duquel les billets peuvent être vendus. Rien ne saurait garantir qu'un marché secondaire pour les billets se développera ou, le cas échéant, qu'il sera maintenu ou liquide. Les billets ne seront pas inscrits à la cote d'une Bourse. Le placeur pour compte prévoit déployer des efforts raisonnables pour créer et maintenir un marché secondaire pour les billets, mais se réserve le droit de ne pas le faire à tout moment à l'avenir à son entière discrétion et sans avis aux acquéreurs. Ces efforts consisteront en l'affichage d'un cours acheteur quotidien des billets par l'entremise du réseau de FundSERV (le « cours acheteur »). Le placeur pour compte peut, pour quelque raison que ce soit, choisir de ne pas acheter des billets d'un acquéreur donné. **Si l'acquéreur vend un billet au placeur pour compte dans les trois premières années qui suivent la date d'émission, l'acquéreur recevra un produit de vente égal au cours acheteur du billet, tel qu'il est établi par le placeur pour compte, moins les frais de négociation anticipée applicables. La vente de billets initialement achetés d'un distributeur faisant partie du réseau de FundSERV sera assujettie à certaines procédures et limites additionnelles établies par FundSERV.** Voir « Description des billets – Négociation sur le marché secondaire », « FundSERV » et « Facteurs de risque ».

Même si le placeur pour compte déploiera des efforts raisonnables, il n'est aucunement tenu de faciliter ou d'organiser un tel marché secondaire et ce marché secondaire, s'il est entrepris, peut être suspendu à tout moment à l'appréciation exclusive du placeur pour compte, sans avis. S'il n'y a pas de marché secondaire, l'acquéreur ne sera pas en mesure de vendre ses billets. Les billets sont destinés à constituer des instruments détenus jusqu'à la date d'échéance. **Si l'acquéreur vend des billets avant la date d'échéance, il se peut qu'il le fasse moyennant une décote par rapport au capital même si le rendement du portefeuille a été positif et l'acquéreur pourrait donc subir des pertes.** Voir « Description des billets – Négociation sur le marché secondaire » et « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

Frais de négociation anticipée :

Si l'acquéreur vend un billet dans les trois premières années suivant la date d'émission, le produit tiré de la vente du billet sera réduit en fonction des frais de négociation anticipée. Les frais de négociation anticipée sont de 5,75 % du capital de tout billet vendu au cours de la première année suivant la date d'émission, de 3,75 % du capital de tout billet vendu au cours de la deuxième année suivant la date d'émission et de 1,75 % du capital de tout billet vendu au cours de la troisième année suivant la date d'émission. Après la fin de la troisième année suivant la date d'émission, les frais de négociation anticipée cesseront de s'appliquer. Voir « Description des billets – Frais de négociation anticipée ».

Rang; aucune assurance-dépôts :

Les billets seront de rang égal avec tous les autres passifs-dépôts de la Banque. **Les billets ne seront pas des dépôts assurés en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada ni en vertu de quelque autre régime d'assurance-dépôts destiné à assurer le versement de la totalité ou d'une partie d'un dépôt en cas d'insolvabilité de l'institution financière qui prend le dépôt.** Voir « Description

des billets – Rang; aucune assurance-dépôts ».

Notation du crédit : **Les billets n'ont pas été notés.** À la date du présent document d'information, les passifs-dépôts de la Banque d'une durée de plus d'un an étaient notés AA par Dominion Bond Rating Service Limited, AA- par Standard & Poor's, division de The McGraw-Hill Companies, Inc. et Aa3 par Moody's Investors Service Inc. Rien ne garantit que, si les billets étaient expressément notés par ces agences de notation du crédit, ils auraient la même note que les autres passifs-dépôts de la Banque. **Une note ne constitue pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention d'investissements et elle peut être révisée ou retirée à tout moment par l'agence de notation pertinente.** Voir « Description des billets – Notation du crédit ».

Emploi du produit : La Banque ne détiendra pas le produit net en fiducie pour les acquéreurs dans un compte distinct ou autre, mais elle affectera plutôt le produit net du placement à ses fins bancaires générales. Voir « Emploi du produit ».

Incidences fiscales : Le présent sommaire de nature fiscale est assujéti aux limitations et réserves énoncées à la rubrique « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ». Sauf pour un événement extraordinaire ou un cas de protection, il ne devrait y avoir aucune accumulation réputée d'intérêt sur les billets en vertu des règles à l'égard des « titres de créance prescrits » de la LIR et du règlement jusqu'à l'année d'imposition d'un acquéreur initial qui comprend la date d'échéance. Lorsque le rendement variable est établi en raison d'un événement extraordinaire ou d'un cas de protection, le rendement variable devra généralement être alors accumulé par l'acquéreur initial conformément aux règles à l'égard des « titres de créance prescrits » de la LIR et du règlement. Le montant total du rendement variable sera généralement inclus dans le revenu d'un acquéreur initial dans l'année d'imposition de l'acquéreur initial qui comprend la date d'échéance. Bien que ça ne soit pas certain, l'acquéreur initial qui dispose ou est réputé disposé d'un billet (autrement que par le remboursement du billet à la date d'échéance) devrait réaliser un gain en capital (ou subir une perte en capital) dans la mesure où le produit tiré de la disposition du billet, déduction faite des coûts de la disposition, est supérieur (ou est inférieur) au prix de base rajusté du billet pour l'acquéreur initial. **Les acquéreurs initiaux qui disposent de billets de dépôt avant la date d'échéance devraient consulter leurs conseillers en fiscalité au sujet de leur situation particulière.**

Voir « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

Admissibilité à des fins de placement : Les billets offerts aux présentes, s'ils étaient émis à la date du présent document d'information, constitueraient des placements admissibles en vertu de la LIR pour des fiducies régies par des régimes enregistrés d'épargne-retraite, des fonds enregistrés de revenu de retraite, des régimes enregistrés d'épargne-études et des régimes de participation différée aux bénéfiques (sauf une fiducie régie par un régime de participation différée aux bénéfiques auquel des cotisations sont versées par la Banque ou par un employeur avec lequel la Banque a des liens de dépendance au sens de la LIR).

Frais et dépenses : **Les frais et dépenses suivants seront payés avant le rendement variable, s'il en est, à la date d'échéance des billets :**

Frais du programme

Les billets seront assujétiés à des frais du programme annuels (les « frais du programme »). Les frais du programme varieront selon la répartition du portefeuille entre les actions et les obligations théoriques. Les frais du programme seront de 1,95 % pour la tranche du portefeuille attribuée au compte d'actions (y compris les actions théoriquement acquises avec le prêt advenant un cas d'effet de levier et lors d'un réinvestissement) et de 0,50 % pour la tranche du portefeuille attribuée au compte d'obligations. Les frais du programme s'accumuleront quotidiennement et seront versés

trimestriellement à terme échu à Scotia Capitaux, en qualité d'agent chargé des calculs des billets. Les frais du programme de 0,50 % sur la tranche du portefeuille attribuée aux obligations sont produits par le coupon attaché aux obligations. Les frais du programme de 1,95 % sur la tranche du portefeuille attribuée au compte d'actions sont générés par la vente d'actions théoriquement détenues dans le compte d'actions conformément à la formule de négociation des actions. Les frais du sous-placeur pour compte seront acquittés par prélèvement sur la tranche des frais du programme reliée au compte d'actions.

La Banque paiera aux placeurs pour compte qui vendent des billets une commission annuelle, versée trimestriellement, de 0,25 % de la valeur quotidienne moyenne du compte d'actions au cours des cinq premières années de la durée des billets. Cette commission sera payée par prélèvement sur les frais du programme. **Les frais du programme et les intérêts sur le prêt se rattachant aux billets seront déduits du compte d'actions périodiquement pendant la durée des billets et avant de déterminer le montant du rendement variable, s'il en est, payable à l'échéance.**

La Banque paiera également une commission de vente aux membres admissibles du syndicat de placement de 4,50 \$ par billet vendu.

Levier financier

Afin de donner un effet de levier au portefeuille, Scotia Capitaux recevra les intérêts payables sur les fonds théoriquement empruntés aux termes du prêt, calculés au taux d'intérêt annuel correspondant au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,25 % (4,94286 % en date du 31 octobre 2007), accumulés quotidiennement et versés mensuellement. Ces intérêts seront payés par prélèvement sur le compte d'actions périodiquement pendant la durée des billets et avant de déterminer le montant du rendement variable, s'il en est, payable à l'échéance.

Agent chargé des calculs : Scotia Capitaux agira en qualité d'agent chargé des calculs, étant entendu que Scotia Capitaux peut nommer un agent chargé des calculs remplaçant et peut déléguer ses fonctions à un tiers. L'agent chargé des calculs fera tous les calculs et prendra toutes les décisions nécessaires à l'égard des billets. Dans certaines circonstances concernant un cas de perturbation du marché, il se peut que des calculs exacts et précis ne soient pas possibles. Les calculs et décisions de l'agent chargé des calculs seront pris de bonne foi et, en l'absence d'erreurs manifestes, seront définitifs et lieront les acquéreurs.

Inscription en compte seulement : Tous les billets seront attestés par un billet global unique détenu par la CDS, ou son prête-nom pour son compte, à titre de porteur inscrit des billets. L'immatriculation des participations et des transferts à l'égard des billets se fera par l'intermédiaire d'adhérents à son système d'inscription en compte (« adhérents »). Sous réserve de certaines exceptions limitées, aucun acquéreur n'aura droit à un certificat ou à un autre instrument de la Banque ou de la CDS attestant son droit de propriété et aucun acquéreur ne sera inscrit au registre tenu par le dépositaire si ce n'est par l'entremise d'un agent qui est un adhérent au système du dépositaire. Voir « Description des billets – Forme des billets ».

Facteurs de risque : Avant de prendre la décision d'acheter des billets, les souscripteurs éventuels devraient examiner attentivement divers facteurs de risque liés à la propriété des billets. **L'acquéreur ne sera pas en mesure de se faire rembourser les billets avant la date d'échéance.** Les billets comportent certaines caractéristiques qui diffèrent des investissements dans des titres à revenu fixe traditionnels du fait qu'ils n'accordent pas un rendement ou une source de revenu avant la date d'échéance, ni un rendement à la date d'échéance qui est calculé en fonction d'un taux fixe ou variable d'intérêt pouvant être établi avant la date d'échéance. Le rendement tiré des billets (s'il en est), contrairement au rendement sur de nombreux passifs-dépôts de banques à charte canadiennes, est incertain. Par conséquent, les billets ne sont pas des placements qui

conviennent à l'acquéreur si ce dernier attend ou exige un rendement certain. Les billets sont destinés aux acquéreurs faisant des placements à long terme qui sont prêts à détenir les billets jusqu'à la date d'échéance et sont prêts à assumer les risques relatifs à un rendement lié au rendement des actions.

Rien ne garantit que la valeur des actions augmentera au cours de la durée des billets. Par conséquent, rien ne garantit que les acquéreurs recevront quelque autre montant que le remboursement du capital à la date d'échéance. Les billets ne représentent pas une participation directe ou indirecte dans les actions ou les obligations théoriques. Tous les frais et dépenses à l'égard des billets seront déduits de la valeur du portefeuille et diminueront le rendement variable, s'il en est. Les distributions, s'il en est, sur les actions théoriques et la plus-value en capital, s'il en est, des actions théoriques pourraient ne pas être suffisantes pour produire un rendement variable sur les billets.

Un souscripteur éventuel devrait décider d'investir dans des billets uniquement après avoir examiné attentivement avec son conseiller si les billets représentent un placement qui lui convient compte tenu de sa situation particulière et des renseignements présentés dans le présent document d'information. Ni la Banque, ni Scotia Capitaux Inc. ni aucun membre de leurs groupes respectifs ne font de recommandations à savoir si les billets représentent ou non un investissement convenable pour quiconque. **Voir « Facteurs de risque ».**

DESCRIPTION DES BILLETS

Taille de l'émission

Les billets de dépôt diversiCAPITAL axés sur le revenu et la croissance (rendement total), série 1 de La Banque de Nouvelle-Écosse seront émis par la Banque à la date d'émission. Un montant nominal maximum de 50 000 000 \$ de billets diversiCAPITAL BNÉ sera émis par la Banque. Cette taille maximale peut être changée à tout moment sans avis et à l'entière discrétion de la Banque.

Capital et souscription minimale

Chaque billet sera émis pour un capital de 100 \$. Le prix que chaque acquéreur doit payer à l'émission a été établi par voie de négociations entre la Banque et le placeur pour compte. La souscription minimale par acquéreur sera de cinquante (50) billets (soit 5 000 \$).

Échéance et remboursement du capital

Chaque billet vient à échéance à la date d'échéance, date à laquelle l'acquéreur recevra au minimum le capital de 100 \$ par billet. Si la date d'échéance n'est pas un jour ouvrable pour quelque raison que ce soit, la date d'échéance sera alors réputée survenir le jour ouvrable suivant et aucun intérêt ni aucun autre montant compensatoire ne sera versé à l'acquéreur à l'égard de ce report.

Le portefeuille

Généralités

Le portefeuille se compose de deux comptes d'inscription, soit le compte d'actions et le compte d'obligations, et du prêt. Le portefeuille est un portefeuille théorique d'éléments d'actif réparti conformément au calcul de répartition de l'actif au cours de la durée des billets entre le compte d'actions et le compte d'obligations. Étant donné que le portefeuille est théorique uniquement, les acquéreurs n'auront pas d'intérêt à titre de propriétaire ou autrement dans les obligations, les actions ou les autres éléments d'actif inclus dans le portefeuille, si ce n'est le droit de se faire verser le capital et le rendement variable, s'il en est, sur les billets en fonction du rendement du portefeuille. **Il est précisé, pour plus de certitude, que tous les avoirs dans le portefeuille et toutes les mesures y compris, notamment, l'ensemble des avoirs, achats et ventes d'actions et/ou d'obligations, encaissements et réinvestissements de distributions et prélèvements et remboursements du prêt, prises relativement au portefeuille sont des avoirs et des mesures théoriques uniquement. Tous les renvois dans le présent document d'information à ces mesures ou événements doivent être interprétés comme étant des mesures et événements théoriques seulement. Puisque le portefeuille est strictement théorique et que le compte d'actions, le compte d'obligations et le prêt ne sont que des inscriptions comptables, le portefeuille ne sera en aucun cas réellement détenteur ou propriétaire des actions ou des obligations. La détention de billets n'accordera pas aux acquéreurs les droits ou les avantages d'un porteur de titres d'une société.**

Le compte d'actions

Le compte d'actions se composera principalement d'actions des sociétés et pourra théoriquement faire l'objet d'une marge par l'entremise du prêt. Le compte d'actions peut aussi détenir, à l'occasion, un montant nominal d'espèces. Pendant la durée des billets, les distributions et produits peuvent être reçus sur les actions et être détenus dans le compte d'actions. Les espèces dans le compte d'actions rapporteront des intérêts au taux du financement à un jour de la Banque du Canada. Les distributions, s'il en est, reçues sur les actions seront réinvesties dans le compte d'actions en se servant de la formule de négociation des actions. Les actions détenues dans le compte d'actions peuvent être touchées par la survenance d'un cas de répartition, d'un cas de perturbation du marché, d'un événement extraordinaire, d'un cas de remplacement, d'un cas de fusion ou d'un cas de protection.

Les sociétés qui composeront initialement le compte d'actions et les symboles boursiers actuels des actions à la TSX s'établissent comme suit :

<u>Société</u>	<u>Symbole boursier</u> ¹⁾
Banque Canadienne Impériale de Commerce	CM
Banque de Montréal	BMO
Banque Royale du Canada	RY
CI Financial Income Fund	CIX-U
Enbridge Inc.	ENB
Financière Sun Life Inc.	SLF
Fonds de placement immobilier RioCan	REI-U
Fonds de revenu Pages Jaunes	YLO-U
Great-West Lifeco Inc.	GWO
Inter Pipeline Fund	IPL-U
La Société de Gestion AGF Limitée	AGF/B
Manitoba Telecom Services Inc.	MBT
Société Financière Manuvie	MFC
TransCanada Corp.	TRP

1) Toutes les actions au début se négocieront à la TSX.

De brèves descriptions des sociétés et des renseignements concernant les cours historiques des actions figurent sous la rubrique « Les actions et les sociétés » dans le présent document d'information. Les acquéreurs peuvent obtenir des renseignements plus détaillés au sujet de chacune des sociétés au www.sedar.com ou par l'entremise de leur conseiller.

À la survenance de certaines éventualités, les actions d'une société peuvent être remplacées, par l'agent chargé des calculs, par des actions ou parts de fiducie de revenu différentes dans le compte d'actions. Voir « Description des billets – Circonstances particulières ».

Bien que les actions de chaque société feront, à la date d'émission, l'objet d'une pondération égale en dollars dans le compte d'actions, les changements à la valeur marchande des actions à compter de la date d'émission, conjugués à la formule de négociation des actions, peuvent faire en sorte que les actions d'une ou plusieurs sociétés aient avec le temps une pondération ou concentration supérieure dans le compte d'actions, ce qui réduirait la diversification du compte d'actions.

Le compte d'obligations

Le compte d'obligations se composera d'obligations à coupon de 0,50 % de la Banque qui seront achetées et vendues à des rendements correspondant aux taux de swap interbancaire en dollars canadiens courants comme ils sont raisonnablement établis par l'agent chargé des calculs, en se servant du cours acheteur pour les achats et du cours vendeur pour les ventes, pour une durée équivalant à la durée restante des billets. Le coupon de 0,50 % est uniquement destiné à appuyer les frais du programme reliés au compte d'obligations. À la date d'émission, il est prévu que tous les éléments d'actif détenus dans le portefeuille seront attribués au compte d'actions et aucun actif ne servira à faire un achat dans le compte d'obligations.

Après la date d'émission, les éléments d'actif contenus dans le portefeuille seront répartis entre le compte d'actions et le compte d'obligations d'après le calcul de répartition de l'actif et les espèces accumulées dans le compte d'actions pourront servir à des achats théoriques d'actions conformément à la formule de négociation des actions ou à des achats théoriques d'obligations. Voir « Description des billets – Répartition de l'actif et calcul de répartition de l'actif ».

Le prêt

Le montant du prêt en cours à tout moment variera et augmentera ou diminuera en fonction de la valeur du compte d'actions, des fluctuations du compte d'obligations, des versements d'intérêt et des autres frais payables. L'intérêt sur le prêt courra à un taux correspondant au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,25 % l'an accumulé quotidiennement et payé mensuellement au taux alors en vigueur. Si la distance monte au delà de 21 %, le montant du

prêt en cours peut théoriquement faire l'objet d'un prélèvement (jusqu'à concurrence de 104,50 \$ par billet) pour permettre l'acquisition théorique d'autres actions conformément à la formule de négociation des actions. Si la distance tombe en deçà de 13 %, le montant de tout prêt en cours peut être théoriquement remboursé et le produit peut servir à l'achat théorique d'obligations. Voir « Description des billets – Répartition de l'actif et calcul de répartition de l'actif ».

Répartition de l'actif et calcul de répartition de l'actif

Généralités

Le calcul de répartition de l'actif décidera de la répartition du portefeuille, de temps à autre, entre les actions et les obligations et décidera du montant, s'il en est, du prêt en cours. L'agent chargé des calculs sera responsable d'appliquer le calcul de répartition de l'actif, et notamment de faciliter les opérations théoriques sur les actions ou les obligations ainsi que tout prélèvement théorique du prêt ou remboursement théorique de celui-ci. Le calcul de répartition de l'actif repose sur les concepts suivants :

- « Distance » =
$$\frac{VL - \text{Plancher}}{VCA}$$
- « VL » s'entend i) de la valeur du compte d'actions et de la valeur du compte d'obligations, moins ii) le capital du prêt impayé à ce moment-là, moins iii) les frais du programme et les intérêts sur le prêt accumulés et impayés à ce moment-là, divisé par iv) le nombre de billets en circulation.
- « Plancher » s'entend, à tout moment, du prix d'offre estimatif à ce moment-là pour une obligation à coupon de 0,50 % d'une valeur nominale de 100 \$ égale au capital et ayant le 21 mai 2014 comme date d'échéance, établi par l'agent chargé des calculs.
- « Valeur du compte d'actions » ou « VCA » s'entend, à tout moment, du total : i) du montant qui pourrait être réalisé à ce moment-là en vendant théoriquement toutes les actions dans le compte d'actions au prix courant du marché qu'établit l'agent chargé des calculs, déduction faite des frais de vente ou commissions connexes, et ii) des espèces dans le compte d'actions à ce moment-là, exprimé en tant que montant par billet.

Sous réserve de la survenance d'un cas de perturbation du marché ou d'un événement extraordinaire, l'agent chargé des calculs répartira l'actif du portefeuille entre le compte d'actions et le compte d'obligations en fonction du calcul de répartition de l'actif. Le calcul de répartition de l'actif est destiné à protéger le capital des billets. Par exemple, si un cas de protection se produit, toutes les actions détenues dans le compte d'actions seront vendues au prix courant du marché qu'établit l'agent chargé des calculs et le produit servira à acheter des obligations afin que la valeur du compte d'obligations à la date d'échéance soit au moins égale au capital par billet. Le calcul de répartition de l'actif est également destiné à répartir l'actif entre le compte d'obligations et le compte d'actions afin que la distance tombe à tout moment entre 13 % et 21 %. La survenance d'un cas de répartition un jour ouvrable déclenche l'application du calcul de répartition de l'actif.

L'agent chargé des calculs sera tenu de surveiller la distance et, sous réserve de rajustements des calculs par suite de la survenance d'un cas de perturbation du marché, d'un cas de protection, d'un événement extraordinaire, d'un cas de remplacement ou d'un cas de fusion, administrera la répartition du portefeuille conformément au calcul de répartition de l'actif par l'entremise de l'achat ou de la vente théorique d'actions théoriques conformément à la formule de négociation des actions, de l'achat ou de la vente théorique d'obligations et du prélèvement ou du remboursement théorique du prêt.

Dans les 8 jours ouvrables suivant la date d'émission, il est prévu que le montant intégral du produit net tiré de l'émission des billets de 95,50 \$ par billet, soit le capital moins la rémunération du placeur pour compte, plus une somme égale à 4,50 \$ par billet du prêt théorique, sera attribué à l'achat d'actions pour le compte d'actions. L'achat initial d'actions sera effectué en présumant qu'une tranche environ égale du produit net et du prêt sera attribuée à l'acquisition théorique d'actions de chaque société au prix courant du marché qu'établit l'agent chargé des calculs dans les 8 jours ouvrables suivant la date d'émission. Il est prévu qu'aucune obligation ne sera achetée initialement. Un montant nominal du produit net peut être détenu en espèces initialement dans le compte d'actions.

Cas d'effet de levier

Si la distance grimpe au delà de 21 %, un cas d'effet de levier se produit. Cela peut se produire pour diverses raisons, notamment une augmentation de la valeur marchande des actions ou si le prix applicable aux obligations tombe en deçà de certains seuils. Dès qu'un cas d'effet de levier se produit, l'agent chargé des calculs, agissant avec une promptitude raisonnable, devra vendre, au besoin, les obligations du compte d'obligations (s'il y a de telles obligations) et par la suite, prélever le montant du prêt (jusqu'à concurrence de 104,50 \$ par billet) et en affecter le produit ainsi que le produit tiré de la vente des obligations à l'achat d'actions supplémentaires conformément à la formule de négociation des actions afin que la distance soit d'environ 17 % après ces opérations. Cela augmentera l'actif détenu dans le compte d'actions, diminuera l'actif détenu dans le compte d'obligations et augmentera le montant du prêt en cours.

Cas de désendettement

Un cas de désendettement se produit si la distance tombe en deçà de 13 %. Cela peut se produire pour diverses raisons, notamment une diminution de la valeur marchande des actions ou si le prix des obligations augmente au delà de certains seuils. Dès qu'un cas de désendettement se produit, l'agent chargé des calculs devra, en agissant avec une promptitude raisonnable, vendre des actions conformément à la formule de négociation des actions et affecter le produit, premièrement à la réduction du prêt en cours et des intérêts courus et impayés et deuxièmement, pour ce qui est du produit restant, à l'achat d'obligations afin que la distance soit d'environ 17 % après ces achats. Cela augmentera l'actif détenu dans le compte d'obligations, diminuera l'actif détenu dans le compte d'actions et diminuera le montant du prêt en cours.

Cas de protection

Si la distance atteint ou tombe en deçà de 1,50 \$ au-dessus du plancher par billet, un cas de protection se produit et toutes les actions dans le compte d'actions seront vendues au prix courant du marché à tout moment au cours du jour pertinent comme l'établit l'agent chargé des calculs et le produit affecté premièrement au prêt en cours et aux intérêts accumulés et impayés et aux frais du programme accumulés et impayés, et deuxièmement, à l'achat d'obligations de sorte qu'à la date d'échéance, la valeur des obligations devrait correspondre à au moins 100 \$ par billet, la Banque assumant le risque afférent à tout déficit. Les acquéreurs ont dans tous les cas le droit de recevoir le capital à l'égard de chaque billet détenu à la date d'échéance. Après la survenance d'un cas de protection, l'actif composant le portefeuille demeurera dans le compte d'obligations jusqu'à la date d'échéance, peu importe le rendement subséquent des actions. Dans ce cas, le rendement variable par billet payable à la date d'échéance, s'il en est, sera le montant de l'excédent de la valeur nominale globale des obligations (calculée au prorata par billet) sur 100 \$. Si un cas de protection se produit, la possibilité de recevoir davantage que le capital de 100 \$ par billet à la date d'échéance est considérablement réduite. Dans ce cas, les acquéreurs pourraient n'avoir droit qu'au remboursement du capital de leurs billets à la date d'échéance.

Exemples démonstratifs

Généralités

Les exemples démonstratifs présentés ci-après illustrent comment le calcul de répartition de l'actif est effectué sur les billets en fonction de scénarios de rendement tant positifs que négatifs. **Ces exemples ne sont donnés qu'à titre démonstratif et ne doivent pas être interprétés comme une prévision ou une estimation du rendement prévu des billets ou des actions théoriques ou encore du compte d'actions.** Pour plus de simplicité, il est présumé dans ces exemples que les taux d'intérêt demeurent constants pendant toute la durée des billets. Les fluctuations hypothétiques de la valeur des actions théoriques détenues dans le compte d'actions ne servent qu'à des fins d'illustration. Par conséquent, les rendements hypothétiques des actions ne sont pas des estimations ni des prévisions de la valeur future des actions pour les périodes dont il est question ci-après. Les exemples suivants présumant que l'acquéreur a acheté un seul billet.

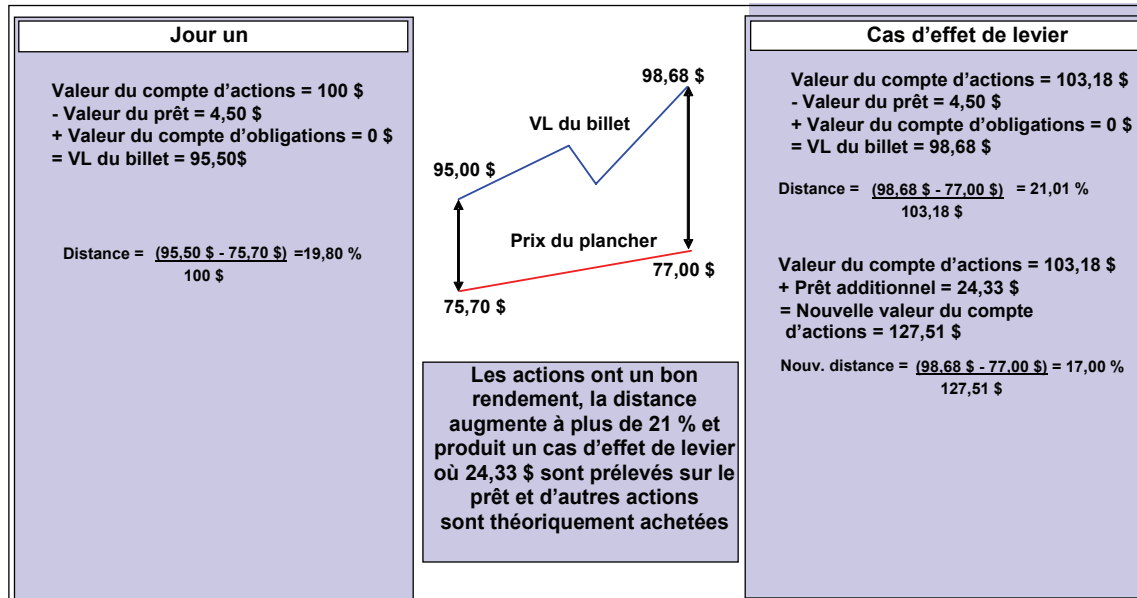
Les acquéreurs devraient savoir que même si le rendement variable est lié au rendement du portefeuille, le montant, s'il en est, du rendement variable dépendra du moment et de l'étendue des hausses et des baisses du prix des actions théoriques au cours de la durée jusqu'à la date d'échéance. En particulier :

- le rendement du portefeuille est tributaire du calcul de répartition de l'actif, lequel peut être retardé en raison de la survenance d'un cas de perturbation du marché;

- le rendement variable, s'il en est, ne sera payable que si la VL_{FINALE} dépasse le capital à la date d'échéance;
- dès la survenance d'un cas d'effet de levier, le portefeuille sera rééquilibré par l'achat d'actions supplémentaires conformément à la formule de négociation des actions en se servant du produit du prêt (jusqu'à concurrence de 104,50 \$ par billet) ou de la vente d'obligations détenues dans le compte d'obligations;
- il n'y a pas de rendement variable maximum théorique payable sur les billets, sauf que la législation canadienne interdit à quiconque d'imputer ou d'avancer du crédit à un taux supérieur à 60 % par année, et le calcul de répartition de l'actif faisant appel à l'effet de levier et au réinvestissement des distributions crée la possibilité de rendements rehaussés sur les billets;
- le calcul de répartition de l'actif prévoit la survenance d'un cas d'effet de levier si la distance grimpe au delà de 21 % et un cas de désendettement si la distance tombe en deçà de 13 %;
- à la survenance d'un cas de désendettement, le portefeuille sera rééquilibré avec le produit tiré de la vente d'actions conformément à la formule de négociation des actions affecté au remboursement d'une tranche du prêt ou à l'achat d'obligations;
- un cas de protection se produira si la distance atteint ou tombe en deçà de 1,50 \$ au-dessus du plancher par billet, auquel cas le portefeuille sera pleinement investi dans des obligations jusqu'à la date d'échéance et l'acquéreur ne participera pas à tout rendement ultérieur (positif ou négatif) des actions, de sorte qu'il se peut qu'aucun rendement variable ne soit payé sur les billets;
- il est fort peu probable qu'un investissement dans les billets offre le même rendement qu'un investissement direct dans les actions; et
- le capital de 100 \$ par billet sera payable par la Banque à la date d'échéance indépendamment du rendement des actions.

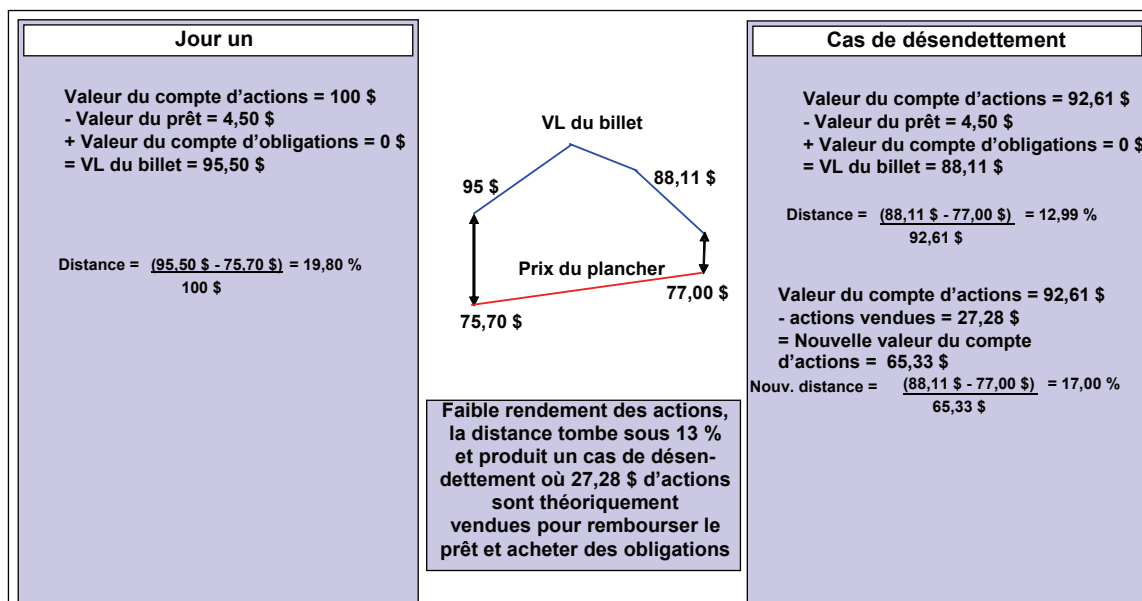
Rendement positif – Cas d'effet de levier

L'illustration ci-dessous présente la survenance d'un cas d'effet de levier aux termes du calcul de répartition de l'actif. Un cas d'effet de levier se produira si la distance grimpe au delà de 21 % et un cas de désendettement se produira si la distance tombe en deçà de 13 %. Dans ce cas, un cas d'effet de levier exigera l'achat d'actions théoriques supplémentaires conformément à la formule de négociation des actions, augmentant la valeur du compte d'actions selon la description donnée aux présentes pour rééquilibrer le portefeuille afin que la distance soit d'environ 17 %, en se servant du produit du prêt (jusqu'à concurrence de 104,50 \$ par billet). Dans l'exemple qui suit, la VL des billets passe de 95,50 \$ à 98,68 \$ et le coût du plancher augmente de 75,70 \$ à 77,00 \$, ce qui fait passer la distance à 21,01 %. Il en résulte un cas d'effet de levier, où 24,33 \$ sont prélevés sur le prêt et employés pour acheter d'autres actions dans le compte d'actions conformément à la formule de négociation des actions, augmentant sa valeur à 127,51 \$ et ramenant la distance à 17 %.



Rendement négatif – Cas de désendettement

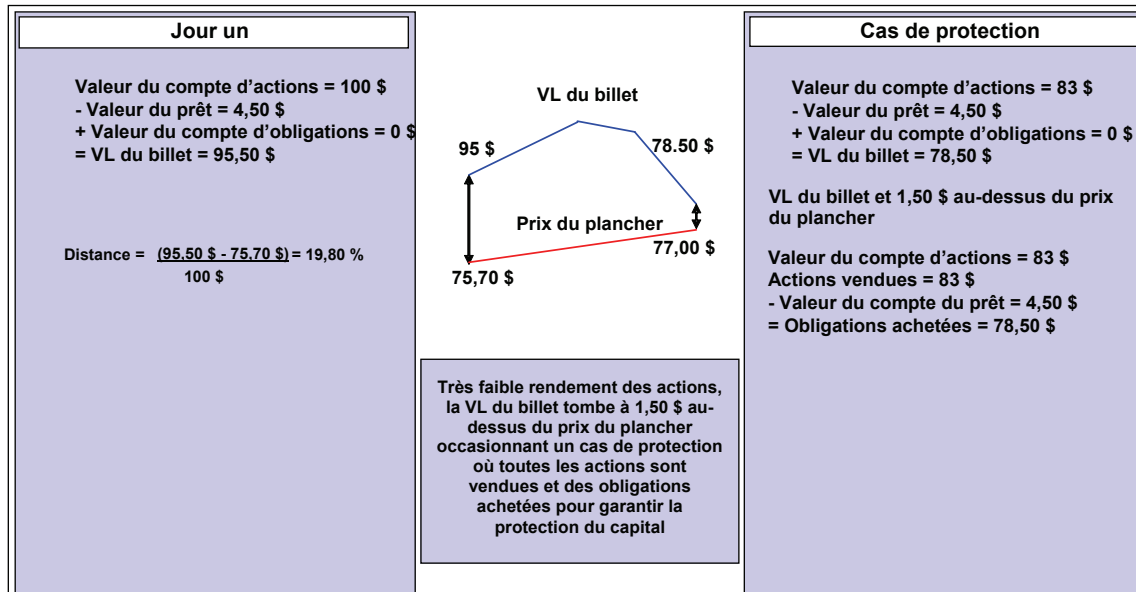
L'illustration ci-dessous présente la survenance d'un cas de désendettement, où la valeur des actions a décliné depuis la date d'émission. Dans ce cas, des actions seraient vendues conformément à la formule de négociation des actions aux valeurs liquidatives alors courantes et le prêt serait remboursé, ce qui ramènerait la distance à environ 17 %. La VL des billets passe de 95,50 \$ à 88,11 \$ et le coût du plancher augmente de 75,70 \$ à 77,00 \$, ce qui fait passer la distance à 12,99 %. Il en résulte un cas de désendettement, où 27,28 \$ d'actions sont vendues conformément à la formule de négociation des actions et le produit est utilisé pour rembourser le prêt, ramenant la distance à 17 %. Lorsque le prêt est intégralement remboursé, le produit restant sera affecté à l'achat d'obligations dans le compte d'obligations.



Dans cet exemple, la valeur des actions a baissée depuis la date d'émission. Dans ce cas, il n'y aurait pas de prélèvement sur le prêt et le portefeuille serait rééquilibré à la survenance du cas de désendettement en achetant des obligations avec le produit de la vente d'actions de la manière décrite aux présentes.

Cas de protection

Comme l'illustration ci-dessous l'indique, un cas de protection se produirait si la VL atteint ou tombe en deçà de 1,50 \$ par billet au-dessus du plancher, auquel cas, le portefeuille serait entièrement investi dans des obligations. Après un cas de protection, le portefeuille demeurerait entièrement composé d'obligations jusqu'à la date d'échéance indépendamment du rendement subséquent des actions. Dans ce cas, le rendement variable par billet, payable à la date d'échéance, s'il en est, sera le montant de l'excédent de la valeur nominale globale des obligations (établi au prorata par billet) sur 100 \$. Si un cas de protection se produit, la possibilité de recevoir davantage que le capital par billet à la date d'échéance est considérablement réduite. Dans ce cas, les acquéreurs pourraient uniquement avoir droit au remboursement du capital de leurs billets à la date d'échéance. Dans l'exemple qui suit, la VL des billets passe de 95,50 \$ à 78,50 \$ et le coût du plancher augmente de 75,70 \$ à 77,00 \$, ce qui fait passer la VL à 1,50 \$ au-dessus du plancher. Il en résulte un cas de protection, où toutes les actions qui composent le compte d'actions sont théoriquement vendues, le prêt est remboursé et le produit restant employé pour acheter des obligations dans le compte d'obligations.



Rendement variable

Généralités

Sous réserve de la survenance d'un cas de perturbation du marché, d'un événement extraordinaire ou d'un cas de protection, l'acquéreur se verra verser le rendement variable, s'il en est, à la date d'échéance, sous réserve des dispositions et conditions décrites ou prévues dans le présent document d'information. Le rendement variable, s'il en est, est lié au rendement du portefeuille, dont l'actif sera réparti comme il est décrit plus haut à la rubrique « Description des billets – Répartition de l'actif et calcul de répartition de l'actif ». Les répartitions seront faites conformément au calcul de répartition de l'actif en fonction de la valeur des actions théoriques, des obligations et du prêt, des taux d'intérêt et d'autres facteurs.

Le calcul du rendement variable est la formule servant à établir le rendement variable sur les billets à la date d'échéance. Le rendement variable par billet s'établit comme suit :

$$\text{Rendement variable} = \text{Capital (100 \$)} \times \text{rendement du portefeuille}$$

Où :

$$\text{Rendement du portefeuille} = \frac{VL_{\text{FINALE}} - 100}{100}$$

- « VL_{FINALE} » s'entend, à tout moment, (exprimée au prorata par billet) du produit théorique de la liquidation du compte d'actions, majoré de la valeur à l'échéance du compte d'obligations comme elle est calculée par l'agent chargé des calculs, moins le remboursement du prêt et des intérêts sur le prêt accumulés et impayés et des frais du programme.

Le rendement du portefeuille correspondra au montant, s'il en est, établi à la date d'échéance et exprimé en tant que pourcentage du capital, de l'excédent de la valeur proportionnelle du portefeuille par billet sur le capital, soit 100 \$. L'acquéreur ne peut pas choisir de recevoir le rendement variable, s'il en est, avant la date d'échéance et les billets ne peuvent pas être rachetés ni remboursés avant la date d'échéance.

Il se peut que l'acquéreur ne reçoive aucun rendement variable. Aucun rendement variable ne sera versé à moins que le rendement du portefeuille (lequel est établi déduction faite des frais du programme et des intérêts sur le prêt qui sont payables) par billet ne soit supérieur à zéro (c.-à-d., à moins que la valeur proportionnelle du portefeuille à la date d'échéance ne soit supérieure à 100 \$ par billet). De plus, si un cas de protection, un cas de perturbation du marché ou un événement extraordinaire se produit, le rendement variable peut être de zéro. Les acquéreurs pourraient ne recevoir que leur capital à la date d'échéance. Tous les frais du programme applicables seront acquittés par l'entremise du coupon à 0,50 % attaché aux obligations jusqu'à la date d'échéance.

La Banque ne fera en aucun cas le paiement du capital ou du rendement variable, s'il en est, à une date antérieure à la date d'échéance. Le compte d'actions sera graduellement et théoriquement liquidé (à la discrétion de l'agent chargé des calculs pour veiller à une liquidation ordonnée) au cours des dix jours ouvrables précédant immédiatement la date d'échéance aux prix courants du marché qu'établit l'agent chargé des calculs. L'agent chargé des calculs devrait avoir pleinement liquidé l'actif théorique du portefeuille et calculer la VL_{FINALE} le troisième jour ouvrable avant la date d'échéance. Le moment et la méthode choisis pour établir le rendement variable, s'il en est, peuvent être touchés par la survenance d'un cas de perturbation du marché ou l'incapacité théorique de pleinement liquider le portefeuille au troisième jour ouvrable précédant la date d'échéance. Voir « Description des billets – Circonstances particulières ».

Réinvestissement

Toutes les distributions, s'il en est, que verse une société sur des actions théoriquement détenues dans le portefeuille à la date de référence d'une telle distribution seront réinvesties dans le compte d'actions à la date de versement d'une telle distribution conformément à la formule de négociation des actions et ne seront pas versées aux acquéreurs pendant la durée des billets. Rien ne garantit qu'une société versera des distributions, auquel cas le réinvestissement dans le compte d'actions pourrait être de zéro. Rien ne garantit que les distributions réinvesties, s'il en est, ne seront pas compensées par des baisses de la valeur des actions de sorte que, même si des distributions ont été réinvesties, aucun rendement variable ne sera payé. Les acquéreurs de billets ne recevront pas le rendement variable, s'il en est, avant l'échéance. Voir « Facteurs de risque ».

Circonstances particulières

Pendant la durée des billets, certains événements touchant les billets et les actions peuvent se produire. Après la survenance d'un tel événement, l'agent chargé des calculs peut devoir prendre des décisions à l'égard des billets relativement au paiement et/ou au calcul du rendement variable, s'il en est, et à l'évaluation des actions dans le compte d'actions. Relativement à ce qui précède, l'agent chargé des calculs fera des calculs et prendra des décisions de bonne foi suivant des procédures raisonnables sur le plan commercial en vue d'obtenir un résultat raisonnable sur le plan commercial. Il est toutefois entendu que, sauf erreur manifeste, tous les calculs et toutes les décisions de l'agent chargé des calculs seront définitifs et exécutoires pour les acquéreurs et n'engagent pas la responsabilité de la Banque, de l'agent chargé des calculs ou du placeur pour compte, et les acquéreurs n'auront pas droit à quelque indemnité de la part de la Banque, de l'agent chargé des calculs ou du placeur pour compte pour une perte subie par suite d'un calcul ou d'une décision de l'agent chargé des calculs. Voir « Facteurs de risque ».

Cas de perturbation du marché

Si l'agent chargé des calculs juge qu'un cas de perturbation du marché à l'égard d'une ou de plusieurs des actions ou des sociétés dans le compte d'actions (une « action touchée ») a eu lieu ou se poursuit à une date donnée, alors la décision à savoir si un cas de répartition se serait par ailleurs produit à cette date sera reportée au jour ouvrable suivant au cours duquel il n'y a pas de cas de perturbation du marché, en se servant de la valeur marchande courante des actions théoriques. Par conséquent, la décision à savoir si un cas d'effet de levier, un cas de désendettement ou un cas de protection s'est produit sera reportée jusqu'à cette date et l'agent chargé des calculs ne sera pas tenu de prendre quelque mesure que ce soit relativement à des ventes ou achats théoriques d'actions ou d'obligations théoriques, à des prélèvements ou remboursements théoriques du prêt ou à des encaissements ou réinvestissements théoriques de distributions jusqu'à cette date, si tant est qu'il soit tenu d'en prendre, en fonction des prix courants du marché des actions.

Si, le huitième jour ouvrable suivant la date à laquelle un cas de perturbation du marché à l'égard d'une action touchée s'est initialement produit, ce cas de perturbation du marché se poursuit, alors malgré la survenance d'un cas de perturbation du marché à compter de ce huitième jour ouvrable, l'agent chargé des calculs peut, à sa discrétion, établir la valeur marchande de chaque action touchée en date de ce huitième jour ouvrable en se servant de l'estimation qu'il fait de bonne foi, sans engager sa responsabilité, de la valeur marchande de cette ou ces actions ce huitième jour ouvrable-là en tenant compte de toutes les circonstances relatives au marché qu'il juge pertinentes, en agissant de façon raisonnable. Dans de telles circonstances, l'agent chargé des calculs peut, à sa discrétion en se servant du calcul de répartition de l'actif, apporter des rajustements au portefeuille pour tenir compte de la survenance d'un cas d'effet de levier, d'un cas de désendettement ou d'un cas de protection, en fonction de ces valeurs marchandes. Subsidiairement, si un cas de perturbation du marché se poursuit pendant une période de huit jours ouvrables consécutifs, l'agent chargé des calculs peut qualifier un tel cas d'événement extraordinaire, avec les conséquences décrites sous la rubrique « Description des billets – Circonstances particulières – Événement extraordinaire ».

Sous réserve de la survenance d'un cas de perturbation du marché, le paiement du capital et du rendement variable, s'il en est, devrait se faire à la date d'échéance. Si un cas de perturbation du marché se produit et qu'il est résolu avant le quinzième jour ouvrable précédant la date d'échéance, le paiement du capital et du rendement variable, s'il en est, se fera à la date d'échéance. Si un cas de perturbation se produit et qu'il n'est pas résolu avant le quinzième jour ouvrable précédant la date d'échéance, le paiement du capital se fera à la date d'échéance et le paiement du rendement variable, s'il en est, se fera le plus tôt possible après la résolution du cas de perturbation du marché et dans tous les cas au plus tard 180 jours après la date d'échéance. Si le cas de perturbation du marché n'est pas résolu avant le 175^e jour suivant la date d'échéance, l'agent chargé des calculs devra, à sa discrétion, établir la valeur marchande de chaque action touchée en date du jour ouvrable précédant immédiatement cette date en utilisant l'estimation qu'il fait de bonne foi, sans engager sa responsabilité, de la valeur marchande de cette ou ces actions ce jour ouvrable-là et en tenant compte de tous les facteurs relatifs à la situation du marché qu'il juge pertinents, en agissant de façon raisonnable, et calculer et verser le rendement variable, s'il en est, en se servant de cette valeur marchande.

Cas de remplacement

Si, pendant la durée des billets, il survient un cas de remplacement à l'égard d'une action théorique (une « action affectée »), l'agent chargé des calculs peut alors, à sa discrétion, vendre théoriquement les actions affectées aux prix courants du marché qu'il établit et utiliser le produit théorique réalisé pour acheter théoriquement des parts de fiducies de revenu ou des actions théoriques d'un autre émetteur canadien à grand nombre d'actionnaires dans un secteur d'activité semblable à celui de la société qui a émis l'action affectée, choisi à l'entière discrétion de l'agent chargé des calculs (l'« action de remplacement »). Dans ce cas, l'action de remplacement remplace l'action affectée dans le portefeuille à compter de la date de ce choix. Dès ce remplacement, l'action de remplacement est réputée être l'action affectée aux fins d'établir le rendement variable, s'il en est, et l'agent chargé des calculs doit, le plus tôt possible après ce cas de remplacement, apporter des rajustements à une ou plusieurs des composantes du calcul de répartition de l'actif, ou à toute autre composante ou variable pertinente pour établir le rendement variable. L'agent chargé des calculs apportera les rajustements de la façon qu'il juge, à son entière discrétion, appropriée pour tenir compte, dans le calcul du rendement variable, du rendement de l'action affectée jusqu'à la survenance de ce cas de remplacement et du rendement ultérieur de l'action de remplacement par la suite. Il est précisé, pour plus de certitude, que l'action de remplacement peut être n'importe quelle action d'un émetteur important et que cet émetteur peut être une entité prorogée à l'égard d'un cas de fusion. Dès la survenance d'un cas de remplacement et l'apport de tels rajustements, l'agent chargé des calculs doit en

aviser promptement les acquéreurs en fournissant de brefs détails. Si l'agent chargé des calculs décide, à sa discrétion, qu'aucun titre approprié ne peut être acheté après la liquidation des actions affectées du compte d'actions, il créditera le produit théorique en espèces de cette liquidation au compte d'actions et affectera le produit à l'achat de quantités supplémentaires des actions restantes du compte d'actions conformément à la formule de négociation des actions.

Advenant qu'un cas de remplacement survienne mais qu'il n'y ait pas de marché pour la négociation des actions affectées (en raison, par exemple, d'une suspension des opérations ou d'un autre cas de perturbation du marché), l'agent chargé des calculs peut, à sa discrétion, selon la nature des motifs donnant lieu au cas de remplacement, choisir de continuer de détenir les actions affectées dans le compte d'actions ou de liquider les actions affectées aux prix courants du marché qu'il établit une fois que les actions affectées deviennent de nouveau liquides, et utiliser le produit pour acquérir les actions de remplacement à la valeur marchande courante. Advenant qu'un cas de remplacement se produise, mais qu'il n'y ait aucun marché pour la négociation des actions affectées de sorte que l'agent chargé des calculs s'attend à ce que les actions affectées ne puissent être liquidées à partir du compte d'actions pendant la durée restante des billets, l'agent chargé des calculs fera des estimations raisonnables du point de vue commercial de la valeur marchande des actions affectées afin d'effectuer le calcul de répartition de l'actif, de temps à autre, et de calculer le rendement variable, s'il en est.

Cas de fusion

Si, pendant la durée des billets, il survient un cas de fusion, les titres de participation (les « actions liées à la fusion ») théoriquement reçus de l'entité issue de la fusion (la « société fusionnée ») en échange contre une action (l'« action remplacée ») seront ajoutés au compte d'actions à la place des actions remplacées à compter de la date de fusion applicable. Toute fluctuation de la valeur des actions liées à la fusion comparativement aux actions remplacées sera considérée comme une fluctuation de la valeur marchande des actions remplacées. Si les actions liées à la fusion conjuguées avec les titres autres que de participation (comme en décide l'agent chargé des calculs) et/ou à une contrepartie en espèces sont théoriquement reçues de la société fusionnée à la suite d'un cas de fusion, l'agent chargé des calculs liquidera ces titres autres que de participation de la société fusionnée et affectera tout le produit tiré de cette liquidation et/ou toute contrepartie en espèces à l'achat d'actions liées à la fusion (si elles sont disponibles) devant être incluses dans le compte d'actions. Si seuls des titres autres que de participation et/ou une contrepartie en espèces sont reçus de la société fusionnée, l'agent chargé des calculs liquidera les titres autres que de participation reçus de la société fusionnée et affectera tout le produit tiré de cette liquidation et/ou toute contrepartie en espèces à l'achat d'actions liées à la fusion (si elles sont disponibles) devant être incluses dans le compte d'actions. Si aucune action liée à la fusion n'est disponible (par exemple, parce que la société fusionnée n'émet que des obligations), un cas de remplacement sera réputé s'être produit à compter de la date de fusion applicable.

Événement extraordinaire

Si un événement extraordinaire se produit, l'agent chargé des calculs peut décider que les billets n'auront plus d'exposition aux actions théoriques, le prêt sera remboursé et le portefeuille pourrait se composer uniquement d'obligations théoriques jusqu'à la date d'échéance. Dès qu'une telle décision est prise par l'agent chargé des calculs, le prêt sera remboursé et aucun autre rendement variable ne sera gagné sur les billets, même si les actions peuvent réaliser un rendement positif après la survenance d'un événement extraordinaire. À l'entière discrétion de l'agent chargé des calculs, si les circonstances donnant lieu à l'événement extraordinaire n'existent plus ou ont été résolues de façon adéquate de l'avis de l'agent chargé des calculs, ce dernier pourra faire, sans y être tenu, une nouvelle répartition de l'actif du portefeuille conformément au calcul de répartition de l'actif. **Si un événement extraordinaire se produit, la possibilité que l'acquéreur reçoive un rendement variable à la date d'échéance peut être grandement réduite.** Après la survenance d'un événement extraordinaire, l'acquéreur demeurerait en mesure de vendre un billet conformément aux modalités du marché secondaire qu'offre le placeur pour compte, et sous réserve des restrictions de celui-ci. Voir « Description des billets – Négociation sur le marché secondaire ».

Il est précisé, pour plus de certitude, que si un événement extraordinaire se produit, ni le paiement ni le calcul du rendement variable, s'il en est, ni le paiement du capital par billet ne seront devancés.

Négociation sur le marché secondaire

Il n'existe actuellement aucun marché par l'intermédiaire duquel les billets peuvent être vendus. Rien ne saurait garantir qu'un marché secondaire pour les billets se développera ou, le cas échéant, qu'il sera maintenu ou liquide. Les billets ne seront pas inscrits à la cote d'une Bourse. Le placeur pour compte prévoit déployer des efforts raisonnables pour créer et maintenir un marché secondaire pour les billets, mais se réserve le droit de ne pas maintenir un tel marché à l'avenir à son entière discrétion et sans avis aux acquéreurs. Ces efforts consisteront en l'affichage d'un cours acheteur quotidien pour les billets déterminé par le placeur pour compte par l'intermédiaire de FundSERV. Le placeur pour compte peut, pour quelque raison que ce soit, choisir de ne pas acheter les billets d'un acquéreur donné. La vente d'un billet au placeur pour compte se fera à un prix correspondant : i) au cours acheteur du billet, moins ii) les frais de négociation anticipée applicables. Voir « Description des billets – Frais de négociation anticipée ». Ce montant constituera le cours sur le marché secondaire. Voir « FundSERV » pour plus de détails concernant la négociation sur le marché secondaire lorsque les billets sont détenus par l'entremise d'adhérents au réseau de FundSERV.

Le capital d'un billet n'est remboursé par la Banque qu'à la date d'échéance. Rien ne garantit qu'un acquéreur ayant acheté des billets sur le marché secondaire pourra récupérer toute prime qu'il peut avoir payée. Le prix que le placeur pour compte versera à un acquéreur pour un billet avant la date d'échéance sera établi par le placeur pour compte, à son entière discrétion, et sera fonction, notamment, des éléments suivants : i) l'augmentation ou la diminution de la valeur des actifs dans le portefeuille depuis la date d'émission; ii) le fait que les actifs dans le portefeuille seront réaffectés de temps à autre entre le compte d'actions et le compte d'obligations pendant la durée des billets; et iii) certains autres facteurs interreliés y compris, notamment, la volatilité de la valeur des actifs théoriques dans le portefeuille, les taux d'intérêt en vigueur et la durée restante jusqu'à la date d'échéance. Les liens entre ces facteurs sont complexes et peuvent également être touchés par de nombreux facteurs, notamment politiques et économiques, qui peuvent avoir une incidence sur le cours d'un billet. Plus particulièrement, les acquéreurs devraient réaliser que le cours des billets sur le marché secondaire i) peut ne pas augmenter et diminuer avec les changements du cours des actions; et ii) peut ultérieurement être touché par des changements aux taux d'intérêt courants, indépendamment du rendement des actifs théoriques dans le portefeuille. Les acquéreurs peuvent souhaiter consulter leurs conseillers en placements pour déterminer, à tout moment, s'il est plus approprié dans les circonstances de vendre ou de détenir leurs billets jusqu'à la date d'échéance. L'acquéreur ne pourra pas se faire rembourser les billets avant la date d'échéance.

Même si le placeur pour compte déploiera des efforts raisonnables, il n'est pas tenu de faciliter ni d'établir un tel marché secondaire, et ce marché secondaire, une fois commencé, peut être interrompu à tout moment à l'entière discrétion du placeur pour compte, sans préavis. S'il n'y a pas de marché secondaire, l'acquéreur ne sera pas en mesure de vendre ses billets. Les billets sont destinés à constituer des placements détenus jusqu'à la date d'échéance. Le remboursement du capital d'un billet n'est garanti que si le billet est détenu jusqu'à la date d'échéance.

Si un acquéreur vend des billets avant l'échéance, il peut les vendre à décote du capital initial même si le rendement des actions a été positif et, en conséquence, l'acquéreur peut subir des pertes. Voir « Facteurs de risque – Risque lié à la liquidité et marché secondaire ».

Un acquéreur ne sera pas en mesure de se faire rembourser les billets avant la date d'échéance.

Frais de négociation anticipée

La vente de billets avant la date d'échéance pourrait être assujettie aux frais de négociation anticipée. Si un billet est vendu au placeur pour compte dans les trois premières années suivant la date d'émission, le produit tiré de la vente du billet sera réduit de frais de négociation anticipée exprimés en tant que pourcentage du capital du billet comme suit :

<i>En cas de vente dans un délai de</i>	<i>Frais de négociation anticipée</i>
1 an	5,75 %
2 ans	3,75 %
3 ans	1,75 %
Par la suite	Néant

L'acquéreur devrait savoir que tout prix estimatif des billets figurant dans son relevé de compte de placement, ainsi que tout cours acheteur coté à l'acquéreur pour la vente de billets avant la date d'échéance, sera indiqué avant l'application de tous frais de négociation anticipée applicables. L'acquéreur qui souhaite vendre des billets avant la date d'échéance devrait consulter un conseiller en placements à savoir si l'acquéreur supportera des frais de négociation anticipée et, si tel est le cas, quel en sera le montant.

Les billets ne conviennent généralement pas à l'épargnant qui a besoin de liquidités avant la date d'échéance. L'acquéreur devrait consulter son conseiller en placements à savoir s'il serait plus avantageux dans les circonstances de vendre des billets (en présupposant qu'un marché secondaire soit disponible) ou de détenir les billets jusqu'à la date d'échéance. L'acquéreur devrait également consulter son conseiller en fiscalité au sujet des incidences fiscales découlant d'une vente faite avant la date d'échéance comparativement à la détention du billet jusqu'à la date d'échéance. Voir « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

Le placeur pour compte et/ou les membres de son groupe peuvent à tout moment, sous réserve des lois applicables, acheter des billets à n'importe quel prix sur le marché libre ou de gré à gré.

Rang; aucune assurance-dépôts

Les billets constitueront des obligations directes et inconditionnelles de la Banque. Les billets seront émis sans subordination et auront égalité de rang entre eux et avec toutes les autres obligations directes en cours, non garanties et non subordonnées, actuelles et futures (sauf disposition contraire prévue par la loi) de la Banque et seront payables proportionnellement sans privilège ni priorité. **Les billets ne seront pas assurés en vertu de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada ni en vertu de quelque autre régime d'assurance-dépôts.**

Notation du crédit

Les billets n'ont pas été notés. À la date du présent document d'information, les passifs-dépôts de la Banque d'une durée à l'échéance de plus d'un an sont notés AA par DBRS, AA- par S&P et Aa3 par Moody's. Rien ne garantit que si les billets étaient expressément notés par ces agences de notation du crédit, ils auraient la même note que les autres passifs-dépôts de la Banque. **Une note n'est pas une recommandation d'achat, de vente ou de détention d'investissements et elle peut être révisée ou retirée à tout moment par l'agence de notation pertinente.**

Règlement des paiements

La Banque sera tenue de mettre à la disposition de la CDS, au plus tard à 10 h (heure de Toronto) à la date d'échéance, des fonds d'un montant suffisant pour acquitter les sommes exigibles aux termes des billets. Il se peut que le paiement du rendement variable, s'il en est, soit retardé dans certaines circonstances. Voir « Description des billets – Cas de perturbation du marché ».

Tous les montants payables à l'égard des billets seront fournis par la Banque par l'entremise de la CDS ou de son prête-nom. CDS ou son prête-nom facilitera, sur réception de tout tel montant, le paiement aux adhérents de la CDS concernés ou créditera le compte de ces adhérents de la CDS, en des montants proportionnels à leurs participations respectives, telles qu'indiquées dans les registres de la CDS.

La Banque s'attend à ce que les paiements faits par les adhérents de la CDS aux acquéreurs soient régis par des instructions permanentes et pratiques usuelles, comme dans le cas des titres ou instruments détenus pour le compte de client sous la forme à l'acquéreur ou immatriculés au nom d'un courtier, et à ce que la responsabilité en incombe à ces adhérents de la CDS. La responsabilité et l'obligation de la Banque à l'égard des billets représentés par un billet global se limite au versement des sommes exigibles à l'égard du billet global à la CDS ou à son prête-nom. Ni la Banque ni aucun des membres de son groupe n'auront quelque responsabilité ou obligation à l'égard de tout aspect des registres relatifs aux billets représentés par le billet global ou des paiements effectués au titre de la propriété de ces billets, ni quant à la tenue, à la supervision ou à l'examen des registres relatifs à cette propriété.

La Banque se réserve le droit, comme condition du paiement de sommes à la date d'échéance, d'exiger la remise à des fins d'annulation de tout certificat attestant les billets.

Ni la Banque ni la CDS ne seront tenues de veiller à l'exécution de toute fiducie concernant la propriété d'un billet, ni ne seront touchées par quelque avis de tout droit pouvant subsister à l'égard d'un billet.

Paiement différé

Les lois fédérales du Canada interdisent l'imputation d'intérêts ou d'autres sommes à l'égard de tout crédit consenti à des taux effectif en excédent de 60 % l'an. Lorsque la Banque doit faire un paiement à un acquéreur à la date d'échéance, le versement d'une tranche de ce paiement constituant un rendement variable qui dépasserait 60 % par année pourrait être reporté pour se conformer à ces lois. De plus, la Banque pourrait retenir une tranche de tout paiement à un acquéreur que la Banque est légalement en mesure ou tenue de retenir. La Banque paiera la tranche ainsi différée à un acquéreur majorée d'intérêts au taux de la Banque pour des dépôts d'une durée équivalente dès que la loi canadienne le permet.

Forme des billets

Généralités

Chaque billet sera représenté par un billet global représentant l'émission intégrale de billets. La Banque émettra des billets attestés par des certificats sous forme définitive à un acquéreur déterminé uniquement dans des circonstances limitées.

Billet global

La Banque émettra les billets nominatifs sous la forme du billet global entièrement nominatif qui sera déposé auprès d'un dépositaire (soit initialement la CDS) et inscrit au nom de ce dépositaire ou de son prête-nom dans une coupure correspondant au capital global des billets. À moins qu'il ne soit échangé intégralement contre des billets sous forme nominative définitive, le billet global nominatif ne peut être transféré, sauf dans son intégralité entre le dépositaire, son prête-nom ou tout remplaçant de ce dépositaire ou de ce prête-nom.

La Banque prévoit que les dispositions suivantes s'appliqueront à toutes les ententes à l'égard d'un dépositaire.

La propriété des intérêts bénéficiaires dans un billet global se limitera à des personnes, appelées « adhérents » qui possèdent des comptes auprès du dépositaire pertinent, ou à des personnes qui détiennent des participations par l'intermédiaire d'adhérents. Après l'émission d'un billet global nominatif, le dépositaire imputera au crédit des comptes des adhérents, dans son système d'inscription en compte et de transfert, les montants respectifs de capital des billets dont les adhérents sont propriétaires véritables. Les courtiers qui participent au placement des billets désigneront les comptes auxquels le crédit sera imputé. La propriété des intérêts bénéficiaires dans un billet global nominatif sera consignée dans les registres tenus par le dépositaire et le transfert du droit de propriété ne s'effectuera que par l'intermédiaire de tels registres, à l'égard des participations d'adhérents, et au registre d'adhérents, à l'égard de participations de personnes qui détiennent des billets par l'intermédiaire d'adhérents.

Tant que le dépositaire, ou son prête-nom, est le propriétaire inscrit d'un billet global nominatif, ce dépositaire ou son prête-nom, selon le cas, sera considéré le propriétaire ou l'acquéreur unique des billets représentés par le billet global nominatif à toutes fins. À l'exception de ce qui est exposé ci-après, les propriétaires d'intérêts bénéficiaires dans un billet global nominatif n'auront pas le droit de faire inscrire à leur nom les billets représentés par le billet global nominatif, ne recevront pas ni n'auront le droit de recevoir la remise matérielle des billets sous forme définitive et ne seront pas considérés comme les propriétaires ou les acquéreurs de billets. En conséquence, chaque personne qui est propriétaire d'un intérêt bénéficiaire dans un billet global nominatif doit suivre la procédure du dépositaire pour ce billet global nominatif et, si cette personne n'est pas un adhérent, la procédure de l'adhérent par l'intermédiaire duquel la personne détient sa participation, pour exercer tout droit dont jouit un acquéreur. La Banque croit savoir que, selon les pratiques en vigueur dans le secteur, si la Banque demande une mesure de la part d'acquéreurs ou, si le propriétaire d'un intérêt bénéficiaire dans un billet global nominatif désire donner ou prendre une mesure qu'un acquéreur a le droit de donner ou de prendre à l'égard des billets, le dépositaire du billet global nominatif autoriserait les adhérents qui détiennent les intérêts bénéficiaires pertinents à donner ou à prendre cette mesure, et les adhérents autoriseraient les propriétaires véritables qui détiennent les billets par leur intermédiaire à donner ou à prendre cette mesure, ou agiraient autrement suivant les instructions des propriétaires véritables qui détiennent le billet par leur intermédiaire.

Les versements sur les billets représentés par un billet global nominatif immatriculé au nom d'un dépositaire ou de son prête-nom s'effectueront au dépositaire ou à son prête-nom, selon le cas, en tant que propriétaire inscrit du billet global nominatif. La Banque n'engage aucunement sa responsabilité à l'égard de quelque aspect des registres concernant les versements effectués au titre des intérêts bénéficiaires dans le billet global nominatif ou du maintien, de la supervision ou de l'examen de tout registre concernant ces intérêts bénéficiaires.

La Banque prévoit qu'après avoir reçu un paiement sur les billets, le dépositaire de l'un des billets attestés par un billet global nominatif imputera immédiatement au crédit des comptes des adhérents des montants proportionnels à leurs intérêts bénéficiaires respectifs dans ce billet global nominatif, tels qu'ils sont indiqués dans les registres du dépositaire. La Banque prévoit aussi que les versements par les adhérents aux propriétaires d'intérêts bénéficiaires dans un billet global nominatif détenu par l'intermédiaire d'adhérents seront régis par les instructions permanentes et les pratiques usuelles, comme c'est le cas actuellement pour des titres détenus pour le compte de clients au porteur ou inscrits au nom du courtier, et que ces paiements incomberont à ces adhérents.

Billets définitifs

Si, à quelque moment que ce soit, le dépositaire de l'un des billets représentés par un billet global nominatif ne veut pas ou ne peut pas continuer à s'acquitter convenablement de ses responsabilités à titre de dépositaire et qu'un dépositaire remplaçant n'est pas nommé par la Banque dans les 90 jours, la Banque émettra des billets sous forme définitive en échange du billet global nominatif que détenait par le dépositaire.

De plus, la Banque peut, à tout moment et à son entière discrétion, décider de ne pas faire représenter les billets par un ou plusieurs billets globaux nominatifs. Si la Banque prend cette décision, elle émettra des billets sous forme définitive en échange de tous les billets globaux nominatifs représentant les billets.

Sauf dans les circonstances exposées ci-devant, les propriétaires véritables des billets n'auront pas le droit de faire immatriculer à leur nom des parties de ces billets, ne recevront pas ni n'auront le droit de recevoir la remise matérielle des billets sous forme définitive et visés par un certificat et ne seront pas considérés comme les propriétaires ou les porteurs d'un billet global.

Tous les billets émis sous forme définitive en échange d'un billet global nominatif seront immatriculés au nom ou aux noms que le dépositaire indique à la Banque ou à son mandataire, selon le cas. Il est prévu que les instructions du dépositaire seront fondées sur les directives qu'il a reçues d'adhérents à l'égard de la propriété d'intérêts bénéficiaires dans le billet global nominatif qui avait été détenu par le dépositaire.

Le libellé de tout billet émis sous forme définitive contiendra les dispositions que la Banque peut juger nécessaires ou souhaitables. La Banque tiendra ou fera tenir un registre dans lequel seront consignés les inscriptions et les transferts de billets sous forme définitive, si de tels billets sont émis. Ce registre sera tenu aux bureaux de la Banque, ou à d'autres bureaux dont la Banque avise les acquéreurs.

Aucun transfert de billets définitif ne sera valable, à moins d'avoir été effectué à ces bureaux, sur remise du certificat sous forme définitive en vue de son annulation accompagné d'un acte de transfert écrit, que la Banque ou son mandataire juge satisfaisant quant à la forme et quant à la signature et, après avoir respecté les conditions raisonnables que la Banque ou son mandataire peut exiger, ainsi que toute exigence imposée par le loi, et inscrit au registre.

Les paiements à l'égard d'un billet définitif s'effectueront par chèque posté à l'acquéreur inscrit en cause à l'adresse de cet acquéreur figurant au registre susmentionné dans lequel doivent être consignés les inscriptions et les transferts de billets ou, si l'acquéreur le demande par écrit au moins cinq jours ouvrables avant la date du paiement et que la Banque y consent, par virement électronique à un compte bancaire désigné par l'acquéreur auprès d'une banque au Canada. Le paiement aux termes de tout billet définitif est conditionnel à la remise préalable par l'acquéreur du billet à la Banque qui se réserve le droit, dans le cas du paiement du rendement variable avant la date d'échéance, d'inscrire sur le billet une mention selon laquelle le rendement variable a été intégralement réglé ou, dans le cas du paiement intégral du rendement variable et du capital aux termes du billet, de retenir le billet et d'y inscrire une mention selon laquelle le billet est annulé.

Opérations sur les actions

La Banque peut de temps à autre, dans le cours normal de ses activités commerciales, détenir des actions ou des participations liées aux actions ou aux sociétés. La Banque et les membres de son groupe peuvent effectuer des opérations sur les titres de chaque société et peuvent, lorsqu'ils y ont droit, accepter des dépôts de toute société ou de toute autre personne ou entité ayant des obligations à l'égard de cette société, leur consentir des prêts ou leur accorder autrement du crédit, et se livrer à quelque activité, notamment commerciale ou bancaire d'investissement, avec celles-ci, et peuvent se livrer pour leur propre compte à des opérations sur les actions ou sur des options, contrats à terme ou dérivés relativement aux actions (y compris les opérations que la Banque peut juger appropriées, à sa discrétion, pour se protéger contre tout risque à l'égard des billets) et peuvent agir à l'égard de ces activités de la même manière qu'ils le feraient si les billets n'existaient pas, peu importe que cette mesure puisse avoir une incidence défavorable sur la valeur de toute action et donc sur le rendement variable, s'il en est, payable à l'égard des billets. La Banque et les membres de son groupe peuvent, en raison des relations décrites ci-dessus ou autrement, être de temps à autre en possession de renseignements se rapportant à toute société pouvant ne pas être publiquement disponibles ou connus des acquéreurs, et les billets ne sauraient créer une obligation à l'égard de la Banque ou des membres de son groupe de communiquer ces relations ou renseignements (confidentiels ou non) aux acquéreurs.

Avis

Tous les avis à l'intention des acquéreurs concernant les billets seront valables et prendront effet : i) si ces avis sont donnés (par câble ou télécopieur) au dépositaire pertinent (soit initialement la CDS) et ses adhérents pertinents; ou ii) dans le cas où les billets sont immatriculés directement au nom des acquéreurs et émis sous forme définitive, si ces avis sont postés ou autrement remis à l'adresse inscrite des acquéreurs. Il est toutefois entendu que tout avis requis à l'égard d'un événement extraordinaire ou d'un cas de perturbation du marché sera également publié dans l'édition de Toronto et l'édition nationale d'un important quotidien canadien de langue anglaise et dans un quotidien de langue française de diffusion générale à Montréal.

Modifications apportées aux billets

Les modalités des billets peuvent être modifiées par la Banque sans le consentement des acquéreurs si, de l'avis raisonnable de la Banque, la modification n'avait pas une incidence importante et défavorable sur les intérêts des acquéreurs. Dans les autres cas, les modalités des billets peuvent être modifiées si la Banque propose la modification et si cette modification est approuvée au moyen d'une résolution adoptée par les voix favorables des acquéreurs détenant au moins 66 ⅔ % du capital des billets représentés à l'assemblée convoquée aux fins d'examiner la résolution. Le quorum d'une assemblée d'acquéreurs est constitué d'au moins deux acquéreurs représentés en personne ou par procuration et détenant au moins 10 % du capital des billets en circulation. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée 30 minutes après l'heure fixée pour l'assemblée, l'assemblée sera reportée à une autre date, tombant au moins 10 et au plus 21 jours plus tard, choisie par la Banque et un avis sera donné aux acquéreurs de cette reprise d'assemblée. Les acquéreurs présents à la reprise d'assemblée constitueront le quorum. Chaque acquéreur a droit à une voix par billet qu'il détient aux fins de voter aux assemblées.

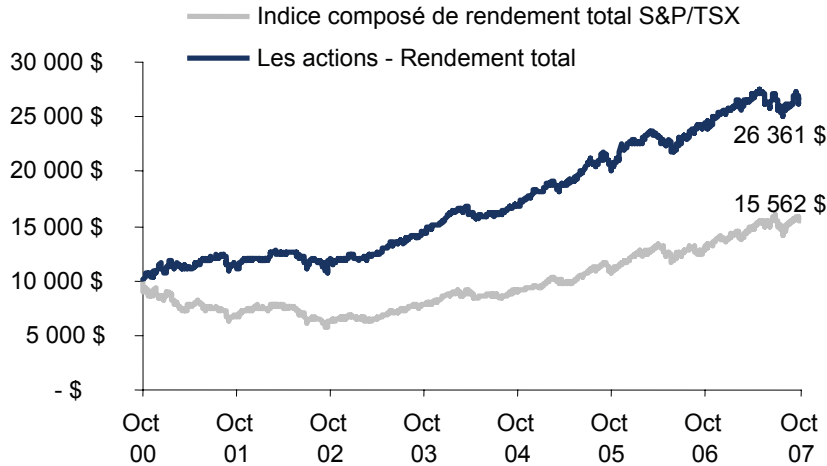
Les billets ne comportent un droit de vote en aucune autre circonstance.

Droits de résolution des acquéreurs

Une personne peut résoudre un ordre d'achat d'un billet (ou son achat s'il est émis) dans les 48 heures suivant la réception réelle ou la réception réputée du document d'information, selon la première de ces éventualités à survenir. Après la résolution, la personne a droit à un remboursement du capital. Ce droit de résolution ne s'étend pas aux acquéreurs qui achètent un billet sur le marché secondaire. Une personne sera réputée avoir reçu le document d'information : i) le jour inscrit comme moment d'envoi par le serveur ou l'autre moyen électronique, si le document d'information est transmis par des moyens électroniques, ii) le jour inscrit comme moment d'envoi par télécopieur, si le document d'information est transmis par télécopieur, iii) cinq jours après la date du cachet de la poste, si le document d'information est transmis par la poste, et iv) au moment de sa réception, dans tous les autres cas.

LE PORTEFEUILLE

Le graphique ci-dessous indique le rendement historique quotidien du portefeuille par rapport à l'indice composé de rendement total S&P/TSX du 24 octobre 2000 au 24 octobre 2007. **Le graphique n'est qu'un relevé du rendement historique et ne devrait pas être considéré comme étant une indication ou une estimation du rendement futur du portefeuille ou des billets.**



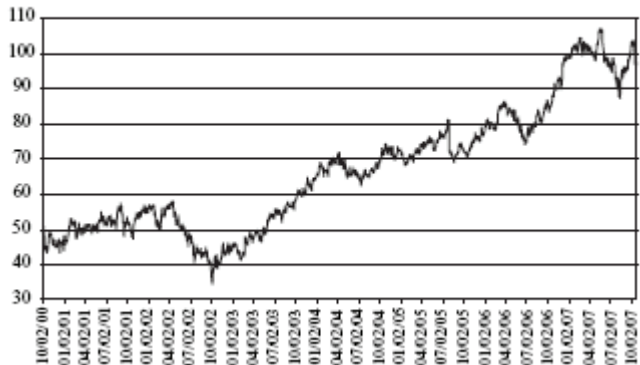
LES ACTIONS ET LES SOCIÉTÉS

Le texte qui suit présente de brèves descriptions des activités des sociétés et les symboles boursiers des actions. Les graphiques illustrent les cours de clôture quotidiens historiques respectifs des actions. Tous les renseignements inclus dans le présent document d'information à l'égard des actions proviennent de sources accessibles au public et sont présentés sous forme sommaire dans le présent document d'information. À ce titre, ni la Banque ni aucun placeur pour compte vendant les billets n'assume de responsabilité quant à l'exactitude ou à l'intégralité de ces renseignements. Les graphiques indiquent les rendements historiques des cours de clôture quotidiens des actions. Le rendement historique d'une action n'est pas une indication du rendement futur de cette action. Toutes les données sont en date du 24 octobre 2007. Il est important de souligner qu'il est très peu probable que le rendement variable, s'il en est, sur les billets ou le rendement des billets suive le rendement futur des actions.

Banque Canadienne Impériale de Commerce (CM)

La Banque Canadienne Impériale de Commerce est une banque à charte canadienne qui offre des services bancaires et financiers aux consommateurs, aux particuliers et aux entreprises au Canada et partout dans le monde. La capitalisation boursière était d'environ 32,3 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 3,4 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole CM.

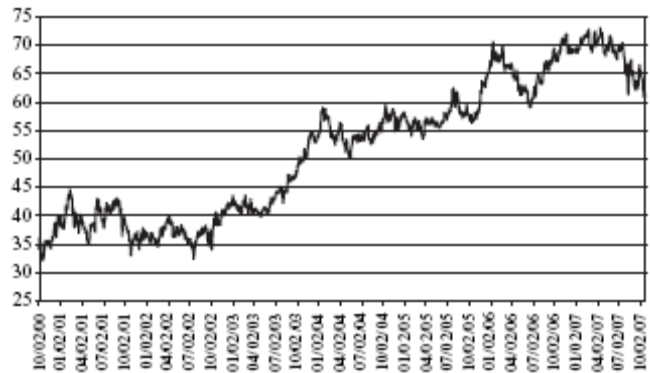
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CM)
01/10/2000 au 24/10/2007



Banque de Montréal (BMO)

La Banque de Montréal est une banque à charte canadienne qui offre des services bancaires et financiers aux consommateurs, aux particuliers et aux entreprises au Canada et partout dans le monde. La capitalisation boursière était d'environ 30,2 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 4,4 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole BMO.

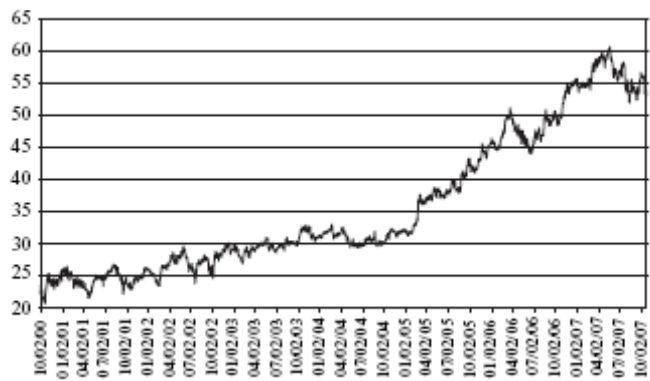
Banque de Montréal (BMO) 01/10/2000 au 24/10/2007



Banque Royale du Canada (RY)

La Banque Royale du Canada offre des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion du patrimoine et des services bancaires d'investissement et aux entreprises. Elle dessert des particuliers et des entreprises par l'intermédiaire de bureaux situés partout dans le monde. La Banque Royale du Canada dessert également ses clients à l'aide du téléphone, d'Internet et d'ordinateurs personnels. La capitalisation boursière était d'environ 67,5 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 3,5 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole RY.

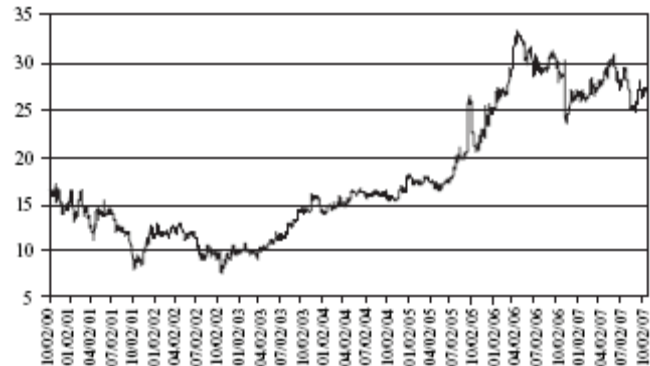
Banque Royale du Canada (RY) 01/10/2000 au 24/10/2007



CI Financial Income Fund (CIX-U)

CI Financial Income Fund est une fiducie de revenu qui produit un revenu en tant que firme de gestion de patrimoine diversifiée et est l'une des plus importantes sociétés du Canada à offrir des fonds d'investissement. La capitalisation boursière était d'environ 7,6 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 8,9 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole CIX-U.

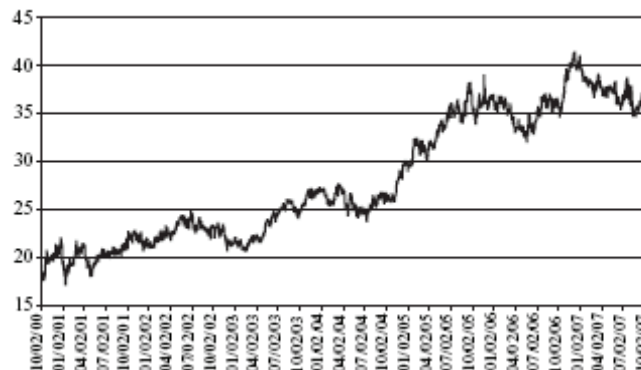
CI Financial Income Fund (CIX-U) 01/10/2000 au 24/10/2007



Enbridge Inc. (ENB)

Enbridge Inc. offre des services de transport et de distribution de l'énergie ainsi que des services connexes en Amérique du Nord et à l'échelle internationale. Elle exploite un réseau de pipelines de transport de pétrole brut et de liquides, participe à des projets énergétiques internationaux et prend part à des activités médianes. Enbridge Inc. distribue également du gaz naturel et de l'électricité et offre des produits énergétiques de détail. La capitalisation boursière était d'environ 13,9 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 3,3 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole ENB.

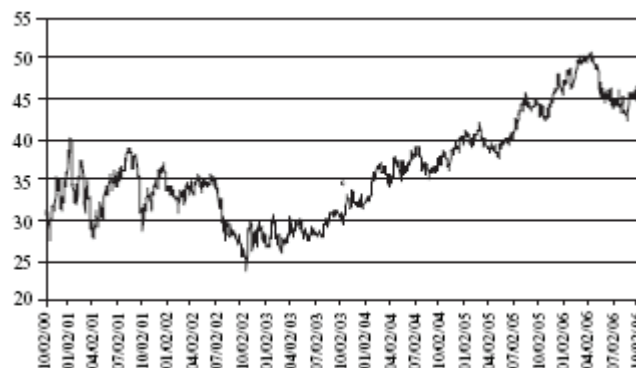
Enbridge Inc. (ENB) 01/10/2000 au 24/10/2007



Financière Sun Life Inc. (SLF)

Financière Sun Life Inc. est une organisation internationale de services financiers qui offre une vaste gamme de produits et de services d'épargne et de protection. Elle offre des services d'assurance, de fonds communs de placement, de rentes, de pensions, de gestion de placements, de services fiduciaires et bancaires. Financière Sun Life Inc. offre ses services aux particuliers ainsi qu'aux entreprises partout dans le monde. La capitalisation boursière était d'environ 29,4 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 2,4 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole SLF.

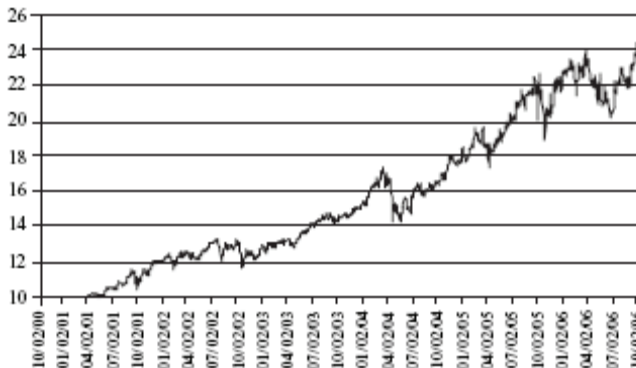
Financière Sun Life Inc. (SLF) 01/10/2000 au 24/10/2007



Fonds de placement immobilier RioCan (REI-U)

Fonds de placement immobilier RioCan est propriétaire et gestionnaire d'un portefeuille de biens productifs de revenu. Les éléments d'actif du Fonds comprennent des commerces de détail, des immeubles à bureaux, industriels et récréatifs situés au Canada. La capitalisation boursière était d'environ 4,8 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 5,8 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole REI-U.

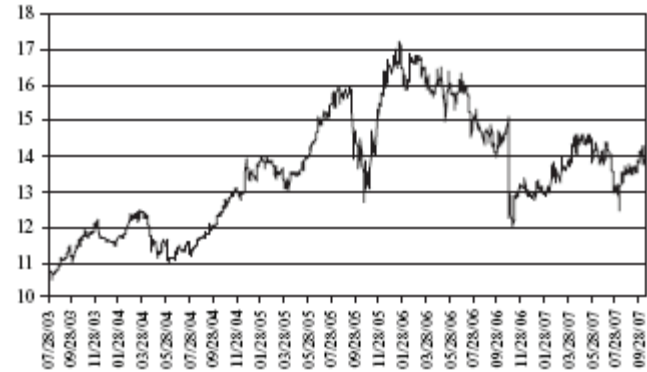
Fonds de placement immobilier RioCan (REI-U)
01/10/2000 au 24/10/2007



Fonds de revenu Pages Jaunes (YLO-U)

Le Fonds de revenu Pages Jaunes est une fiducie à but restreint et à capital variable sans personnalité morale établie pour acquérir et détenir une participation dans Yellow Pages Group LP. Le Groupe Pages Jaunes est un éditeur canadien d'annuaires téléphoniques et le propriétaire exclusif des marques Yellow Pages, Pages Jaunes et Fingers & Design au Canada. La capitalisation boursière était d'environ 7,3 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 7,8 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole YLO-U.

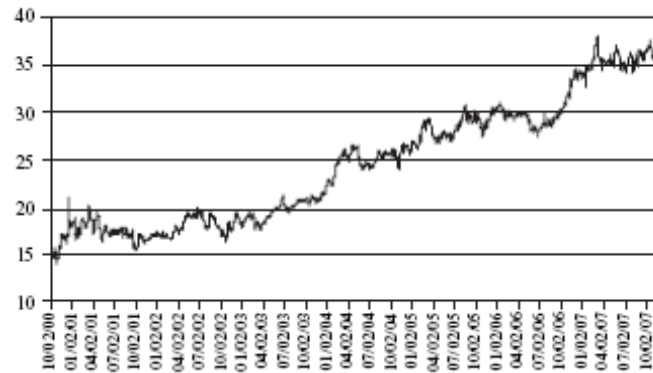
Fonds de revenu Pages Jaunes (YLO-U)
28/07/2003 au 24/10/2007



Great-West Lifeco Inc. (GWO)

Great-West Lifeco Inc. est une société de portefeuille de services financiers détenant des participations dans des entreprises d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'investissement et d'épargne-retraite et de réassurance. La société répond aux besoins en matière de sécurité financière de particuliers au Canada et aux États-Unis. La capitalisation boursière était d'environ 31,2 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 3,1 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole GWO.

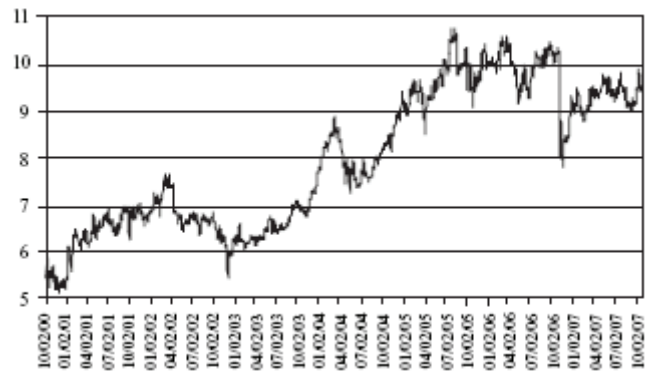
Great-West Lifeco Inc (GWO) 01/10/2000 au 24/10/2007



Inter Pipeline Fund (IPL-U)

Inter Pipeline Fund est une société en commandite qui est propriétaire exploitante d'une combinaison diversifiée d'infrastructures énergétiques dans l'Ouest canadien, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Irlande. Inter Pipeline Fund exploite environ 4 900 kilomètres d'oléoducs et 1,4 million de barils de stockage dans l'Ouest canadien. Ces systèmes transportent environ 490 000 barils par jour de sables bitumineux, de pétrole brut classique et de condensats pour usine à gaz, soit environ 20 % des volumes de pétrole brut produits dans l'Ouest canadien. Inter Pipeline Fund est l'une des plus importantes entreprises d'extraction de liquides de gaz naturel en Amérique du Nord et détient trois importantes installations d'extraction dans le sud de l'Alberta. Ces installations ont la capacité de traiter 6,2 mpc/j de gaz naturel, produisant jusqu'à 195 000 b/j de liquides de gaz naturel. L'entreprise de LGN de Inter Pipeline traite actuellement environ 40 % du gaz naturel exporté de la province d'Alberta. La capitalisation boursière était d'environ 1,9 milliard de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 8,8 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole IPL-U.

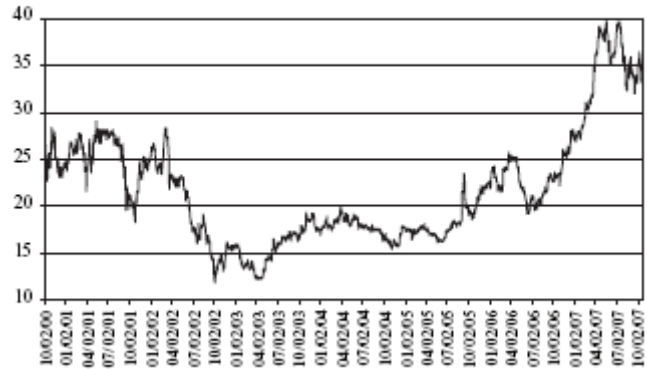
Inter Pipeline Fund (IPL-U) 01/10/2000 au 24/10/2007



La Société de gestion AGF Limitée (AGF/B)

La Société de gestion AGF Limitée gère et distribue des fonds communs de placement au Canada. Elle fournit ces services sous les marques AGF, 20/20 et Harmony. Société de gestion AGF offre également des services de prêt hypothécaire et d'acceptation de dépôts par sa société de fiducie filiale. La capitalisation boursière était d'environ 3,0 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 2,4 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole AGF/B.

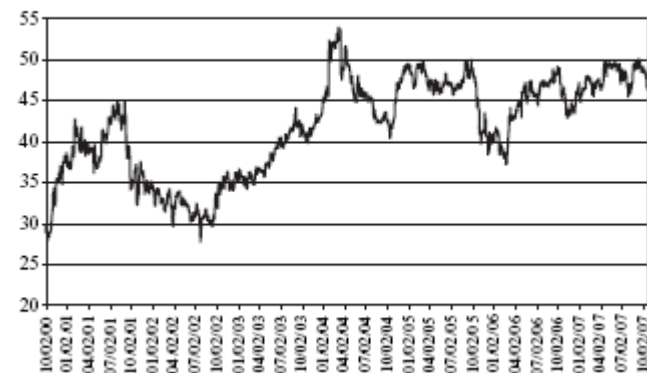
La Société de gestion AGF Limitée (AGF/B)
01/10/2000 au 24/10/2007



Manitoba Telecom Services Inc. (MBT)

Manitoba Telecom Services Inc. offre des services complets de télécommunications au Manitoba, au Canada. La société offre des services d'appels locaux et interurbains, sans fil, d'annuaires et multimédias en ligne. La capitalisation boursière était d'environ 3,0 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 5,6 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole MBT.

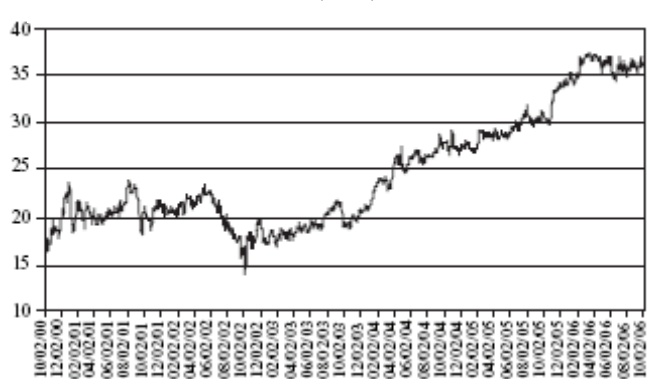
Manitoba Telecom Services Inc. (MBT)
01/10/2000 au 24/10/2007



Société Financière Manuvie (MFC)

Société Financière Manuvie offre des produits de protection financière et des services de gestion d'investissement aux particuliers, familles, entreprises et groupes. Elle exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et au Japon, ainsi que ses activités de réassurance à l'échelle mondiale. Société Financière Manuvie offre des produits tels que rentes, produits de pension, assurance-vie, assurance-santé et fonds communs de placement. La capitalisation boursière était d'environ 62,3 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 2,1 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole MFC.

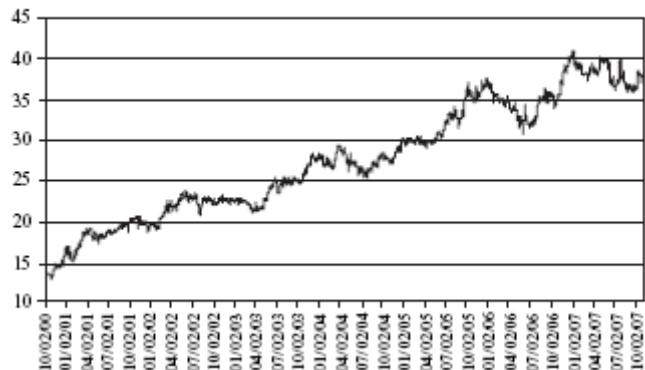
Société Financière Manuvie (MFC) 01/10/2000 au 24/10/2007



TransCanada Corporation (TRP)

TransCanada Corporation est la société mère de TransCanada PipeLines Limited. La société offre avant tout des services d'électricité et de transport du gaz naturel. Le réseau de gazoducs de TransCanada transporte la plus grande partie de la production de gaz naturel de l'Ouest canadien vers les marchés du Canada et des États-Unis. La société détient de plus des participations dans des centrales au Canada et aux États-Unis. La capitalisation boursière était d'environ 20,3 milliards de dollars et le rendement indicatif actuel des distributions était de 3,6 % au 24 octobre 2007. Les actions se négocient à la TSX sous le symbole TRP.

TransCanada Corporation (TRP) 01/10/2000 au 24/10/2007



INTÉRÊTS SUR LE PRODUIT DES SOUSCRIPTIONS

Le produit des souscriptions remis par les acquéreurs avant la date d'émission sera détenu dans un compte par le placeur pour compte et portera intérêt à un taux annuel égal à 2 %. Le souscripteur des billets recevra un crédit pour l'intérêt couru sur les fonds ainsi remis sous forme de billets entiers supplémentaires. Le nombre de billets supplémentaires pour un souscripteur sera égal au montant en dollars des intérêts courus sur les fonds remis à un taux de 2 % par année, à compter de la date à laquelle ces fonds sont reçus, jusqu'à la date d'émission, exclusivement, divisé par le prix d'achat de 100 \$ pour un billet, arrondi au nombre entier inférieur le plus près. Aucune fraction de billet ne sera émise. Le souscripteur sera tenu d'inclure (en conformité avec les règles détaillées de la Loi de l'impôt concernant l'accumulation et l'inclusion des intérêts), dans le calcul de son revenu aux fins de la Loi de l'impôt, le montant de ces intérêts. Malgré la remise de ces fonds à l'égard d'une offre d'achat des billets, la Banque se réserve le droit de ne pas accepter une telle offre. Si, pour quelque raison que ce soit, des billets ne sont pas émis à une personne qui a remis de tels fonds, les fonds remis seront immédiatement retournés, avec un versement en espèces pour les intérêts courus à un taux de 2 % par année (calculé à compter de la date à laquelle les fonds sont reçus, jusqu'à la date à laquelle ces fonds sont retournés, exclusivement), sous réserve d'un minimum de 100 \$ et uniquement en multiples entiers de 100 \$ arrondis au multiple intégral de 100 \$ inférieur le plus près. Le souscripteur sera tenu d'inclure (en conformité avec les règles détaillées de la Loi de l'impôt concernant l'accumulation et l'inclusion des intérêts), dans le calcul de son revenu aux fins de la Loi de l'impôt, le montant de ces intérêts. Dans tous les cas, que des billets soient ou non émis, aucun autre intérêt ni aucune indemnité ne seront versés au souscripteur à l'égard des fonds remis, ou au courtier ou conseiller financier qui représente le souscripteur. Le versement d'intérêt, qu'il prenne la forme de billets supplémentaires ou non, sera la responsabilité de la Banque et le placeur pour compte n'assume aucune responsabilité à l'égard du paiement de tels intérêts.

FUNDSEV

Généralités

Certains acquéreurs peuvent acheter des billets par l'entremise de courtiers et d'autres entreprises sur le réseau de FundSERV Inc. (« FundSERV »), qui facilite le débit des ordres. Les renseignements suivants sur FundSERV sont pertinents pour ces acquéreurs. Les acquéreurs devraient consulter leurs conseillers financiers pour savoir si leurs billets ont été achetés par l'entremise de FundSERV et obtenir d'autres renseignements sur la procédure de FundSERV applicable à ces acquéreurs.

Lorsqu'un ordre d'achat de billets d'un acquéreur est effectué par un courtier ou une autre entreprise par l'intermédiaire du réseau de FundSERV, ce courtier ou cette autre entreprise pourrait ne pas être en mesure d'effectuer un achat de billets dans le cadre de certains régimes enregistrés aux fins de la LIR. Les acquéreurs devraient consulter leurs conseillers financiers pour savoir si leurs ordres d'achat de billets seront exécutés par l'entremise du réseau de FundSERV et connaître les limites qui s'appliquent à leur capacité d'acheter des billets dans le cadre de certains régimes enregistrés.

FundSERV est détenue en propriété et est exploitée par des promoteurs et des placeurs de fonds et fournit aux placeurs de fonds et à certains autres produits financiers (y compris des courtiers qui vendent des fonds d'investissement, des

sociétés qui gèrent des régimes enregistrés comprenant des fonds d'investissement et des promoteurs et vendeurs de produits financiers) un accès à des commandes en ligne pour ces produits financiers. FundSERV a été initialement conçue et est exploitée à titre de réseau de communication pour les fonds communs de placement, facilitant le placement, la compensation et le règlement électronique d'achats de fonds communs de placement par les membres. De plus, FundSERV est actuellement utilisée pour d'autres produits financiers qui peuvent être vendus par des planificateurs financiers, comme les billets. FundSERV permet à ses participants de compenser entre eux certaines opérations sur les produits financiers, de régler les obligations de paiement découlant de ces opérations et de faire d'autres paiements entre eux.

Billets compatibles avec FundSERV détenus par l'intermédiaire de Scotia Capitaux Inc., adhérent de CDS

Comme il a été précédemment mentionné, tous les billets seront initialement émis sous la forme d'un billet global entièrement nominatif qui sera déposé auprès de CDS. Les billets achetés d'un distributeur faisant partie du réseau de FundSERV (les « billets compatibles avec FundSERV ») seront également attestés par ce billet global, comme tous les autres billets. Voir ci-dessus « Description des billets – Forme des billets » pour obtenir plus de détails sur CDS à titre de dépositaire et sur d'autres questions connexes concernant le billet global. Les acquéreurs qui détiennent des billets compatibles avec FundSERV auront donc une participation véritable indirecte dans le billet global. Cette participation véritable sera consignée auprès de CDS comme appartenant à Scotia Capitaux Inc., à titre d'adhérent direct de CDS. Scotia Capitaux Inc. inscrira à son tour dans ses registres les participations véritables respectives dans les billets compatibles avec FundSERV. L'acquéreur devrait savoir que Scotia Capitaux Inc. fera ces inscriptions conformément aux directives données par le conseiller financier de l'acquéreur par l'intermédiaire du réseau de FundSERV.

Achat auprès d'un distributeur faisant partie du réseau de FundSERV

Afin de conclure l'achat de billets FundSERV, le prix de souscription total (c.-à-d. le capital total des billets) doit être remis au placeur pour compte en fonds immédiatement disponibles au plus tard à la date d'émission. Malgré la remise de ces fonds, le placeur pour compte se réserve le droit de ne pas accepter une offre d'achat de billets compatibles avec FundSERV. Si les billets compatibles avec FundSERV ne sont pas émis à l'acquéreur pour quelque raison que ce soit, ces fonds seront retournés sans délai à l'acquéreur.

Le souscripteur de billets recevra un crédit pour l'intérêt couru sur les fonds ainsi remis sous forme de billets entiers supplémentaires. Si, pour quelque raison que ce soit, des billets ne sont pas émis à une personne qui a remis de tels fonds, les fonds remis seront immédiatement retournés, avec un versement en espèces pour les intérêts au courtier ou au conseiller financier du souscripteur éventuel par l'intermédiaire de FundSERV. Voir la rubrique « Intérêts sur le produit des souscriptions » pour plus de renseignements, y compris le traitement fiscal de cet intérêt. Dans tous les cas, que des billets soient ou non émis, aucun autre intérêt ni aucune autre indemnité ne seront versés au souscripteur à l'égard des fonds remis ou au courtier ou au conseiller financier qui représente le souscripteur. Le versement d'intérêts, qu'il prenne la forme de billets supplémentaires ou non, sera la responsabilité de la Banque et le placeur pour compte n'assume aucune responsabilité à l'égard du paiement de tels intérêts.

Vente par un distributeur faisant partie du réseau de FundSERV

L'acquéreur qui souhaite vendre des billets compatibles avec FundSERV avant la date d'échéance est assujéti à certaines procédures et limites auxquelles l'acquéreur détenant des billets par l'entremise d'un « courtier traditionnel » qui a un lien direct à CDS ne serait pas assujéti. L'acquéreur qui souhaite vendre un billet compatible avec FundSERV devrait consulter son conseiller financier à l'avance afin de bien comprendre les délais et les autres exigences et limites procédurales de la vente. L'acquéreur doit vendre les billets compatibles avec FundSERV en utilisant la procédure de « rachat » de FundSERV; il ne peut recourir à aucune autre méthode de vente ou de rachat. Il ne pourra donc pas négocier de prix de vente pour les billets compatibles avec FundSERV. C'est plutôt le conseiller financier de l'acquéreur qui devra faire une demande irrévocable de rachat du billet compatible avec FundSERV conformément à la procédure de FundSERV alors en vigueur. En général, le conseiller financier devra faire cette demande au plus tard à 13 h (heure de Toronto) un jour ouvrable bancaire (ou à tout autre moment fixé par la suite par FundSERV). Toute demande reçue après ce moment sera réputée être envoyée et reçue le jour ouvrable suivant. La vente du billet compatible avec FundSERV se fera à un prix de vente égal à i) la « valeur liquidative » du billet à la fermeture des bureaux le jour ouvrable applicable qui est communiqué à FundSERV par Scotia Capitaux Inc., moins ii) les frais de négociation anticipée applicables (dont il est question à la rubrique « Négociation sur le marché secondaire »). La « valeur liquidative » d'un billet tiendra

compte de l'intérêt couru, s'il en est. L'acquéreur devrait savoir que, même si la procédure de « rachat » de FundSERV était utilisée, les billets compatibles avec FundSERV de l'acquéreur ne seront pas rachetés par le placeur pour compte, mais seront plutôt vendus sur le marché secondaire au placeur pour compte, qui pourra alors, à sa discrétion, vendre ces billets compatibles avec FundSERV à des tiers à n'importe quel prix, les conserver dans son inventaire ou les faire acheter par la Banque à des fins d'annulation.

Les acquéreurs doivent également savoir que ce mécanisme de « rachat » pour vendre les billets compatibles avec FundSERV peut parfois être suspendu pour quelque raison que ce soit, sans avis, ce qui empêcherait les acquéreurs de vendre leurs billets compatibles avec FundSERV. Les acquéreurs éventuels qui ont besoin de liquidités doivent étudier attentivement cette possibilité avant d'acheter des billets compatibles avec FundSERV.

Le placeur pour compte est le « promoteur du fonds » pour les billets compatibles avec FundSERV au sein de FundSERV. Le placeur pour compte est tenu de publier une « valeur liquidative » pour les billets compatibles avec FundSERV quotidiennement, valeur qui peut également être utilisée à des fins d'évaluation dans tout relevé envoyé aux acquéreurs. Se reporter au deuxième paragraphe de la rubrique « Description des billets – Négociation sur le marché secondaire » pour connaître certains facteurs qui détermineront la « valeur liquidative » ou le cours acheteur des billets à tout moment. Le prix de vente représentera réellement le cours acheteur du placeur pour compte pour les billets à la fermeture des bureaux le jour ouvrable applicable, moins les frais de négociation anticipée applicables. Rien ne garantit que le prix de vente pour une journée donnée est le cours acheteur le plus élevé possible sur un marché secondaire pour les billets, mais il représentera le cours acheteur du placeur pour compte généralement offert à tous les acquéreurs, y compris les clients du placeur pour compte, à la fermeture des bureaux le jour en cause.

L'acquéreur qui détient des billets compatibles avec FundSERV doit bien comprendre que ces billets compatibles avec FundSERV pourraient ne pas être transférables à un autre courtier si l'acquéreur décidait de transférer son compte de placements à un autre courtier. Dans ce cas, l'acquéreur devra vendre les billets compatibles avec FundSERV conformément à la procédure indiquée ci-dessus.

FRAIS ET DÉPENSES RELIÉS AUX BILLETS

Frais du programme

Les billets seront assujettis à des frais du programme annuels. Les frais du programme varieront selon la répartition relative du portefeuille entre les actions théoriques et les obligations. Les frais du programme seront de 1,95 % pour la tranche du portefeuille attribuée au compte d'actions (y compris les actions théoriquement acquises avec le prêt dans le cas d'un cas d'effet de levier ou lors d'un réinvestissement) et de 0,50 % pour la tranche du portefeuille attribuée au compte d'obligations. Les frais du programme seront calculés quotidiennement et payables trimestriellement à terme échu à Scotia Capitaux, à titre d'agent chargé des calculs des billets. Les frais du programme de 0,50 % sur la tranche du portefeuille attribuée aux obligations sont produits par le coupon attaché aux obligations. Les frais du programme de 1,95 % sur la tranche du portefeuille attribuée au compte d'actions sont générés par la vente d'actions théoriquement détenues dans le compte d'actions conformément à la formule de négociation des actions. Les frais du sous-placeur pour compte seront acquittés par prélèvement sur la tranche des frais du programme reliée au compte d'actions.

La Banque paiera aux placeurs pour compte qui vendent des billets une commission annuelle, versée trimestriellement, de 0,25 % de la valeur quotidienne moyenne du compte d'actions au cours des cinq premières années de la durée des billets. Cette commission sera payée par prélèvement sur les frais du programme. **Les frais du programme et les intérêts sur le prêt se rattachant aux billets seront déduits du compte d'actions périodiquement pendant la durée des billets et avant de déterminer le montant du rendement variable, s'il en est, payable à l'échéance.**

La Banque paiera également une commission de vente aux membres admissibles du syndicat de placement de 4,50 \$ par billet vendu.

Effet de levier

Afin de donner un effet de levier au portefeuille, Scotia Capitaux recevra les intérêts payables sur les fonds théoriquement empruntés aux termes du prêt, calculés au taux d'intérêt annuel correspondant au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,25 % (4,94286 % en date du 31 octobre 2007), accumulés quotidiennement et versés

mensuellement. Ces intérêts seront payés par prélèvement sur le compte d'actions périodiquement pendant la durée des billets et avant de déterminer le montant du rendement variable, s'il en est, payable à l'échéance.

EMPLOI DU PRODUIT

La Banque ne gardera pas le produit net en fiducie pour les acquéreurs dans un compte distinct ou autre, mais elle affectera plutôt le produit net du placement à ses fins bancaires générales.

CERTAINES INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques de la Banque, le texte qui suit constitue, en date des présentes, un sommaire des principales incidences fiscales fédérales canadiennes généralement applicables à l'acquisition, à la détention et à la disposition de billets par un acquéreur qui souscrit des billets au moment de leur émission (un « acquéreur initial »). Le présent sommaire s'applique uniquement à l'acquéreur initial qui est un particulier (autre qu'une fiducie) et qui, aux fins de la LIR, est un résident du Canada, traite sans lien de dépendance avec la Banque et n'est pas un membre de son groupe et détient des billets à titre d'immobilisations. Les billets constitueront généralement des immobilisations pour un acquéreur initial à moins que : i) l'acquéreur initial ne les détienne dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise de négociation de titres ou d'une entreprise d'achat et de vente de titres, ou ii) l'acquéreur initial ne les ait acquis dans le cadre d'un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. Il se peut que certains acquéreurs initiaux résidents du Canada, dont les billets pourraient autrement ne pas être admissibles à titres d'immobilisations ou qui aimeraient avoir une certitude au sujet du traitement des billets à titre d'immobilisations, aient le droit d'exercer un choix irrévocable de faire traiter les billets et tous leurs autres « titres canadiens » comme des immobilisations aux termes du paragraphe 39(4) de la LIR. Le présent sommaire ne s'applique pas à un acquéreur initial qui est une société, une société de personnes ou une fiducie, ni ne s'applique à l'intérêt payé ou crédité sur le prix de souscription dont il est fait mention sous la rubrique « Intérêts sur le produit des souscriptions ».

Le présent sommaire se fonde sur les dispositions actuelles de la LIR et de son règlement d'application (le « règlement »), dans leur version en vigueur à la date des présentes, sur les pratiques actuelles d'administration et de cotisation publiées par écrit par l'ARC et sur toutes les propositions visant expressément à modifier la LIR et le règlement annoncées publiquement par le ministre des Finances du Canada ou pour le compte de celui-ci avant la date des présentes (les « propositions fiscales ») et suppose que toutes les propositions fiscales seront adoptées sensiblement sous la forme proposée. Toutefois, rien ne peut garantir que les propositions fiscales seront adoptées ou qu'elles le seront sous la forme proposée. Le présent sommaire ne tient par ailleurs pas compte ni ne prévoit de changements à la loi ou aux pratiques d'administration ou de cotisation de l'ARC, que ce soit par voie de mesures ou de décisions législatives, gouvernementales ou judiciaires. Le présent sommaire n'épuise pas toutes les incidences fiscales fédérales canadiennes éventuelles applicables à un investissement dans les billets, non plus qu'il ne tient compte de lois ou de considérations fiscales provinciales, territoriales ou étrangères, lesquelles ne sont pas abordées dans le présent sommaire.

Le présent sommaire est de nature générale seulement et il n'est pas destiné à constituer des conseils juridiques ou fiscaux à l'intention d'un acquéreur en particulier. Les acquéreurs devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité pour obtenir des conseils à l'égard des incidences fiscales découlant d'un investissement dans les billets selon leur situation personnelle.

Rendement variable

Un billet est un « titre de créance prescrit » au sens de la Loi de l'impôt. Les règles du règlement applicables à un titre de créance prescrit exigent généralement qu'un contribuable accumule le montant de tout intérêt, de toute bonification ou de toute prime à recevoir à l'égard de la créance pendant la durée de la créance, d'après le montant maximal de l'intérêt, de la bonification ou de la prime qui pourrait être payable sur la créance. D'après, en partie, la pratique administrative de l'ARC à l'égard des titres de créances prescrits, il ne devrait pas y avoir de rendement variable réputé couru sur les billets conformément à ces dispositions avant la date d'échéance, à la condition qu'aucun événement extraordinaire ou cas de protection ne se soit produit.

Lorsque, au cours d'une année d'imposition donnée, par suite d'un événement extraordinaire ou d'un cas de protection, le rendement variable est établi, la tranche du rendement variable qui s'est accumulée à compter de la date d'achat du billet jusqu'à la date anniversaire du billet au cours de cette année d'imposition donnée devra généralement être incluse

dans le revenu de l'acquéreur initial, sauf dans la mesure où le montant a par ailleurs été inclus dans le revenu au cours de l'année d'imposition ou d'une année d'imposition antérieure. Par la suite, dans chacune des années d'imposition suivantes, les règles relatives à l'accumulation annuelle dans le règlement qui sont applicables à un titre de créance prescrit s'appliqueront généralement pour inclure une tranche du rendement variable dans le revenu de l'acquéreur initial.

La Banque déposera une déclaration de renseignements auprès de l'ARC à l'égard de tout montant devant être inclus dans le revenu de l'acquéreur initial tel qu'il est décrit ci-dessus, et remettra un exemplaire de cette déclaration à l'acquéreur initial.

Disposition des billets

Au moment de la disposition en faveur de la Banque d'un billet à la date d'échéance, l'acquéreur initial sera tenu d'inclure dans son revenu pour l'année d'imposition au cours de laquelle la disposition se produit, le montant, s'il en est, du rendement variable, sauf dans la mesure où il a été autrement inclus dans le revenu pour l'année d'imposition ou une année d'imposition antérieure. La Banque déposera une déclaration de renseignements auprès de l'ARC à l'égard de tout montant devant être inclus dans le revenu de l'acquéreur initial et remettra un exemplaire de cette déclaration à l'acquéreur initial. L'acquéreur initial réalisera un gain en capital (ou subira une perte en capital) dans la mesure où le produit reçu de la Banque, déduction faite du rendement variable ainsi inclus dans le revenu, est supérieur (ou est inférieur) au total du prix de base rajusté pour l'acquéreur initial du billet et des frais raisonnables de disposition.

Dans certaines circonstances, lorsque l'acquéreur cède ou transfère autrement un titre de créance (autrement qu'à la suite du remboursement d'un billet à la date d'échéance), le montant de l'intérêt couru sur le titre de créance jusqu'à ce moment, mais impayé, sera exclu du produit de disposition de la créance et devra être inclus à titre d'intérêt dans le calcul du revenu de l'acquéreur pour l'année d'imposition au cours de laquelle le transfert survient, sauf dans la mesure où il a été autrement inclus dans le revenu pour cette année ou pour une année antérieure. Sauf dans le cas d'un événement extraordinaire ou d'un cas de protection, il ne devrait y avoir aucun montant à l'égard du rendement variable qui sera traité comme intérêt couru à l'occasion d'une cession ou d'un transfert d'un billet avant la date d'échéance. Sauf tel qu'il est exposé ci-dessus concernant un paiement à la date d'échéance par la Banque, bien qu'il subsiste un doute à cet égard, un montant reçu par l'acquéreur initial à l'occasion d'une disposition ou d'une disposition réputée d'un billet devrait donner lieu à un gain en capital (ou à une perte en capital) dans la mesure où le produit de disposition est supérieur (ou est inférieur) au total du prix de base rajusté du billet pour l'acquéreur initial et des frais raisonnables de la disposition. **Les acquéreurs initiaux qui disposent d'un billet avant la date d'échéance devraient consulter leur propre conseiller en fiscalité au sujet de leur situation personnelle.**

La moitié d'un gain en capital réalisé par l'acquéreur initial doit être incluse dans le revenu de ce dernier. La moitié d'une perte en capital subie par l'acquéreur initial est déductible de la tranche imposable des gains en capital réalisés au cours de l'année, au cours des trois années antérieures ou au cours des années ultérieures, sous réserve des règles prévues dans la LIR et conformément à celles-ci.

Les gains en capital réalisés par un particulier peuvent le rendre redevable d'un impôt minimum de remplacement en vertu de la LIR.

MODE DE PLACEMENT

Chaque billet sera émis à un prix de souscription de 100 % de son capital (100 \$ par billet). Le prix de souscription a été déterminé par voie de négociation entre la Banque et le placeur pour compte. **Le placeur pour compte est une filiale en propriété exclusive de la Banque. Par conséquent, la Banque est un émetteur relié au placeur pour compte en vertu de la législation canadienne applicable en matière de valeurs mobilières.**

La clôture du présent placement devrait intervenir le ou vers le 25 janvier 2008. La Banque peut, à tout moment avant la date d'émission, à sa discrétion, choisir de procéder ou non, en totalité ou en partie, à l'émission des billets. Les souscriptions seront reçues sous réserve du droit de les refuser ou de les répartir en totalité ou en partie et du droit de clore les registres de souscription à tout moment sans préavis. Dès l'acceptation d'une souscription, le placeur pour compte remettra ou fera remettre une confirmation d'acceptation par courrier affranchi ou par tout autre mode de livraison au souscripteur.

La Banque paiera des frais de vente de 4,50 \$ par billet aux membres admissibles du syndicat de placement à l'égard de la vente des billets. Les frais de vente seront payés par prélèvement sur le produit du placement. Le placeur pour compte peut former un syndicat de sous-placement composé d'autres membres vendeurs admissibles. Le placeur pour compte envisage actuellement recourir aux services du sous-placeur pour compte à ce titre. Les frais du sous-placeur pour compte seront acquittés par prélèvement sur la tranche des frais du programme reliée au compte d'actions. Même si le placeur pour compte a convenu de faire de son mieux pour vendre les billets offerts aux présentes, il ne sera pas tenu d'acheter les billets qui ne sont pas vendus. Il est entendu que le placeur pour compte peut acheter des billets offerts aux présentes pour son propre compte.

Un billet global au plein montant du placement sera émis sous forme nominative à CDS et sera déposé auprès de CDS à la date d'émission. Sous réserve de certaines exceptions, des certificats attestant les billets ne seront pas disponibles pour les acquéreurs quelles que soient les circonstances et l'inscription des participations dans les billets et de leur transfert se fera par l'entremise du système d'inscription en compte de CDS. Voir « Description des billets – Forme des billets ».

Dans le cadre de l'émission et de la vente des billets par la Banque, personne n'est autorisée à communiquer une information ou à faire une déclaration qui n'est pas expressément contenue dans le présent document d'information ou dans le billet global et la Banque n'accepte aucune responsabilité à l'égard d'une information qui n'est pas contenue aux présentes ou dans le billet global. Le présent document d'information ne constitue pas une offre ou sollicitation par quiconque dans un territoire où cette offre ou sollicitation n'est pas autorisée ou à quelque personne à qui il est illégitime de faire cette offre ou sollicitation, et ne peut pas être utilisé à de telles fins. Les billets n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la Loi de 1933 ou de lois sur les valeurs mobilières d'un État et, sous réserve de certaines exceptions, ils ne peuvent être offerts, vendus ni remis, directement ou indirectement, aux États-Unis ou dans leurs territoires ou possessions ou à des personnes des États-Unis, au sens du *Regulation S* pris en vertu de la Loi de 1933, ni pour leur compte ou profit. En outre, les billets ne peuvent être offerts ni vendus à des résidents de tout territoire ou pays d'Europe.

Les courtiers peuvent de temps à autre acheter et vendre des billets sur un marché secondaire disponible, mais n'y sont pas tenus. Le prix d'offre et les autres modalités de vente de ces ventes sur le marché secondaire peuvent être modifiés de temps à autre par ces courtiers.

La Banque se réserve le droit d'émettre des billets additionnels de cette série ou d'une série précédemment émise, ou d'autres titres de créance dont les modalités sont essentiellement semblables aux modalités des billets offerts aux présentes, et qui peuvent être offerts par la Banque en même temps que les billets. La Banque se réserve en outre le droit d'acheter à des fins d'annulation, à son entière discrétion, toute quantité de billets sur le marché secondaire, sans en aviser les acquéreurs.

DESCRIPTION DE LA BANQUE

La Banque s'est vu accorder une charte en vertu des lois de la province de la Nouvelle-Écosse en 1832 et a commencé ses opérations la même année à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Depuis 1871, la Banque est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « Loi sur les banques »). La Banque est une banque de l'annexe 1 en vertu de la Loi sur les banques, laquelle constitue sa charte. Le siège social de la Banque est situé au 1709 Hollis Street, Halifax (Nouvelle-Écosse) et les bureaux de la direction sont situés au Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto (Ontario) M5H 1H1. On peut obtenir une copie des règlements de la Banque sur le site Internet de Sedar au www.sedar.com.

La Banque est l'une des principales institutions financières en Amérique du Nord et la plus internationale des banques canadiennes. La Banque est une institution financière qui offre des services complets tant à l'échelle nationale qu'internationale. Au Canada, la Banque offre une gamme complète de services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux grandes entreprises, des services de banque d'investissement et des services bancaires de gros par l'intermédiaire de son important réseau de succursales et de bureaux à travers le Canada. Avec près de 58 000 employés, la Banque et les membres de son groupe ont des succursales et bureaux desservant environ 12 millions de clients dans quelque 50 pays, qui offrent un vaste éventail de services bancaires et financiers directement ou par l'intermédiaire de filiales et de banques associées, de sociétés de fiducie et d'autres institutions financières.

La Banque compte trois grands secteurs d'activité : le Réseau canadien, les Opérations internationales et Scotia Capitaux. Chacun de ces trois secteurs d'activité est examiné ci-après et d'autres renseignements sur chacun des secteurs d'activité de la Banque se trouvent dans le rapport de gestion 2006 à la page 42 du rapport annuel.

Réseau canadien

Le Réseau canadien de la Banque fournit une gamme complète de services bancaires et d'investissement aux particuliers, aux petites entreprises, aux entreprises de taille moyenne et aux clients bien nantis partout au Canada. La division Services aux particuliers offre une gamme complète de produits et de services financiers à près de 7 millions de clients par l'entremise d'un réseau canadien de distribution multimode composé de 972 succursales, de 2 742 guichets automatiques bancaires, de services bancaires par téléphone et par Internet, de services bancaires sans fil, de trois centres d'appel, de 100 succursales de gestion de patrimoine, de quatre centres de financement pour concessionnaires et de six centres de soutien aux entreprises. La division Services aux particuliers et aux petites entreprises offre des prêts hypothécaires, des prêts divers, des cartes de crédit, des placements, de l'assurance et des produits relatifs aux opérations bancaires courantes aux particuliers et aux petites entreprises. Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits et services, notamment des services de courtage aux particuliers (discretionnaires, non discretionnaires et autogérés), des conseils en gestion de placements, des fonds communs de placement, des produits d'épargne ainsi que des services de planification financière et de gestion privée aux clients fortunés. Services aux entreprises offre une gamme complète de produits aux moyennes et grandes entreprises.

Opérations internationales

La division Opérations internationales de la Banque est active dans plus de 40 pays et comprend des activités dans les régions géographiques suivantes : les Antilles et l'Amérique centrale, le Mexique, l'Amérique latine et l'Asie. La division Opérations internationales comprend également les opérations bancaires aux entreprises et aux particuliers de la Banque à l'extérieur du Canada. Si l'on inclut les filiales et les membres du groupe de la Banque, plus de 27 100 employés partout dans le monde offrent une gamme étendue de services à plus de 4,7 millions de clients. Dans les Antilles et en Amérique centrale, la Banque est active dans 25 pays, où elle compte 372 succursales et bureaux ainsi qu'un réseau de 844 guichets automatiques bancaires et emploie plus de 11 200 personnes. Au Mexique, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, S.A. de C.V. est le sixième groupe financier en importance au sein du système bancaire mexicain, offrant des services à plus de 1,4 million de clients par l'entremise de 494 succursales et bureaux, et a un réseau de 1 122 guichets automatiques bancaires, emploi près de 7 400 employés et détient une part non négligeable des marchés du crédit hypothécaire et du financement automobile, qui connaissent une expansion rapide. Les avoirs de la Banque en Amérique latine comprennent Scotiabank Sud Americano, S.A. au Chili, Scotiabank Peru S.A.A. et un membre de son groupe au Venezuela. Au Chili, la Banque exploite 53 succursales et bureaux et offre des services bancaires aux particuliers, aux commerces et aux entreprises. En 2006, la Banque a étendu ses activités au Pérou, ce qui lui a permis d'obtenir une participation de 77,57 % dans la troisième banque en importance du pays qui compte 140 succursales et d'autres établissements. Dans la région de l'Asie-Pacifique, la Banque est active dans neuf pays, où elle compte 24 succursales et bureaux. Les activités actuelles sont principalement axées sur les services bancaires commerciaux et le financement des échanges commerciaux ainsi que certains services bancaires de gros.

Scotia Capitaux

Scotia Capitaux offre une gamme complète de services bancaires de gros aux entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels partout dans la région visée par l'ALÉNA, ainsi que dans d'autres marchés à créneau déterminés partout dans le monde. Scotia Capitaux compte 18 bureaux et plus de 300 directeurs relationnels répartis selon divers secteurs industriels. Scotia Capitaux est structurée en deux principaux secteurs d'activité. Le secteur Services bancaires aux sociétés et Services bancaires d'investissement mondiaux est organisé en quatre groupes géographiques : clientèle grandes entreprises et Services de banque d'investissement – Canada; clientèle Grandes entreprises – États-Unis; clientèle Grandes entreprises – Europe; et les opérations de gros au Mexique. Au Canada, Scotia Capitaux offre des services bancaires liés aux opérations de gros. Au Mexique, Scotia Capitaux propose une gamme complète de produits liés aux opérations de gros, des services de gestion de trésorerie, de financement du commerce international et d'opération avec les banques correspondantes à ses clients du Mexique. Les unités des États-Unis et d'Europe offrent des produits de crédit aux grandes entreprises ainsi que certains produits autres que de crédit. La division Marchés des capitaux mondiaux représente les activités de négociation de la Banque et est active au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Europe de l'Ouest et en Asie. Cette division se spécialise dans les titres à revenu fixe, les instruments dérivés, les opérations de change, la vente et la négociation des titres ainsi que la recherche se rapportant aux actions et par l'intermédiaire de ScotiaMocatta, les opérations sur métaux précieux.

FACTEURS DE RISQUE

Un investissement dans les billets comporte certains risques. Avant de prendre la décision d'acheter des billets, le souscripteur éventuel devrait examiner attentivement les différents facteurs de risque, y compris, notamment, les suivants :

Pertinence d'un investissement dans les billets

Le souscripteur éventuel devrait décider d'investir dans les billets uniquement après avoir examiné attentivement, avec son conseiller, la pertinence d'un investissement dans les billets à la lumière de ses objectifs en matière d'investissement et des renseignements exposés dans le présent document d'information. Ni la Banque (en sa qualité d'émetteur et d'agent chargé des calculs), ni Scotia Capitaux Inc. (en sa qualité de placeur pour compte), ni le sous-placeur pour compte ni les membres de leur groupe respectif ne formulent aucune recommandation quant à la pertinence d'un investissement dans les billets par quiconque.

Les billets comportent certaines caractéristiques d'investissement qui diffèrent des investissements dans des titres à revenu fixe traditionnels. Les billets n'accorderont pas aux acquéreurs une source de revenu ou un rendement avant la date d'échéance et peuvent ne pas accorder de rendement en excédent du capital à l'échéance. Les billets ne donnent pas un rendement en excédent du capital à la date d'échéance qui est calculé ou établi en fonction d'un taux fixe ou variable d'intérêt. Par conséquent, un investissement dans les billets ne convient qu'aux acquéreurs prêts à assumer les risques afférents à un investissement dont le rendement est lié au rendement des actions. Le capital est uniquement remboursé si les billets sont détenus jusqu'à la date d'échéance. Les billets ne sont pas des titres de créance traditionnels. Les billets n'ont pas de rendement fixe et pourraient ne produire aucun rendement. Par conséquent, les billets ne sont pas des investissements qui conviennent aux acquéreurs qui exigent ou attendent un rendement certain.

Les acquéreurs devraient savoir que le risque que comporte ce type d'investissement est supérieur à ceux qui sont normalement associés à d'autres types d'investissement. Les distributions, s'il en est, et la plus-value du capital, s'il en est, des actions peuvent ne pas être suffisantes pour générer un rendement variable sur les billets.

Comparaison avec d'autres obligations

Les modalités des billets diffèrent de celles des obligations ordinaires ou des titres de créance puisqu'un rendement, s'il en est, n'est payable sur les billets qu'à la date d'échéance dans la plupart des cas et seulement dans la mesure où le rendement du compte d'actions est supérieur à tous les frais du programme applicables pendant la durée des billets et où certains événements, notamment des événements extraordinaires et des cas de protection, ne se produisent pas. Rien ne garantit que le rendement variable sera supérieur à zéro ou qu'un montant plus élevé que le capital sera éventuellement payable à l'égard des billets. De plus, la valeur d'un investissement dans les billets peut diminuer au fil du temps à cause de l'inflation et d'autres facteurs qui nuisent à la valeur actualisée des paiements futurs. En conséquence, un investissement dans les billets peut donner un rendement inférieur au rendement d'autres investissements.

Absence de rendement garanti sur les billets

Bien qu'un acquéreur ait le droit de recevoir un paiement à la date d'échéance qui ne soit pas inférieur au capital du billet, les billets ne portent pas un taux d'intérêt fixe et rien ne peut garantir qu'ils réaliseront un rendement. Les rendements historiques des actions ne devraient pas être considérés comme une indication du rendement futur des billets. Rien ne garantit que les actions s'apprécieront au cours de la période pendant laquelle les billets sont en circulation et qu'un rendement sera réalisé sur les billets à la date d'échéance, et aucune garantie n'est réputée donnée à cet égard.

Mise en gage

La capacité d'un acquéreur de mettre en gage les billets ou de prendre autrement une mesure à l'égard de sa participation dans ces billets (autrement que par l'intermédiaire d'un adhérent de CDS) peut être limitée en raison de l'absence d'un certificat matériel.

Incertitude du rendement jusqu'à la date d'échéance

Rien ne garantit que les sociétés seront en mesure d'atteindre leurs objectifs stratégiques et rien ne garantit que les sociétés seront en mesure de verser des distributions. Dans certaines circonstances, les sociétés peuvent suspendre le versement de distributions. Si tel est le cas, les acquéreurs de billets ne jouiront pas des avantages du réinvestissement des distributions théoriques dans le portefeuille. Il faut souligner que le rendement passé des actions n'est pas nécessairement une indication des résultats futurs. Rien ne garantit que les distributions réinvesties, s'il en est, ne seront pas compensées par des baisses de la valeur des actions de sorte que, même si des distributions ont été réinvesties, aucun rendement variable ne sera payé.

Les billets ne conviennent généralement pas à l'acquéreur qui a besoin de liquidités avant la date d'échéance. L'acquéreur devrait consulter son conseiller en placements pour déterminer s'il serait plus avantageux pour l'acquéreur dans les circonstances de vendre le billet (en supposant qu'un marché secondaire soit disponible) ou de détenir le billet jusqu'à la date d'échéance. L'acquéreur devrait également consulter son conseiller en fiscalité au sujet des incidences fiscales découlant d'une vente avant la date d'échéance comparativement à la détention du billet jusqu'à la date d'échéance.

Dépendance envers la direction

La réussite des sociétés est tributaire, comme par le passé, de l'habileté et de l'acuité de leurs équipes de direction respectives. Sauf pour ce qui est de la caractéristique de protection du capital des billets, un investissement dans les billets comporte les mêmes risques qu'un investissement direct dans les sociétés. Si ces personnes cessaient de participer aux activités des sociétés et si des remplaçants satisfaisants ne pouvaient être trouvés, la capacité des sociétés de mettre à exécution leurs plans d'affaires pourrait être compromise. Rien ne garantit : a) que les objectifs stratégiques d'une société seront atteints, b) que les stratégies d'entreprise d'une société s'avéreront fructueuses, c) que la politique de distribution d'une société sera maintenue, ou d) qu'une société pourra éviter les pertes. Le rendement passé d'une société ou de ses actions n'est pas représentatif des rendements futurs.

Le rendement historique des actions n'est pas une indication du rendement futur

Le rendement variable, s'il en est, sera établi en fonction du rendement des actions théoriques détenues dans le compte d'actions. Le rendement historique des actions n'est pas nécessairement une indication de leur rendement futur. Les valeurs marchandes des actions seront touchées par des facteurs complexes et interreliés, notamment politiques, économiques et financiers.

Risques reliés aux actions

Bien que les cours des actions détermineront leurs valeurs marchandes, il est impossible de prédire si la valeur marchande d'une action augmentera ou diminuera. Les cours des actions seront influencés par des facteurs complexes et interreliés, notamment politiques, économiques et financiers pouvant influencer les marchés des capitaux et des marchandises en général et les marchés boursiers sur lesquels les titres sous-jacents sont négociés et par diverses circonstances pouvant avoir une incidence sur la valeur d'une action en particulier.

Risque lié à la liquidité et négociation des billets sur le marché secondaire

Les billets sont destinés aux acquéreurs faisant des placements à long terme qui sont prêts à détenir les billets jusqu'à la date d'échéance. Les billets ne sont pas destinés à un placement à court terme.

Le capital et le rendement variable, s'il en est, par billet ne sont payables qu'à l'échéance. Un acquéreur ne peut choisir de recevoir le rendement variable avant la date d'échéance. Les billets ne seront inscrits à la cote d'aucune Bourse. Toutefois, le placeur pour compte prévoit déployer des efforts raisonnables pour maintenir un marché secondaire pour les billets, mais se réserve le droit de ne pas le faire à l'avenir à sa seule discrétion, et sans donner de préavis aux acquéreurs. Ces efforts consisteront en l'affichage d'un cours acheteur quotidien des billets par l'intermédiaire de FundSERV. Le placeur pour compte peut, pour quelque raison que ce soit, choisir de ne pas acheter des billets d'un acquéreur donné. Les acquéreurs peuvent vendre les billets dans un tel marché secondaire avant l'échéance. Rien ne garantit qu'un acquéreur ayant acheté des billets sur le marché secondaire pourra récupérer toute prime qu'il peut avoir payée. Le prix

que le placeur pour compte versera à un acquéreur pour un billet avant la date d'échéance sera établi par le placeur pour compte, à son entière discrétion, et sera fonction, notamment, des éléments suivants : i) l'augmentation ou la diminution de la valeur des actifs dans le portefeuille depuis la date d'émission ; ii) le fait que les actifs dans le portefeuille seront réaffectés de temps à autre entre le compte d'actions et le compte d'obligations pendant la durée des billets; et iii) certains autres facteurs interreliés y compris, notamment, la volatilité de la valeur des actifs théoriques dans le portefeuille, les taux d'intérêt en vigueur et la durée restante jusqu'à la date d'échéance. Les liens entre ces facteurs sont complexes et peuvent également être touchés par de nombreux facteurs, notamment politiques et économiques, qui peuvent avoir une incidence sur le cours d'un billet. Plus particulièrement, les acquéreurs devraient réaliser que le cours des billets sur le marché secondaire i) peut ne pas augmenter et diminuer avec les changements du cours des actions; et ii) peut ultérieurement être touché par des changements aux taux d'intérêt courants, indépendamment du rendement des actifs théoriques dans le portefeuille. À cause de la méthode utilisée pour établir le prix du rendement variable, la valeur prévue du rendement variable peut être beaucoup moins importante que la valeur calculée par rapport au rendement du compte d'actions seulement. Si un acquéreur vend des billets avant l'échéance, il peut devoir les vendre à décote du capital initial même si le rendement du portefeuille a été positif et, en conséquence, l'acquéreur peut subir des pertes. L'acquéreur qui vend un billet avant la date d'échéance peut devoir payer des frais de négociation anticipée pouvant aller jusqu'à 5,75 % du capital.

Conflits d'intérêts possibles entre l'acquéreur et La Banque de Nouvelle-Écosse

La Banque est l'émetteur des billets. À titre d'agent chargé des calculs, Scotia Capitaux calculera le montant, s'il en est, du rendement variable payé aux acquéreurs à l'échéance. L'agent chargé des calculs peut également être tenu d'exercer son jugement à l'égard des billets de temps à autre. Par exemple, l'agent chargé des calculs peut devoir se prononcer sur la survenance d'un cas de perturbation du marché ou d'un événement extraordinaire, et peut, en conséquence d'un tel cas ou événement et en conséquence d'un cas de remplacement, devoir faire certains calculs et prendre certaines décisions. Bien que l'agent chargé des calculs soit tenu de faire ces calculs et de prendre ces décisions de bonne foi suivant des procédures raisonnables sur le plan commercial en vue d'obtenir un résultat raisonnable sur le plan commercial, sauf erreur manifeste, tous les calculs et toutes les décisions de l'agent chargé des calculs seront définitifs et exécutoires pour les acquéreurs et n'engageront pas la responsabilité de l'agent chargé des calculs, du placeur pour compte ou de la Banque, et les acquéreurs n'auront pas droit à quelque indemnité de la part de la Banque, de l'agent chargé des calculs ou du placeur pour compte pour une perte subie par suite d'un calcul ou d'une décision de l'agent chargé des calculs. Étant donné que les calculs et les décisions de l'agent chargé des calculs peuvent influencer sur la valeur marchande des billets, la Banque peut être en conflit d'intérêts si l'agent chargé des calculs doit faire de tels calculs ou prendre de telles décisions.

Puisque la Banque et l'agent chargé des calculs peuvent être la même personne, l'agent chargé des calculs peut avoir un intérêt économique contraire à celui des acquéreurs, y compris à l'égard des arrangements de couverture de la Banque relativement aux billets. La Banque et les membres de son groupe peuvent également effectuer des opérations sur les titres de chaque société (y compris les actions) et peuvent, lorsqu'ils y ont droit, accepter des dépôts de toute société ou de toute autre personne ou entité ayant des obligations à l'égard de cette société, leur consentir des prêts ou leur accorder autrement du crédit, et se livrer à quelque activité, notamment commerciale ou bancaire d'investissement, avec celles-ci, et peuvent effectuer pour leur propre compte des opérations sur les actions ou sur des options, contrats à terme ou dérivés relativement aux actions (y compris les opérations que la Banque peut juger appropriées, à sa discrétion, pour se protéger contre tout risque à l'égard des billets) et peuvent agir à l'égard de ces activités de la même manière qu'ils le feraient si les billets n'existaient pas, peu importe que cette mesure puisse avoir une incidence défavorable sur la valeur des actions et donc sur le rendement variable payable à l'égard des billets. La Banque et les membres de son groupe peuvent, en raison des relations décrites ci-dessus ou autrement, être de temps à autre en possession de renseignements se rapportant à toute société pouvant ne pas être publiquement disponibles ou connus des acquéreurs, et les billets ne sauraient créer une obligation pour la Banque ou les membres de son groupe de communiquer ces relations ou renseignements (confidentiels ou non) aux acquéreurs.

De plus, la Banque et les membres de son groupe peuvent, lorsqu'ils y ont droit, accepter des dépôts de toute société, lui consentir des prêts ou lui accorder autrement du crédit, et se livrer à quelque activité, notamment commerciale ou bancaire d'investissement, avec celle-ci, et peuvent agir à l'égard de ces activités de la même manière qu'ils le feraient si les billets n'existaient pas, peu importe que cette mesure puisse déclencher un cas d'effet de levier, un cas de désendettement ou un cas de protection ou encore avoir une incidence défavorable sur les actions et donc sur le rendement variable, s'il en est, payable à l'égard des billets.

Nouvelle répartition du portefeuille

Si, aux termes du calcul de répartition de l'actif, des éléments d'actif sont déplacés du compte d'actions vers le compte d'obligations au cours de la durée des billets, cette répartition réduira l'exposition des billets aux actions théoriques. Les montants à répartir entre le compte d'actions et le compte d'obligations seront établis conformément au calcul de répartition de l'actif.

Dépenses et frais d'opération

Pour que le paiement à la date d'échéance excède le capital, il faudra que le rendement de l'actif théorique détenu dans le portefeuille à la date d'échéance excède le total des frais et dépenses payés à l'égard des billets au cours de la durée des billets.

Effet de levier

Il est possible qu'un montant pouvant atteindre 200 % du produit brut soit exposé aux actions. Au départ, 4,50 \$ seront prélevés sur le prêt et investis dans le compte d'actions. Bien que cette exposition dépasse 100 % du produit net, le portefeuille aura théoriquement contracté un emprunt pour acquérir les actions théoriques supplémentaires. L'utilisation d'un emprunt crée une possibilité d'exposition accrue aux actions et le potentiel d'un rendement accru. Cependant, le fait de contracter un emprunt comporte des risques spéciaux. Même si le capital de l'emprunt théoriquement contracté sera fixe, la valeur des actions peut changer pendant que l'emprunt est en cours. Étant donné que toute baisse de la valeur des actions sera supportée entièrement par le portefeuille (et non par les personnes qui consentent l'emprunt), une baisse de la valeur des actions donnera lieu à une plus forte diminution du rendement du portefeuille que si aucun emprunt n'avait été contracté. Les diminutions du rendement du portefeuille pourraient mener à une répartition accrue au compte d'obligations aux termes du calcul de répartition de l'actif, ce qui réduira la possibilité que les billets produisent un rendement variable à l'échéance.

L'emprunt théoriquement contracté créera des frais d'intérêt pour les acquéreurs des billets. Scotia Capitaux recevra les intérêts payables sur les fonds théoriquement empruntés aux termes du prêt, calculés à un taux d'intérêt annuel correspondant au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,25 %, accumulés quotidiennement et versés mensuellement. Les frais d'intérêt pourraient dépasser le rendement tiré de l'emprunt contracté. Dans la mesure où le rendement tiré des actions théoriques achetées avec l'emprunt contracté est supérieur aux intérêts que les billets devront verser sur l'emprunt contracté, le rendement du portefeuille sera plus élevé que si aucun emprunt n'avait été contracté. À l'inverse, si le rendement tiré des actions théoriques achetées avec l'emprunt contracté n'est pas suffisant pour couvrir les frais d'intérêt sur l'emprunt contracté, le rendement du portefeuille sera alors moins élevé que si aucun emprunt n'avait été contracté.

Changement apporté à la réglementation

Les changements futurs apportés à la réglementation dans les territoires concernés pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les sociétés et les billets.

Risque de crédit

Puisque l'obligation de verser des paiements aux acquéreurs est une obligation de la Banque, la probabilité que ces acquéreurs reçoivent les versements qui leur sont dus à l'égard des billets sera tributaire de la santé financière et de la solvabilité de la Banque.

Aucune assurance-dépôts

Les billets ne constitueront pas des dépôts qui sont assurés en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* ou de quelque autre régime d'assurance-dépôts.

Cas de protection

Si un cas de protection se produit, alors pendant la durée restante des billets, les billets n'auront plus d'exposition aux actions théoriques. Après la survenance d'un cas de protection, tout rendement variable sur les billets calculé à la date de cette survenance sera théoriquement investi dans le compte d'obligations et le produit sera versé à l'acquéreur à la date d'échéance. Si un cas de protection se produit, la possibilité que l'acquéreur reçoive un rendement variable est considérablement réduite.

Cas de perturbation du marché

Si un cas de perturbation du marché se produit, la décision à savoir si un cas d'effet de levier, un cas de désendettement ou un cas de protection s'est produit, et les opérations théoriques en découlant de vente ou d'achat d'obligations ou d'actions ou les prélèvements ou remboursements théoriques sur le prêt ou les encaissements et réinvestissements théoriques de distributions peuvent être retardés. Des fluctuations des cours des actions théoriques et des cours d'une obligation théorique peuvent se produire dans l'intervalle.

Advenant qu'un cas de perturbation du marché se produise et se poursuive pendant huit jours ouvrables consécutifs, l'agent chargé des calculs peut, à sa discrétion, établir la valeur marchande de l'action touchée aux fins du calcul de répartition de l'actif ou encore qualifier la survenance d'un tel événement d'événement extraordinaire. Dans de telles circonstances, le rendement variable, s'il en est, peut être inférieur au rendement variable, s'il en est, qui aurait par ailleurs été payable si le cas de perturbation du marché ne s'était pas produit. Voir « Description des billets – Circonstances particulières – Cas de perturbation du marché » et « Description des billets – Circonstances particulières – Événement extraordinaire ».

Un cas de perturbation du marché peut également constituer un cas de remplacement, auquel cas l'agent chargé des calculs peut, à sa discrétion, remplacer l'action affectée par une action ou part de fiducie de revenu différente. Cela peut influencer sur le rendement variable, s'il en est, que réalisent les acquéreurs de billets. Voir « Description des billets – Circonstances particulières – Cas de remplacement ».

Un cas de perturbation du marché peut également retarder le paiement du rendement variable, s'il en est. Si un cas de perturbation du marché se produit et qu'il n'est pas résolu avant le 15^e jour ouvrable précédant la date d'échéance, le paiement du capital se produira à la date d'échéance, et le paiement du rendement variable, s'il en est, se produira le plus tôt possible après la résolution du cas de perturbation du marché et, dans tous les cas, au plus tard 180 jours après la date d'échéance.

Événement extraordinaire

Si un événement extraordinaire se produit, les billets pourraient ne plus avoir d'exposition au compte d'actions et pourraient n'avoir une exposition qu'au compte d'obligations. Après la survenance d'un événement extraordinaire, les billets ne participeront pas à tout rendement qui peut être réalisé sur les actions théoriques à la suite d'un événement extraordinaire. Si un événement extraordinaire se produit, la possibilité que l'acquéreur reçoive un rendement variable peut être considérablement réduite. Voir « Description des billets – Circonstances particulières – Événement extraordinaire ».

Rajustements dans le cas de circonstances particulières

Dans certaines circonstances, l'agent chargé des calculs peut remplacer une action théorique théoriquement détenue dans le compte d'actions par une action théorique ou part de fiducie de revenu théorique différente. S'il le fait, l'agent chargé des calculs peut, à sa discrétion, apporter certains rajustements à la détermination du rendement variable, pour tenir compte de façon équitable de ces circonstances. Un cas de remplacement peut avoir une incidence défavorable sur le rendement variable, s'il en est, que réalisent les acquéreurs des billets. Voir « Description des billets – Circonstances particulières ».

Aucun calcul indépendant

Dans le cadre de ses responsabilités, l'agent chargé des calculs, agissant de façon raisonnable, sera seul responsable du calcul de la VL par billet en fonction des calculs du rendement du portefeuille et du calcul de répartition de l'actif effectués par l'agent chargé des calculs. Aucun agent indépendant chargé des calculs ne sera embauché pour effectuer ou confirmer les décisions prises et calculs effectués par l'agent chargé des calculs.

Risques reliés aux sociétés

Le rendement variable, s'il en est, payable sur les billets est lié au rendement du portefeuille, lequel est lui-même fondé sur le rendement des actions. Par conséquent, certains facteurs de risque applicables aux acquéreurs qui investissent directement dans des actions sont également applicables à un investissement dans des billets dans la mesure où ces facteurs de risques pourraient avoir un effet défavorable sur les distributions versées par la société et sur le rendement de la société. Il y a lieu de se reporter aux dossiers d'information continue des sociétés, lesquels peuvent être obtenus au www.sedar.com. Les acquéreurs sont priés d'examiner les principaux facteurs de risque applicables à chaque société avant de prendre une décision d'investissement à l'égard des billets. La Banque n'est pas affiliée à l'une ou l'autre des sociétés et n'a pas exécuté de contrôle préalable ni d'examen de celles-ci. Ni la Banque, ni le placeur pour compte ni les membres de leurs groupes respectifs n'assument quelque responsabilité quant à l'exactitude de l'information relative aux sociétés contenue dans le présent document d'information ou accessible au public. Les souscripteurs éventuels devraient procéder à un examen indépendant des sociétés comme ils le jugent nécessaire pour leur permettre de prendre une décision éclairée à l'égard d'un investissement dans les billets.

Absence de contrôle sur la direction

Puisque le portefeuille n'est que théorique, les acquéreurs ne détiendront pas de droit de propriété ni d'autre participation dans les actions ou les obligations constituant le portefeuille si ce n'est du droit de se faire verser un rendement, s'il en est, sur les billets en fonction du rendement du portefeuille. Aucun contrôle ne sera exercé sur la direction de toute entité dont les titres font partie du portefeuille. Le rendement des billets sera tributaire en partie des compétences et des accomplissements de la direction des sociétés, en plus des facteurs généraux d'ordre économique et boursier.

Diversification et concentration

Bien que les actions de chaque société feront, à la date d'émission, l'objet d'une pondération égale en dollars dans le compte d'actions, les changements à la valeur marchande des actions à compter de la date d'émission, conjugués à la formule de négociation des actions, peuvent faire en sorte que les actions d'une ou plusieurs sociétés aient avec le temps une pondération ou concentration supérieure dans le compte d'actions, ce qui réduirait la diversification du compte d'actions.

Absence de propriété des actions ou des obligations

Les billets ne donneront pas à l'acquéreur quelque droit de propriété direct ou indirect ou autre droit à l'égard des actions, des obligations ou de l'actif théoriquement détenu dans le portefeuille. En tant que tel, l'acquéreur n'aura aucun des droits et avantages d'un actionnaire, d'un porteur de parts ou d'un autre porteur de titres d'une société, notamment aucun droit de recevoir des distributions ou des dividendes ou de voter ou d'assister à des assemblées des porteurs de parts ou des porteurs de titres d'une société.

La propriété des billets diffère de la propriété d'actions. Les billets ne représentent pas un substitut direct à un investissement dans les sociétés. Un investissement dans les billets offre la possibilité de participer à la valeur du portefeuille, tout en recevant à la date d'échéance le remboursement du capital investi dans chaque billet. En tant que tel, les billets servent de moyens de participer à la plus-value des actions, s'il en est, en fonction du rendement du portefeuille, tout en assurant le remboursement final du capital investi à la date d'échéance.

Cours des actions

Les acquéreurs devraient reconnaître qu'il est impossible de savoir si la valeur des actions théoriques faisant partie du compte d'actions augmentera ou diminuera à tout moment. Les cours des actions peuvent être touchés par des facteurs

complexes et interreliés, notamment d'ordre politique, économique et financier, qui peuvent influencer sur les marchés financiers en général ou sur les marchés des actions sur lesquels les actions sont négociées.

Risques liés aux fiducies de revenu

La législation se rapportant aux entités intermédiaires de placement déterminées (les « EIPD »), annoncée initialement le 31 octobre 2006, a été adoptée. Ces règles visent l'application d'un impôt aux fiducies sur les distributions de certains revenus gagnés par une fiducie EIPD, à un taux d'imposition comparable aux taux combinés d'imposition fédéral et provincial des sociétés. Certaines sociétés du portefeuille sont des fiducies EIPD et certaines nouvelles sociétés du portefeuille peuvent être des fiducies EIPD à la suite de la survenance de certains événements. En raison des règles EIPD, la valeur après impôts des distributions, s'il en est, versées sur les actions des sociétés qui sont des fiducies EIPD peut être réduite, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur la valeur du compte d'actions. En raison des règles EIPD, les entités touchées par ces règles, y compris certaines des sociétés, peuvent envisager une restructuration qui pourrait avoir une incidence sur les cours des actions pertinentes et, par conséquent, sur la valeur du compte d'actions.

Questions d'ordre économique et réglementaire

L'évolution de la conjoncture économique, et notamment les taux d'intérêt, les taux d'inflation, la situation de l'industrie, la concurrence, les progrès technologiques, les événements et tendances politiques et diplomatiques, la guerre, les lois fiscales et d'innombrables autres facteurs, peuvent avoir une incidence considérable et défavorable sur les activités et les perspectives d'avenir des sociétés et des actions. Toutes ces situations sont indépendantes de la volonté de la Banque.

Les billets ne sont pas assujettis aux lois canadiennes sur les valeurs mobilières. Par conséquent, les acquéreurs ne disposent pas des mêmes droits d'action à l'égard de la divulgation dans le présent document d'information que ceux qu'un prospectus offrirait. Aucune commission des valeurs mobilières ni aucune autorité semblable ne s'est prononcée sur la qualité des billets ou du présent document d'information.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

L'information intégrée par renvoi dans le présent document d'information provient de documents que la Banque a déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités analogues au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés par renvoi sur demande adressée à la vice-présidente à la direction, Services juridiques et secrétariat général, La Banque de Nouvelle-Écosse, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto (Ontario) M5H 1H1, téléphone 416-866-3672.

Les documents suivants sont expressément intégrés par renvoi dans le présent document d'information et en font partie intégrante :

- a) la notice annuelle de la Banque datée du 19 décembre 2006;
- b) les états financiers consolidés de la Banque au 31 octobre 2006 et 2005 et pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que le rapport des vérificateurs et le rapport de gestion qui figurent dans le rapport annuel de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006;
- c) la circulaire de la direction de la Banque sollicitant des procurations jointe à son avis de convocation daté du 15 janvier 2007; et
- d) les états financiers consolidés de la Banque au 31 juillet 2007 et pour la période de neuf mois terminée à cette date, y compris le rapport de gestion et les résultats d'exploitation compris dans le rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2007 de la Banque.

Les documents du type mentionné dans le paragraphe qui précède et tout état financier intermédiaire non vérifié pour des périodes financières de trois, de six ou de neuf mois, les circulaires d'information, les déclarations de changement important (sauf les déclarations confidentielles de changement important), les communiqués de presse renfermant de l'information financière concernant la Banque pour les périodes postérieures au 31 octobre

2006 et les déclarations d'acquisition d'entreprise visant des acquisitions postérieures au 31 octobre 2006 déposés par la Banque auprès des autorités en valeurs mobilières au Canada après la date du présent document d'information et avant la réalisation ou le retrait du présent placement, sont réputés intégrés par renvoi dans le présent document d'information.

Toute déclaration contenue dans un document qui est intégré ou réputé intégré aux présentes par renvoi ou qui est contenue dans le présent document d'information est réputée modifiée ou remplacée aux fins du présent document d'information dans la mesure où une déclaration contenue aux présentes ou dans un autre document déposé par la suite qui est ou est réputé également intégré aux présentes par renvoi, modifie ou remplace cette déclaration. Il n'est pas nécessaire que la déclaration de modification ou de remplacement indique qu'elle a modifié ou remplacé une déclaration antérieure ou comporte d'autres renseignements indiqués dans le document qu'elle modifie ou remplace. La formulation d'une déclaration de modification ou de remplacement ne saurait être réputée une admission à quelques fins que ce soit selon laquelle la déclaration modifiée ou remplacée constituait, au moment où elle a été faite, une information fausse ou trompeuse, ou une déclaration inexacte d'un fait important ou une omission d'énoncer un fait important dont la mention est requise ou qui est nécessaire pour qu'une déclaration ne soit pas fausse ou trompeuse à la lumière des circonstances dans lesquelles elle a été faite. Toute déclaration ainsi modifiée ou remplacée ne sera réputée faire partie du présent document d'information que dans la mesure où elle est ainsi annulée ou remplacée.

GLOSSAIRE

« **acquéreur** » : Un porteur de billets.

« **acquéreur initial** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

« **action affectée** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Description des billets – Circonstances particulières – Cas de remplacement ».

« **action de remplacement** » : S'entend d'un titre théorique remplaçant une action théorique dans le portefeuille après la survenance d'un cas de remplacement.

« **action touchée** » : S'entend d'une action touchée par un cas de perturbation du marché.

« **actions liées à la fusion** » : S'entend des titres de participation reçus d'une société fusionnée à l'égard d'actions.

« **actions remplacées** » : S'entend des actions théoriques échangées dans le contexte d'un cas de fusion contre des actions liées à la fusion théoriques.

« **adhérents** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Inscription en compte seulement ».

« **agent chargé des calculs** » : Scotia Capitaux ou son délégué.

« **ARC** » : L'Agence du revenu du Canada.

« **Banque** » : La Banque de Nouvelle-Écosse.

« **billets** » : Les billets de dépôt diversiCAPITAL axés sur le revenu et la croissance (rendement total), série 1 de La Banque de Nouvelle-Écosse offerts au moyen du présent document d'information.

« **billets diversiCAPITAL BNÉ** » S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Taille de l'émission ».

« **Bourse** » : S'entend, à l'égard d'une action à une date donnée, de la ou des Bourses ou du ou des systèmes de négociation applicables à la cote desquels l'action est inscrite, affichée ou négociée.

« **Bourse connexe** » : S'entend, à l'égard d'une action, de toute Bourse ou système de négociation à la cote duquel des contrats à terme ou options visant cette action sont cotés ou négociés de temps à autre.

« **calcul de répartition de l'actif** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **capital** » : 100 \$ par billet.

« **cas d'effet de levier** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **cas de désendettement** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **cas de fusion** » : S'entend, à l'égard d'une action : i) de tout reclassement ou changement de l'action qui entraîne le transfert de toutes les actions en circulation à une autre personne ou entité ou un engagement irrévocable d'effectuer ce transfert; ii) de tout regroupement, toute fusion ou tout échange exécutoire d'actions de la société concernée avec une autre personne ou entité (sauf un regroupement, une fusion ou un échange exécutoire d'actions dans le cadre duquel cette société est l'entité prorogée et qui n'a pas comme résultat un reclassement ou changement accessoire de toutes les actions en circulation); iii) de toute offre publique d'achat ou d'échange, sollicitation, proposition ou autre éventualité aux termes de laquelle une personne ou entité doit acheter ou autrement obtenir 100 % des actions en circulation de cette

société qui occasionne un transfert de toutes ces actions ou un engagement irrévocable de faire ce transfert (si ce n'est des actions détenues en propriété ou contrôlées par cette autre personne ou entité); iv) de tout regroupement, de toute fusion ou de tout échange exécutoire d'actions de cette société ou de ses filiales avec une autre entité dans le cadre duquel cette société est l'entité prorogée et qui n'a pas comme résultat un reclassement ou changement accessoire de toutes ces actions en circulation mais qui entraîne que les actions en circulation (sauf les actions détenues en propriété ou contrôlées par l'autre entité) immédiatement avant cette éventualité représentent collectivement moins de 50 % des actions en circulation immédiatement après cette éventualité (communément appelée une « fusion inversée »).

« **cas de perturbation du marché** » : S'entend, à l'égard d'une action, d'un événement, d'une circonstance ou d'une cause de bonne foi (pouvant être raisonnablement prévisible ou non) indépendant de la volonté raisonnable de la Banque ou de toute personne qui a un lien de dépendance avec la Banque qui a eu, aura ou pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la capacité de courtiers en valeurs en général d'acquérir, d'établir, de rétablir, de remplacer, de maintenir, d'annuler ou de modifier les couvertures de positions à l'égard de cette action. Un cas de perturbation du marché peut comprendre, notamment, l'un ou l'autre des événements suivants : i) toute suspension ou limitation des négociations imposées par la Bourse ou Bourse connexe applicable ou autrement et que ce soit en raison de fluctuations des cours dépassant les limites permises par la Bourse ou Bourse connexe applicable ou autrement : a) relativement à une ou des actions sur la ou les Bourses; ou b) sur les contrats à terme ou contrats d'options ou contrats à livrer relativement aux actions en cause à toute Bourse connexe pertinente; ii) la clôture (« clôture anticipée ») un jour de Bourse de la ou des Bourses ou Bourses connexes pertinentes avant leur date de clôture prévue à moins que cette heure de clôture anticipée ne soit annoncée par cette ou ces Bourses ou Bourses connexes au moins une heure avant la première à survenir des éventualités suivantes : a) l'heure de fermeture réelle de la séance régulière à cette ou ces Bourses ou Bourses connexes ce jour de Bourse-là; et b) l'échéance pour la présentation des ordres devant être inscrits dans le système de la Bourse ou Bourse connexe à des fins d'exécution à la clôture de la séance ce jour de Bourse-là; iii) tout événement (sauf une clôture anticipée) qui perturbe ou réduit (comme en décide l'agent chargé des calculs) la capacité des intervenants du marché en général : a) d'effectuer des opérations sur les actions à la ou aux Bourses ou d'obtenir leur valeur marchande; ou b) d'effectuer des opérations sur des contrats à terme ou contrats d'options relativement aux actions à toute Bourse connexe pertinente ou d'en obtenir la valeur marchande; iv) le défaut tout jour de Bourse de la Bourse pertinente pour l'action en cause ou de toute Bourse connexe d'ouvrir à des fins d'opérations au cours de sa séance régulière; v) l'adoption, la publication, le décret ou l'autre promulgation de lois, de règlements, de règles ou d'ordonnances d'un tribunal ou d'une autre autorité gouvernementale qui rendrait illégal ou impossible pour la Banque ou l'agent chargé des calculs d'exécuter ses obligations aux termes des billets ou pour les courtiers en valeurs en général d'acquérir, d'établir, de rétablir, de remplacer, de maintenir, d'annuler ou de modifier les couvertures de positions à l'égard de cette action; vi) la prise de toute mesure par une autorité gouvernementale, administrative, législative ou judiciaire du Canada ou d'un autre pays, ou de l'une de leurs subdivisions politiques, qui a une incidence défavorable importante sur les marchés financiers du Canada ou d'un pays où se trouve toute Bourse ou Bourse connexe applicable; ou vii) une épidémie ou le déclenchement ou l'escalade des hostilités ou une autre calamité ou crise nationale ou internationale (y compris les désastres naturels) qui a eu ou pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la capacité de la Banque ou de l'agent chargé des calculs d'exécuter ses obligations aux termes des billets ou des courtiers en valeurs en général d'établir, de conserver ou de modifier les couvertures de positions à l'égard d'une action ou une incidence défavorable et importante sur l'économie du Canada ou la négociations des titres en général à toute Bourse ou Bourse connexe pertinente.

« **cas de protection** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **cas de remplacement** » : S'entend, à l'égard d'une action théorique, d'un cas qui, de l'avis de l'agent chargé des calculs, a eu un effet défavorable important ou pourrait avoir un effet défavorable important sur la liquidité de l'action (comparativement à sa liquidité à la date d'émission) et peut inclure, notamment : i) une nationalisation; ii) une insolvabilité; iii) un cas lié à la réglementation; iv) un changement de domicile; v) une radiation de la cote; ou vi) un cas de fusion à l'égard de cette action que l'agent chargé des calculs considère à sa discrétion comme un cas de remplacement.

« **cas de répartition** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **cas lié à la réglementation** » : S'entend de tout changement des lois ou règlements ou de leur interprétation ou de leur administration pouvant avoir un effet défavorable sur les acquéreurs des billets.

« **CDS** » : Services de dépôt et de compensation CDS inc.

« **changement de domicile** » : S'entend, à l'égard d'une action, du fait que la société qui a émis cette action cesse d'être canadienne, comme l'établit l'agent chargé des calculs.

« **compte d'actions** » : S'entend du compte d'inscription constituant une partie du portefeuille qui peut théoriquement détenir des actions et des espèces.

« **compte d'obligations** » : S'entend du compte d'inscription en compte constituant une partie du portefeuille qui peut théoriquement détenir des obligations.

« **cours acheteur** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Marché secondaire ».

« **date d'échéance** » : Le 21 mai 2014.

« **date d'émission** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Date d'émission ».

« **date de fusion** » : S'entend de la date de clôture d'un cas de fusion ou, lorsqu'une date de clôture ne peut être établie aux termes de la loi locale applicable à ce cas de fusion, de toute autre date que fixe l'agent chargé des calculs à sa discrétion.

« **DBRS** » : Dominion Bond Rating Service Limited.

« **distance** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de la répartition de l'actif ».

« **distribution** » : S'entend d'une distribution, s'il en est, versée par une société sur des actions et reçue en espèces ou en actions, à moins que les actions distribuées ne soient regroupées avec les actions en circulation immédiatement avant cette distribution ou qu'une autre opération semblable ne soit effectuée par la société de sorte que l'effet net pour les acquéreurs d'actions n'est pas la réception d'espèces ou d'autres actions.

« **événement extraordinaire** » : S'entend de l'un ou l'autre des événements suivants qui survient entre la date d'émission et la date d'échéance lorsque l'agent chargé des calculs décide à son entière discrétion de qualifier cet événement d'événement extraordinaire : i) la dissolution ou la liquidation d'une société ou toute autre cessation des opérations sur des actions; ii) une modification importante des conditions générales relatives aux actions (notamment une modification importante des documents constitutifs de la société concernée) ou la survenance d'un événement ou changement ayant un effet défavorable important sur des actions (notamment l'interruption, la rupture ou la suspension pendant une période de temps considérable des opérations sur les actions à toute Bourse, sur tout marché ou système de cotation); iii) des activités pertinentes d'une société ou de sa direction ou y ayant trait sont ou deviennent illégitimes, illégales ou autrement interdites en totalité ou en partie par suite de la conformité à une loi, à un règlement, à une décision, à une ordonnance ou à une directive actuelle ou future d'une autorité gouvernementale, administrative, législative ou judiciaire, ou par suite de l'interprétation qui est en faite; iv) une autorisation ou licence pertinente est révoquée ou fait l'objet d'un examen par une autorité compétente à l'égard d'une société; v) un changement des dispositions ou de l'interprétation ou de l'administration officielle des lois ou règlements relatifs à l'imposition qui a ou qui est susceptible d'avoir un effet défavorable important sur un porteur d'actions ou à l'égard de toute opération de couverture conclue dans le cadre du placement; vi) la Banque est dans l'impossibilité d'acquérir, d'établir, de rétablir, de remplacer, de maintenir ou d'annuler de façon efficace une opération de couverture dans le cadre du placement ou de réaliser, de recouvrer ou de remettre le produit d'une telle opération de couverture; vii) une hausse du coût d'acquisition, d'établissement, de rétablissement, de remplacement, de maintien, d'annulation ou d'aliénation d'une opération de couverture dans le cadre du placement ou du coût de réalisation, de recouvrement ou de remise du produit tiré d'une telle opération de couverture; viii) à la suite de l'adoption ou du changement des lois, ordonnances, règlements, décrets ou avis, quelle qu'en soit la description, ou de la délivrance d'une directive ou de la promulgation de lois, d'ordonnances, de règlements, de décrets ou d'avis quelle qu'en soit la description, ou d'un changement de leur interprétation, de manière formelle ou informelle, par un tribunal, une autorité de réglementation ou un corps administratif ou judiciaire comparable, après cette date ou à la suite d'un autre événement : 1) il deviendrait illégal pour un porteur d'actions de

détenir, d'acheter ou de vendre des actions, 2) le coût d'un investissement dans des actions augmenterait de façon importante, exception faite des hausses de la valeur marchande des actions dans le cours normal ou 3) un porteur d'actions subirait une perte importante par suite de la détention d'actions; ou ix) un cas de perturbation du marché se poursuit pendant huit jours ouvrables consécutifs ou plus.

« **formule de négociation des actions** » : S'entend de la formule que doit suivre l'agent chargé des calculs, après l'achat théorique initial d'actions pour le compte d'actions suivant la date d'émission, à l'égard des achats et ventes théoriques d'actions pour le compte d'actions (y compris les réinvestissements de distributions, s'il en est) suivant laquelle ces achats et ventes seront effectués (en se servant des valeurs marchandes courantes à tout moment au cours du jour pertinent comme les établit l'agent chargé des calculs) au prorata en fonction du pourcentage relatif de la valeur marchande du compte d'actions que représente alors chaque action, d'après les valeurs courantes du marché à tout moment au cours du jour pertinent comme les établit l'agent chargé des calculs.

« **frais de négociation anticipée** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Description des billets – Frais de négociation anticipée ».

« **frais du programme** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Frais et dépenses ».

« **heure de clôture prévue** » : S'entend, à l'égard d'une Bourse ou d'une Bourse connexe, un jour de Bourse, de l'heure de clôture prévue en semaine de cette Bourse ou Bourse connexe ce jour de Bourse-là, sans égard aux négociations hors séance ou à toute autre négociation en dehors des heures normales de négociation.

« **insolvabilité** » : S'entend, à l'égard d'une action, du fait qu'en raison de la liquidation, de la faillite, de l'insolvabilité ou de la dissolution volontaire ou involontaire de la société concernée ou d'une instance analogue touchant cette société : i) toutes les actions de cette société sont tenues d'être transférées à un syndic, liquidateur ou autre représentant officiel; ou ii) il est légalement interdit aux porteurs des actions de cette société de les transférer.

« **jour de Bourse** » : S'entend, à l'égard d'une action, d'un jour où chaque Bourse et Bourse connexe pour cette action sont ouvertes aux fins de négociation durant leurs séances de Bourse régulières respectives, même si cette Bourse ou Bourse connexe ferme avant son heure de clôture prévue.

« **jour ouvrable** » : S'entend de n'importe quel jour, sauf un samedi, un dimanche ou un jour où la Banque est fermée à Toronto (Ontario).

« **LIR** » : La *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada).

« **Moody's** » : Moody's Investors Service, Inc.

« **nationalisation** » : S'entend, à l'égard d'une action, du fait que toutes ces actions ou la totalité ou quasi-totalité des actifs de la société concernée sont nationalisés, expropriés ou autrement tenus d'être transférés à une agence, autorité ou entité gouvernementale.

« **obligation** » ou « **obligations** » : S'entend d'obligations théoriques à coupon de 0,50 % émises par la Banque et venant à échéance à la date d'échéance.

« **placeur pour compte** » : Scotia Capitaux Inc.

« **plancher** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **portefeuille** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire ».

« **prêt** » : S'entend au sens attribué à cette expression en page couverture.

« **prix d'émission** » : 100 \$ par billet.

« **produit brut** » : 100 \$ par billet.

« **produit net** » : 95,50 \$ par billet.

« **propositions fiscales** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

« **radiation de la cote** » : S'entend, à l'égard d'une action, du fait que la principale Bourse pertinente (comme en décide l'agent chargé des calculs) annonce qu'aux termes des règles de cette Bourse, les actions cessent (ou cesseront) d'être inscrites à la cote, négociées ou affichées publiquement à cette Bourse pour quelque raison que ce soit (sauf un cas de fusion) et ne sont pas immédiatement réinscrites à la cote, renégociées ou réaffichées à la cote d'une Bourse ou d'un système de cotation situé dans le même pays que cette Bourse.

« **règlement** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Certaines incidences fiscales fédérales canadiennes ».

« **rémunération du placeur pour compte** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Prix d'émission ».

« **rendement du portefeuille** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul du rendement variable ».

« **rendement variable** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul du rendement variable ».

« **S&P** » : Standard & Poor's Rating Service, une division de The McGraw-Hill Companies, Inc.

« **Scotia Capitaux** » : Collectivement, Scotia Capitaux Inc. et tout membre de son groupe et, lorsque le contexte l'exige, « Scotia Capitaux » désigne également les produits et services mondiaux que fournissent la Banque et les membres de son groupe sur les marchés financiers et en matière de services bancaires d'investissement et aux grandes entreprises.

« **société fusionnée** » : S'entend de l'entité issue d'une fusion à la suite d'un cas de fusion à l'égard d'une société.

« **sociétés** » : Initialement, Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque de Montréal, Banque Royale du Canada, CI Financial Income Fund, Enbridge Inc., Financière Sun Life Inc., Fonds de placement immobilier RioCan, Fonds de revenu Pages Jaunes, Great-West Lifeco Inc., Inter Pipeline Fund, La Société de Gestion AGF Limitée, Manitoba Telecom Services Inc., Société Financière Manuvie et TransCanada Corporation.

« **sous-placeur pour compte** » : DiversiCAPITAL.

« **taux des acceptations bancaires** » : S'entend, à l'égard du calcul des intérêts sur le prêt pour une période de calcul donnée, de la moyenne arithmétique, telle que déterminée par l'agent chargé des calculs, des taux des acceptations bancaires en dollars canadiens d'une valeur nominale comparable et ayant une date d'échéance identique à celle de ces acceptations bancaires figurant sur la page CDOR de l'écran Reuters intitulée « Canadien Interbank Bid BA Fee Rates » (ou toute autre page que l'agent chargé des calculs désigne pour remplacer cette page aux fins de l'affichage des taux cotés pour ces acceptations bancaires) vers 10 h (heure de Toronto) le premier jour ouvrable de la période de calcul.

« **valeur du compte d'actions** » ou « **VCA** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **VL** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul de répartition de l'actif ».

« **VL_{FINALE}** » : S'entend au sens attribué à cette expression à la rubrique « Sommaire – Calcul du rendement variable ».



^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse